

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

ROBERT TATTEGRAIN

Avocat à la Cour d'Appel de Paris
Diplômé de Sciences pénales de l'Université de Paris

DU

Temporel des Bénéfices ecclésiastiques

Sous l'Ancien régime

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenance le mercredi 26 Mai 1909

Président : M. CHÉNON, professeur.

Suffragants { M. BERTHELEMY, professeur.
 { M. GARÇON, professeur.

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL J.-B. SIREY ET DU JOURNAL DU PALAIS

ANCIENNE MAISON L. LAROSE & FORCEL

22, rue Soufflot, PARIS, 5^e Arr^e

L. LAROSE & L. TENIN, DIRECTEURS

1909

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

ROBERT TATTEGRAIN

Avocat à la Cour d'Appel de Paris
Diplômé de Sciences pénales de l'Université de Paris

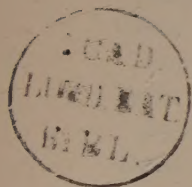
DU

Temporel des Bénéfices ecclésiastiques

Sous l'Ancien régime

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenance le mercredi 26 Mai 1909



Président : M. CHÉNON, professeur.

Suffragants { M. BERTHELEMY, professeur.
 { M. GARÇON, professeur.

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL J.-B. SIREY ET DU JOURNAL DU PALAIS

ANCIENNE MAISON L. LAROSE & FORCEL

22, rue Soufflot, PARIS, 5^e Arr^e

L. LAROSE & L. TENIN, DIRECTEURS

1909

BIBLIOGRAPHIE

- CHARONDAS LE CARON : Réponses de Droit. Paris, 1598.
- FONTANON : Lois, Édits, Déclarations, Ordonnances des Rois de France. Paris, 1601.
- SERVIN (procureur général) : Plaidoyers. Paris, 1602.
- PAPON : Arrêts notables. Paris, 1607.
- Barnabé BRISSON : Code Henri III. Édition Charondas le Caron. Paris, 1609.
- BOUTEILLIER : Somme rurale. Édition Charondas le Caron. Paris, 1621.
- DOUBLET (le P. Jacques) : Histoire de l'Abbaye de Saint-Denis. Paris, 1621.
- CHOPPIN : Œuvres revues par M^e Tournet, avocat. Paris, 1662.
- SIMON : Introduction au Droit ecclésiastique. Paris, 1678.
- LE PRESTRE : Questions notables de Droit. Paris, 1679.
- SÆFVE : Questions notables tranchées au Parlement. Paris, 1680.
- FERRIÈRE : Nouveau praticien français. Paris, 1681.
- FERRIÈRE : Des Obligations des Ecclésiastiques, tirées de l'Écriture-Sainte, des Conciles et des décrets des Papes, par un docteur en théologie. Rouen, 1688.
- Abbé RICHARD (historiographe des Fondations royales) : Traité des Pensions royales. Paris, 1694.
- Abbé RICHARD : Discours sur les Fondations royales de Louis-le-Grand, dédié à M^{me} de Maintenon. Paris, 1695.

FÉVRET : Traité de l'Abus. Lyon, 1699.

SAINT-BEUVE (le P. Jacques DE) : Solutions de divers cas de conscience (3 vol.). Paris, 1705 (Bibl. nat., D, 4747).

BONIFACE : Arrêts notables de la Cour de Parlement de Provence et des autres Cours du même pays (5 vol.). Lyon, 1705.

BELLET-VERRIER : Mémoires alphabétiques des choses concernant la Justice, la Police et les Finances pour les gabelles et les cinq grosses fermes. Paris, 1714.

DE HÉRICOURT : Ancienne et nouvelle discipline ecclésiastique, Paris, 1717.

NÉRON : Lois, Édits, Ordonnances des Rois de France. Paris, 1720.

DU PERRAY (bâtonnier de MM. les Avocats) : Traité des Dîmes. Paris, 1723.

BRILLON : Dictionnaire des Arrêts ou Jurisprudence universelle. Paris, 1727.

L. M. : Traité des Dîmes en général, suivant la jurisprudence ancienne et nouvelle (au Palais à Paris, 1731).

FERRIÈRE : Dictionnaire de Droit et de Pratique. Paris, 1740.

LOUET (revu par Brodeau et Guy Rousseaud de la Combe) : Arrêts notables (2 vol.). Paris, 1742.

DE CAMBOLAS : Jurisprudence du Parlement de Toulouse. Toulouse, 1744.

MÉMOIRES publiés par ordre du Clergé de France (14 vol.). Paris, 1750.

DUFRESNE : Journal des Audiences. Paris, 1754.

Guy ROUSSEAUD DE LA COMBE : Recueil de Jurisprudence canonique et bénéficiale. Paris, 1755.

AUGEARD : Arrêts notables des différents Tribunaux du royaume. Paris, 1756.

JOUSSE : Commentaire de l'Ordonnance de 1667 sur la Procédure civile (2 vol.). Paris, 1767.

Guy ROUSSEAUD DE LA COMBE : Jurisprudence. Paris, 1767.

Abbé FLEURY : Institution au droit ecclésiastique (2 vol.). Paris, 1767.

COLLECTION des procès-verbaux des Assemblées générales du Clergé de France depuis 1560. Ouvrage publié aux frais du Clergé. Paris, 1768 à 1780.

JOUSSE : Traité du Gouvernement temporel et spirituel des Paroisses, Paris, 1769.

DE HÉRICOURT : Les Lois ecclésiastiques de France, selon leur ordre naturel. Paris, 1771.

DENIZART : Recueil de décisions nouvelles (4 vol.) Paris, 1771.

LEBRUN : Traité des successions. Paris, 1775.

DURAND DE MAILLANE : Dictionnaire du Droit canonique. (5 vol.). Lyon, 1776.

CAMUS, avocat au Parlement : Commentaire de l'Édit de 1768, ou Traité des portions congrues. Paris, 1776.

DESGODETS (architecte-expert) : Les Lois des Bâtiments dans la Coutume de Paris. Paris, 1777.

CODE NOUVEAU DES TAILLES, ou Recueil complet jusqu'à ce jour des ordonnances, édits, arrêts, règlements rendus sur la matière. Paris, 1783.

NECKER : Administration des Finances (3 vol.). Paris, 1784
DOLÉANCES ET RÉUNION des Curés congruistes du Dauphiné, 1776. (Bibl. nat., L^e, 24-63.)

LE VŒU DE LA RAISON pour les paroisses, les curés et les pauvres et Louis XVI à l'Assemblée des Notables, 1786. (Bibl. nat., L, b³⁹, 6309.)

PIÈCES DU PROCÈS DE LA NOBLESSE ET DU CLERGÉ. (Bibl. nat., L, b³⁹, 769.)

BONCERF : La plus importante affaire. (Bibl. nat., L, f³⁹, 72235.)

DE CERFOL : Les Droits du Souverain sur les biens-fonds du Clergé. (Bibl. nat., L, d⁴, 3008.)

OBSERVATIONS sur la répartition des biens ecclésiastiques et particulièrement des dîmes, avec un plan d'administration et de répartition plus juste pour le bien de la religion et le soulagement du peuple. Bruxelles, 1781. (Bibl. nat., L, d⁴, 3026.)

M^e C. (CHAS) et l'abbé DE M. (MATIGNON) : Réflexions sur les immunités de l'Église de France. Paris, 1788. (Bibl. nat., L, d⁴, 3059.)

EXAMEN D'UN OUVRAGE intitulé : « Réflexions sur les Immunités de l'Église de France », s. l. n. d. (Bibl. nat., L, d⁴, 3060).

HERVÉ, avocat au Parlement : Traité des matières féodales et censuelles (8 vol.). Paris, 1789.

RÉSUMÉ général des cahiers des États généraux de 1789, dressé par une Société de Gens de Lettres. Paris, 1789. Chez Prudhomme (3 volumes : I. Clergé. II. Noblesse. III. Tiers-État).

CAHIER des Ordres réunis de la Noblesse et du Tiers-État des gouvernements de Péronne, Roye et Montdidier.

HERVÉ, avocat au Parlement : Traité des Dîmes. Paris, 1790.

ISAMBERT : Les anciennes Lois françaises. Paris, 1830.

DUVERGIER : Recueil des Lois et Décrets. Paris, 1834.

AFFRE (l'abbé) : Traité de la Propriété ecclésiastique. Paris, 1839.

CHASSIN : Les cahiers des Curés en 1789. Paris, 1882.

BOURGAIN : Études sur les Biens ecclésiastiques avant la Révolution. Paris, 1890.

PERTZ : Monumenta Germaniae historica. Hanovre et Berlin, 1890.

ANGLADE : De la sécularisation des Biens ecclésiastiques pendant la Révolution (thèse). Paris, 1901.

GLASSON : Précis d'Histoire du Droit. Paris, 1904.

CUCQ : Institutions juridiques des Romains. Paris, 1904.

SERBAT : Les Assemblées du Clergé de France. Paris, 1906.

LARDÉ : Capitation (thèse). Paris, 1906.

AVANT-PROPOS

Avant d'aborder le sujet de cette étude, il n'est pas sans intérêt de rappeler que, sous l'Ancien Régime, on distinguait avec soin dans le clergé :

1^o Le clergé séculier, groupé sous l'autorité des évêques ;

2^o Le clergé régulier, soumis aux règles monastiques et obéissant aux supérieurs des différents ordres.

Mais, à un autre point de vue, on distinguait encore le clergé français du clergé étranger :

1^o Le clergé étranger était celui des provinces acquises postérieurement au Concordat de 1515. Son régime variait suivant les provinces et suivant les clauses des traités qui avaient maintenu et consacré certains usages antérieurs et qui, à raison de leur diversité, ne peuvent entrer dans le cadre de ce travail ;

2° Le clergé français formait, au contraire, un corps dont les prérogatives et immunités étaient exercées par les Assemblées générales du clergé. On se trouve donc, ici, en présence d'une organisation générale de l'Administration des bénéfices, dont les règles, sauf cependant certaines dérogations consacrées par les coutumes locales, s'appliquent indistinctement à toute l'Église Gallicane.

Il y avait donc en France une théorie générale de l'administration du temporel des bénéfices : elle se dégage de la jurisprudence du Parlement de Paris, seul compétent dans certaines affaires dites de « régale » et qui faisait autorité dans les autres matières.

Cette jurisprudence n'était pas toujours irréprochable et les principes inexacts qu'elle posait quelquefois l'ont entraînée à des solutions qui n'étaient pas d'une équité parfaite ; elle s'appliquait, il est vrai, à des espèces tout à fait spéciales ; mais, sous cette réserve, on peut dire cependant que, de l'ensemble des arrêts très nombreux qui la composent, se dégage une doctrine générale qui forme une base d'étude en somme fort acceptable.

Nous déterminerons donc d'abord la nature des bénéfices, leurs divers modes d'attribution, leur composition active (revenu des biens-fonds, produit

des dimes et les divers avantages pécuniaires résultant de la dignité du bénéficiaire), les charges qui reposaient sur les bénéfices (réparations de l'église et des bâtiments, pensions, impôts, saisies du temporel).

Nous terminerons cette étude par un examen critique de la jurisprudence du Parlement de Paris puis nous nous efforcerons de montrer la part que les divers défauts de l'administration des bénéfices ont pris dans les cahiers de 1789 et dans la suppression complète de tous les bénéfices.

INTRODUCTION

Du Bénéfice

Dans son *Institution du Droit ecclésiastique* (I, page 299), l'abbé Fleury, confesseur du roi Louis XV, donne du bénéfice la définition suivante :

« Un bénéfice est un office ecclésiastique auquel
« est joint un certain revenu qui n'en peut être
« séparé.

« Les bénéfices sont séculiers ou réguliers. Les
« séculiers sont : l'évêché, les dignités des cha-
« pitres, savoir : la prévôté, le doyenné, l'archi-
« diaconé, la chancellerie, la chantrerie, la charge
« d'écolâtre ; sous d'autres noms et suivant d'autre
« rang selon les chapitres, les chanoines, qui sont
« proprement les places de chanoines et sont sans
« prébende ou avec prébende ou demi-prébende. Il
« y avait, toutefois, en France deux chapitres régu-
« liers : Pamiers et Uzès.

« Les autres bénéfices séculiers les plus ordinaires sont les prieurés-cures, les vicairies perpétuelles, les simples cures, les chapelles. »

Il faut ajouter à cette énumération que, parmi les bénéfices séculiers, on distinguait les bénéfices simples des bénéfices « à charge d'âme » (1).

La définition donnée par l'abbé Fleury n'est pas à l'abri de toute critique : elle manque de précision, car il existait des revenus attachés à certaines fonctions ecclésiastiques et qui ne constituaient pas des bénéfices en faveur de ceux qui les touchaient, par exemple, les bourses des collèges, les fondations de messes ou celles ayant pour objet l'entretien d'une chapelle.

Les prébendes canoniales elles-mêmes n'étaient pas des bénéfices, tout au moins à l'origine : « *Prebenda nihil est aliud quam jus percipiendi proventus.* » (*Institut. Juris Canonici*, liv. I, tit. xxvi, § 2.)

Mais les chapelles créées et entretenues par des fondations pieuses et les commissions de messes pouvaient être « spiritualisées », c'est-à-dire consacrées par un décret de l'évêque qui leur donnait la qualité de bénéfices.

Le seul intérêt de distinguer de celles qui consti-

(1) Anonyme, *Obligation des Ecclésiastiques*, Rouen, 1688, p. 68.

tuaient des bénéfices, les chapelles qui n'en étaient pas, résidait dans ce fait que ces dernières se trouvaient toujours placées sous la juridiction royale pour le pétitoire et le possessoire ; c'est ce qu'on exprimait en disant qu'elles ne pouvaient *s'impêtrer en cour de Rome*.

Le collateur ne pouvait les attribuer à titre de bénéfices à des prêtres qui ne réunissaient pas les conditions requises pour obtenir un bénéfice (1).

Cette distinction, qui a donné lieu à de nombreux procès fort compliqués (2), tomba en désuétude dans la suite et elle ne se retrouve plus dans le décret des 12-24 juillet 1790 (art. 20, 21 et 22).

Quant à la nomination des titulaires des chapelles non spiritualisées, elle appartenait soit aux fabriques, soit aux fondateurs ou à leurs représentants (3).

La définition de l'abbé Fleury doit donc être ainsi modifiée : « Un bénéfice est un office ecclésiastique auquel est jointe la jouissance viagère d'un bien ou de droits spiritualisés par décret de l'évêque » et dont les revenus ne peuvent être séparés de

(1) Simon, *Introduction au Droit Ecclésiastique*, Paris, 1688, p. 109.

(2) Augeard, *Arrêts Notables*, II, p. 141.

(3) Jousse, *Temporel et spirituel des paroisses*, p. 210.

« l'office auquel ils sont attachés. » Il serait même plus juste de dire, pour distinguer plus nettement la fonction ecclésiastique du bénéfice qui n'en est que l'émolument : « Un bénéfice n'est qu'un certain revenu temporel et spiritualisé, joint à un office ecclésiastique dont il ne peut être séparé. » Telle est la définition qui nous semble devoir être adoptée.

On désignait sous le nom de *pratique bénéficiale* l'ensemble des règles relatives à la transmission des bénéfices.

Dans des traités très étendus, Rebuffe et Dumoulin ont étudié les différents modes de transmission. Sans vouloir reprendre ici la matière de ces importants ouvrages, il faut, néanmoins, indiquer brièvement les conditions requises pour la nomination aux bénéfices, qui, au ^{xvii}^e siècle notamment, n'étaient observées qu'avec un grand relachement qui avait soulevé les critiques des Parlements et des canonistes.

C'est ainsi que le Procureur Général Servin (1) disait qu'il ne tolérait ces pratiques que « puis-

(1) Servin, *Plaidoyers*, n° 5, p. 4.

« qu'ainsi, à l'usage de notre siècle, que ce qui
« était défendu au temps de l'ancienne pureté est
« permis aujourd'hui ».

De leur côté, les canonistes ne les jugeaient pas
moins sévèrement : « On ne trouvera pas ici ce que
« l'on appelle ordinairement *pratique bénéficiale*, je
« veux dire ces instructions des canonistes modernes
« pour acquérir ou conserver des bénéfices dont la
« plupart ne tendent qu'à favoriser l'ambition et la
« cupidité en éludant par des chicanes les anciens
« canons et la saine discipline. Il est plus raison-
« nable de suivre ce que l'Église a prescrit pendant
« douze siècles que ce qu'elle a toléré pendant
« quatre ou cinq cents ans et qu'elle s'efforce de
« corriger (1). »

Quelles étaient donc les conditions requises pour
acquérir un bénéfice?

Il fallait être :

1^o Clerc ;

2^o Français ;

3^o Enfant légitime.

(1) Fleury, *Institution*, I, Préface, p. xxviii.

1^o Il fallait être *clerc*, c'est-à-dire tonsuré ; il y avait cependant de rares bénéficiers laïcs, le roi de France et quelques grands seigneurs, et ce en raison des privilèges qu'ils avaient accordés aux églises de leurs domaines. C'est ainsi que le roi avait le titre d'abbé de Saint-Martin de Tours, de Saint-Hilaire de Poitiers et de premier chanoine de la collégiale de Saint-Quentin (1) ; mais ce n'étaient là que des exceptions sans importance.

2^o Il fallait être *Français*. Les libertés de l'Église Gallicane s'opposaient à la nomination d'un clerc de nationalité étrangère, à moins que le roi ne lui eût accordé des *lettres de naturalité*, et, même dans ce cas, le clerc étranger ne pouvait être évêque ou abbé chef d'ordre. Une seule exception était cependant faite à cette dernière règle en faveur des clercs étrangers professant à l'Université de Paris et présentés par cette Université aux bénéfices dont ce corps avait le patronage. C'est ainsi qu'aux termes d'un arrêt rendu par la Grand'Chambre du Parlement de Paris le 12 août 1586 (2), Hamilton, professeur au collège des Écossais, a pu prendre possession de la cure de Saint-Cosme ;

(1) Durand de Maillanne, v^o Chapitre (liste).

(2) *Plaidoyers* de Servin, avocat-général, Paris, 1603, partie II, aff. : *de Saint-Cosme*, p. 156.

3^o Il fallait être *enfant légitime* : les bâtards ne pouvaient être pourvus s'ils n'avaient dispense de l'évêque ou du Pape, selon la qualité du bénéfice.

Il y avait, en outre, d'autres conditions qui étaient spéciales à certains bénéficiaires :

1^o La limite d'âge était fixée, pour les évêques et archevêques, par le Concordat de 1515 et l'ordonnance de Blois (art. 2), à 27 ans; mais le Pape pouvait accorder des dispenses. Pour les autres bénéfices, on exigeait, en vertu de la dix-septième règle de chancellerie, 14 ans pour les cathédrales, 10 ans pour les collégiales et 7 ans pour les chapelles et les bénéfices simples, par opposition à ceux dits « à charge d'âme ».

2^o Il fut souvent question d'exiger la promotion dans les ordres avant la nomination au bénéfice. On n'y put parvenir et même une réclamation à ce sujet a trouvé place dans un cahier du clergé aux États généraux de 1789 (1). Toutefois, lorsqu'il s'agissait d'un bénéfice « à charge d'âme », une déclaration rendue le 13 janvier 1742, sur la demande du clergé, exigeait du titulaire l'ordre de la prêtrise et l'âge de 25 ans ;

(1) *Résumé des Cahiers de 1789*, t. I, p. 34.

3^o Les évêques devaient, en outre, être docteurs ou licenciés en théologie, en droit canon ou en droit civil ;

4^o Parmi les candidats aux bénéfices, ceux qui avaient reçu des grades universitaires prétendaient s'en prévaloir comme d'un droit de préférence absolu. Certains allaient même jusqu'à dire que tout ecclésiastique acquérait, par le fait même de son ordination, un droit immédiat à un bénéfice.

Une longue discussion où l'on faisait intervenir le Concile de Bâle, la Pragmatique Sanction, le Concordat de 1515 et deux déclarations royales des 2 octobre 1743 et 27 octobre 1745, semble avoir abouti à la condamnation de ces prétentions et au système d'un choix réglementé et exercé par l'autorité compétente, en tenant compte des grades universitaires des candidats. Pourtant, et tout dernièrement encore, certains publicistes ont essayé de reprendre et de rajeunir cette théorie primitive, devenue sans objet lors de la suppression des bénéfices (1).

(1) Journal le *Matin*, numéro du 31 mai 1908.

Collation

On appelait ainsi la nomination aux bénéfices. Lorsqu'elle était faite par le roi, c'est-à-dire pour les bénéfices consistoriaux (archevêchés, évêchés ou abbayes qui n'emportent pas la qualité de chef d'ordre), elle devait, d'après le Concordat de 1515, intervenir dans le délai de six mois à dater du jour de la vacance. Le Concordat réservait cependant au Pape le droit de conférer directement tous les bénéfices consistoriaux dont les titulaires étaient décédés en cour de Rome. Certains gallicans prétendirent que cette clause n'était que le résultat d'une animadvertance, et, en pratique, on n'en admettait l'application que sous réserve du consentement préalable du roi. Pour éviter que de trop nombreuses nominations ainsi effectuées directement par le Pape puissent devenir un danger, le roi défendit aux bénéficiers de se rendre et de séjourner en Cour de Rome sans sa permission.

En 1515, le Concordat avait donné au roi le droit de nomination à tous les bénéfices consistoriaux du royaume et du Dauphiné ; le roi prétendait l'exercer, en outre, dans les provinces acquises postérieurement : la Cour de Rome soutenait que le Concor-

dat n'était applicable qu'aux territoires où l'on suivait l'ancienne Pragmatique de Bourges. Cette question ne fut jamais tranchée au fond : le Pape éluda en pratique la difficulté en accordant au roi des indults qui lui conféraient le droit de nomination aux évêchés et archevêchés de ces nouvelles provinces. La Bretagne et la Provence étaient dites « pays d'obédience », parce qu'elles relevaient plus directement du Pape que les autres et que le Concordat de 1515 ne leur était pas applicable.

Les trois évêchés (Metz, Toul et Verdun) étaient restés soumis au Concordat germanique.

En 1740, le pape Clément XII, au moyen d'un indult, conféra au roi de France le droit qu'avait le Saint-Siège de nommer aux bénéfices séculiers des duchés de Lorraine et de Bar ; mais la nomination devait intervenir dans les six mois de la vacance et il fallait que le candidat obtint des *libelles* en Cour de Rome.

Par ces indults, la Papauté affirmait solennellement sa prétention de ne voir le Concordat de 1515 s'appliquer qu'au territoire du royaume, tel qu'il était constitué sous Charles VII, en même temps qu'elle donnait satisfaction au roi.

En principe, pour son diocèse, l'évêque était le *collateur ordinaire* de tous les bénéfices, d'où cette

appellation d'*Ordinaire* qui lui est réservée. En posant cette règle, les anciens canonistes n'avaient en vue que les bénéfices dont la nomination ne dépendait pas du roi. Le droit de nomination des évêques comportait, selon les lieux, des variantes à l'infini.

Certains seigneurs laïcs, certains abbés réguliers avaient aussi un droit de nomination à des bénéfices « à charge d'âme ».

Enfin, le patronage exercé par les bienfaiteurs des églises sur certains bénéfices leur donnait le droit de présenter des candidats à l'agrément du collateur. Par dérogation à cette règle générale, que nous allons rencontrer et préciser, le roi avait un droit, non seulement de présentation, mais aussi de collation sur les bénéfices placés sous son patronage.

Dans la pratique, la collation des bénéfices donnait souvent lieu à des abus regrettables et même de nature à compromettre la dignité des clercs (1). Pour les bénéfices à la collation ou à la présentation du roi, on dressait une liste des bénéfices et de ceux qui les sollicitaient, dite *feuille des bénéfices*. Elle était tenue par un des aumôniers du roi, généralement par le Grand Aumônier de France, qui prenait, de ce fait, une importance considérable.

(1) Glasson, *Précis d'Histoire du Droit*, p. 550.

Normalement, les patrons des églises exerçaient le droit de présentation. Ce droit attaché au patronage est d'origine très ancienne et l'Église l'avait admis comme témoignage de sa reconnaissance envers ses anciens bienfaiteurs et il s'exerçait au moment de la vacance du bénéfice. Jusqu'au pontificat de Boniface VIII, les patrons laïcs ou ecclésiastiques n'avaient que six mois pour faire cette présentation et ce délai a été maintenu en Normandie : depuis Boniface VIII, il a été réduit à quatre mois.

Le droit de patronage était réservé à ceux qui construisaient une église, la dotaient et l'entretenaient. Mais une même église pouvait avoir plusieurs patrons. Le Pape ou l'évêque donnaient le titre de patron d'une église même à d'autres personnes, mais cet usage fut condamné par le Concile de Trente, ce qui ne l'empêcha point de persister dans l'Église Gallicane.

Quelquefois, le droit de patronage était attaché à une terre aux propriétaires successifs de laquelle il se transmettait ; on disait alors que le patronage était *réel*.

Le patron d'une église possédait, en outre, divers droits honorifiques, tels que sa place dans le chœur, ses armoiries dans l'église, les prières dites à son intention, un rang privilégié dans les processions, etc.

On rencontre aussi des dérogations aux règles ordinaires de la collation des bénéfices en faveur de laïcs puissants dont il importait de se ménager les bonnes grâces : le roi et le Parlement de Paris.

Le Parlement de Paris, qui jouissait d'une compétence très importante pour toutes les affaires dites *de régale*, pour le pétitoire après régale et pour le possessoire dans tous les cas, obtint le droit de présentation à certains bénéfices. Ce droit fut réglé par des indults de Paul III et de Clément IX et par des ordonnances de François I^{er} et de Louis XIV. En vertu de ces indults, les magistrats du Parlement présentaient un candidat au bénéfice. Ils observaient entre eux un certain ordre et n'exerçaient jamais deux fois le droit de présentation, sauf dans le cas d'un changement survenu dans leurs fonctions.

De son côté, le roi avait le droit, à lui offert par les Papes, de conférer une prébende après sa première entrée dans une église dont il était le chanoine. Henri III s'était de plus, par lettres patentes du 9 mars 1577, attribué, à l'occasion de son avènement, celui de conférer à des clercs des brevets de joyeux avènement, par lesquels il enjoignait aux évêques et aux chapitres de conférer au porteur la première dignité ou la première pré-

bende de la cathédrale qui deviendrait vacante. Une déclaration du 15 mars 1649 étendit ce droit de joyeux avènement aux églises collégiales possédant plus de dix prébendes en dehors des dignités à la collation de l'Ordinaire.

Malgré toutes ces dérogations, la Papauté avait, surtout au moyen âge, imaginé un moyen de se réserver un droit supérieur sur les bénéfices ; par des mandats apostoliques, elle donnait ordre aux collateurs de conférer les bénéfices vacants à telle personne déterminée : elle s'attribuait le droit de collation par les *réserves* ; il lui arrivait même de donner l'*expectative*, c'est-à-dire d'investir les candidats dès avant la mort du titulaire.

Le Concile de Bâle et la Pragmatique Sanction condamnèrent les réserves, mais le Concile de Bâle conserva au Pape le droit d'accorder des mandats adressés aux collateurs ordinaires, à condition de n'exercer ce droit qu'une fois dans sa vie et seulement sur ceux qui auraient à leur disposition plus que dix et moins que cinquante bénéfices consistoriaux ; mais le Pape avait le droit d'accorder deux mandats sur les collateurs pouvant nommer à plus de cinquante bénéfices. Le Concordat de 1515 consacra les mêmes principes, mais, le Concile de Trente ayant condamné les mandats et les expectatives, le

Pape cessa complètement d'en faire usage en France.

Un autre moyen, pour la Papauté, de mettre la main sur les bénéfices inférieurs était la *prévention* : elle consistait à soutenir que le Pape avait le droit de conférer ces bénéfices inférieurs en concurrence avec le collateur ordinaire : celui des deux qui usait de ce droit le premier disposait valablement du bénéfice. Le Concordat de 1515 s'étant attaché à maintenir toutes les dispositions du Concile de Bâle favorables à la Papauté, maintint aussi son droit de prévention. Cette disposition, abrogée en 1560, par l'ordonnance d'Orléans, fut rétablie par Charles IX, sur les instances de la Papauté et au grand désespoir des gallicans.

De leur côté, les titulaires des bénéfices imaginèrent toutes sortes de moyens de réduire le plus possible les droits des collateurs pour s'assurer une pension de retraite ; le plus simple de ces moyens était la « résignation *in favorem* », qui consistait à choisir son successeur sans la participation du collateur.

La résignation *in favorem*, qui n'était, à l'origine, qu'une simple recommandation d'un successeur

éventuel auprès du collateur qui devait pourvoir au bénéfice, fut reconnue, dès le xvi^e siècle, comme un contrat valable et dont les conditions d'existence étaient soigneusement réglementées. Elles étaient posées par des règles de la chancellerie romaine reçues en France.

La première de ces règles, dite des « vingt jours » que l'on désignait aussi sous le nom de règle « *de infirmis resignantibus* », qui fut introduite par le Pape en 1484, édictait que toute résignation devenait nulle lorsque le résignant venait à décéder avant le vingtième jour de l'admission de la résignation. La jurisprudence du Parlement de Paris interprétait cette règle d'une façon extensive, en prononçant la nullité lorsque le résignant était déjà atteint de la maladie dont il était ensuite décédé, même après les vingt jours, mais, après l'entrée en possession du résignataire (1). Cette règle était absolument nécessaire pour protéger les collateurs contre les résignations *in favorem in articulo mortis*. Par contre, elle était souvent très préjudiciable aux résignataires ; il était bien rare, en effet, que les résignations fussent purement gratuites : elles s'accompagnaient le plus

(1) Soefve, *Arrêts notoires, Centurie III*, ch. xxxi.

souvent d'un pacte de pension et d'avances en argent destinées à fournir au résignant des aliments pour sa vieillesse. Au cas où la nullité de la résignation était encourue, le résignataire perdait à la fois ses avances et ses droits au bénéfice. Les intéressés, pour parer à cette éventualité, n'avaient rien trouvé de mieux que de faire disparaître, au moment du décès, le corps de leur prédécesseur et de le faire inhumer secrètement dans une paroisse éloignée. L'absence d'état-civil rendait cette fraude relativement facile et il était alors impossible de connaître la date précise du décès.

L'ordonnance de Villers-Cotterets (août 1539) apporta un remède à ces pratiques en instituant des registres destinés à constater les décès des ecclésiastiques pourvus de bénéfices, et, sur ces registres, devaient en même temps être inscrites toutes les naissances. En outre, l'article 56 de cette ordonnance interdisait de garder les corps des bénéficiers :
« sous peine de confiscation de corps et de biens
« contre les laïcs qui en seraient trouvés coupables
« et contre les ecclésiastiques de tous droits posses-
« soires qu'ils pourraient prétendre à des bénéfices
« ainsi vacants, et de grosse amende à l'arbitraire
« de justice ».

Cette défense resta sans doute lettre morte, car

nous la trouvons renouvelée aux dates des 30 mars 1601 et 9 février 1657. A cette dernière date, une procédure très complète était instituée pour parvenir à la répression du délit qu'elle prévoyait : les juges du lieu devaient se rendre chez le bénéficiaire dont la mort ou l'agonie leur était signalée, se le faire représenter mort ou vif et dresser un procès-verbal. En cas de refus, les bénéfices étaient réputés vacants et pourvus immédiatement (1).

La règle des vingt jours tendait à protéger les droits des collateurs ; deux autres règles, qui avaient pour but de restreindre autant que possible le nombre des résignations, obligeaient les résignants à se dépouiller immédiatement et presque irrévocablement de leurs bénéfices.

La vingt-deuxième règle de chancellerie, établie par Innocent VIII, obligeait les résignataires en Cour de Rome à prendre, dans les six mois de l'acceptation de la résignation, possession de leurs bénéfices. Puis, en 1634, Urbain VIII complétait cette disposition en interdisant de résigner plusieurs fois au profit de la même personne. Il limitait ainsi le nombre des *regrés* qui constituaient une espèce de résiliation unilatérale.

(1) Néron, *Ordonnances*, II, p. 56.

Ainsi, d'une simple recommandation à laquelle le collateur pouvait ne pas déférer, que la résignation *in favorem* était à l'origine, elle était devenue insensiblement et par l'usage un véritable contrat opposable au testateur.

L'Église Gallicane regardait comme une de ses libertés les plus chères la nécessité dans laquelle elle mettait le Pape d'accorder le bénéfice à tout impétrant qui réunissait les qualités exigées par les canons et qui avait obtenu d'un bénéficiaire une résignation *in favorem* ayant date antérieure à toute autre résignation. Pour empêcher que la Cour de Rome puisse, en les *retenant*, donner effet à des résignations antidatées et que le résignant arrive, par ce moyen, à conserver, sa vie durant, le bénéfice pour le transmettre seulement à sa mort, un édit, qu'on a appelé l'édit des *petites dates* exigea que le courrier chargé de *retenir* la date en Cour de Rome contint également la procuration à l'effet de résigner : un édit de 1691 exigea, en outre, que cette procuration fut *insinuée* au greffe du diocèse dans lequel les notaires l'avaient reçue. Cet envoi de la procuration étant prescrit par des ordonnances royales, le Pape ne pouvait y déroger sans abus. Rappelons, en outre, que tous les actes du Saint-Siège devaient, avant d'entrer en France, passer par

les mains d'officiers royaux appelés les *banquiers expéditionnaires en Cour de Rome*, qui, seuls, avaient pouvoir de leur donner date certaine et l'authenticité.

A partir du règne d'Henri II et à la suite d'un arrêt du Conseil du roi, la jurisprudence a toujours distingué la résignation faite en santé de celle faite en maladie. Dans le premier cas, elle l'assimilait à une donation entre vifs et, à ce titre, irrévocable ; dans le second cas, elle la considérait comme une donation à cause de mort, révocable au moyen d'un acte appelé *regrés* lorsque le malade revenait à la santé. En réalité, le *regrés* était prohibé par un édit du Contrôle de 1637, qui exigeait alors de nouvelles lettres de provision. Mais le Grand Conseil enregistra, avec cette modification toutefois, que de nouvelles lettres de provision ne seraient imposées que si le résignataire avait pris possession du bénéfice.

Les Parlements refusèrent d'appliquer l'édit du Contrôle, exigeant seulement, pour admettre le *regrés*, la preuve par le résignant de sa maladie au moment de la résignation.

Les bénéficiers tentèrent encore de frauder les collateurs ordinaires et d'éviter les vacances par décès en renonçant à leurs bénéfices sans les quitter ;

ils demandaient et obtenaient des lettres de provision pour telle personne qu'ils désignaient ; mais ils retenaient ces lettres entre leurs mains et, souvent même, les résignataires qui devaient en profiter en ignoraient l'existence. Pour remédier à ce nouvel abus, la chancellerie romaine introduisit la règle *de publicandis resignationibus* : toutes les résignations devaient être publiées et la prise de possession avoir lieu dans les six mois de la date des lettres de provision si le pourvu l'avait été en Cour de Rome et dans les deux mois s'il l'avait été par tout autre que par le Pape. Faute de ce faire, si le résignant expirait avant la prise de possession, le bénéfice était réputé vacant par décès et pourvu comme tel par le collateur.

Cette règle parut si sage qu'elle fut enregistrée par tous les Parlements et devint une loi du royaume à laquelle on contestait au Pape lui-même le droit de déroger.

Un autre moyen d'entraver l'exercice des droits du collateur, c'étaient les *permutations* ou échanges entre bénéficiers. Il pouvait, sans doute, arriver que, dans certaines circonstances, certaines permutations fussent tout à fait légitimes et même conformes aux intérêts de l'Église. Mais souvent, elles avaient

pour but, soit de paralyser le droit du collateur, soit même d'acquérir un bénéfice plus avantageux à des conditions qui parfois touchaient à la simonie. Certains jurisconsultes pensaient qu'il fallait admettre seules les permutations faites par le Pape. Dumoulin soutenait, au contraire, que tout collateur pouvait les autoriser. Ce fut une troisième solution qui triompha et d'après laquelle le consentement du collateur (Pape ou évêque) était nécessaire. Les permutations étaient, comme les résignations *in favorem*, reçues par notaire et elles étaient susceptibles de *regrès*.

Une importante question se posait à propos des pactes qui accompagnaient généralement les résignations *in favorem* et les permutations : ces pactes constituaient-ils des actes simoniaques ? Ils étaient, en tout cas, très fréquents et formaient la véritable cause juridique de ces deux sortes de contrats. Le résignant stipulait à son profit la remise d'une somme d'argent comme prix de sa présentation ou encore retenait à titre de pension une certaine partie des fruits du bénéfice qu'il cédait ensuite.

Voici comment s'exprimait à ce sujet le P. Jacques

de Sainte-Beuve, casuiste officiel de la Cour de France (1) : « La permutation qui se fait avec pacte
« de donner, avec la chapelle de nul ou petit revenu,
« pour un canonicat, six, huit, dix ou douze mille
« livres, ou généralement quelque argent, ou une
« chose dont la valeur est appréciable en argent est
« simoniaque, outre que ces pactes sont subreptices, n'étant pas soumis aux ordinaires. »

Il ne paraît donc pas y avoir de doute, les pactes ayant pour objet des pensions ou des sommes d'argent étaient canoniquement un crime de *simonie réelle* dont le Pape pouvait seul absoudre les auteurs.

D'un autre côté, ces pactes tombaient sous le coup de la juridiction laïque lorsqu'ils étaient découverts au cours d'une action possessoire ; les baillis, sénéchaux et procureurs du roi devaient, en outre, s'informer d'office et diligemment des simonies possibles dans les nominations récemment faites et « envoyer au roi leurs informations closes et scellées, « pour après y pourvoir à l'honneur de Dieu et à la « décharge de sa conscience ». (Ordonnance de Blois, août 1579, art. 6.)

Tout ce système de la répression de la simonie

(1) Sainte-Beuve, *Solution de divers cas de conscience*, 3^e édition, I, p. 84.

resta lettre-morte. La simonie était, selon la forte expression de saint Louis, la « peste de l'Église de France (1) ». On ne pouvait songer pratiquement à sévir contre les bénéficiers simoniaques, à les priver de leurs bénéfices ni à les excommunier ; ils étaient trop nombreux et trop puissants.

La fréquence et le nombre des délits avaient eu raison des actes du pouvoir royal et tous les efforts du Parlement de Paris pour revenir à « l'antique pureté des mœurs » restèrent vains.

De la distinction du temporel des bénéfices d'avec les biens héréditaires

Le titulaire d'un bénéfice séculier pouvait jouir de trois sources distinctes de revenus :

1^o Les revenus des biens fonds (terres et maisons) constituant son bénéfice ;

2^o Les dîmes ou portions de dîmes qu'il percevait en vertu de son titre ;

3^o Les avantages pécuniaires attachés à la dignité dont il était revêtu.

Mais, avant d'étudier en détail chacune de ces sources de revenus, il faut signaler la distinction

(1) Fontanon, *Ordonnances*, IV, p. 503.

fondamentale existant entre les biens composant le bénéfice et ceux qui constituent la fortune personnelle du titulaire. Ces deux espèces de biens, qu'il importe de dégager, étaient, dans la pratique, très souvent volontairement méconnues par les bénéficiers dans le but d'étendre à leur fortune personnelle une situation privilégiée qui était une attribution des fonctions dont ils étaient revêtus.

Les ecclésiastiques séculiers, et principalement ceux qui étaient pourvus de bénéfices, jouissaient de la pleine capacité civile et même tout mineur de 25 ans pourvu d'un bénéfice était émancipé de plein droit. (Ordonnance de 1667, titre XV, art. 14.)

Cette capacité civile permettait donc aux bénéficiers de posséder un patrimoine personnel dont les éléments peuvent se ranger dans les quatre catégories suivantes :

1^o Biens acquis par successions ou donations en ligne directe ;

2^o Biens acquis par successions collatérales ou par donations, ou à titre onéreux ;

3^o Meubles provenant de successions, de donations ou d'achats faits par le bénéficiaire, sans qu'il y ait à se préoccuper de l'origine des deniers ;

4^o Enfin, les dettes.

Aucune particularité dans l'administration de ces

biens ne les distinguait de ceux qui appartenait à des simples particuliers ; mais un régime fiscal leur était spécialement applicable lorsqu'il s'agissait de terres dont les propriétaires étaient des ecclésiastiques roturiers.

Selon le droit commun, les roturiers devaient au roi le droit de *franc-fief*, en raison des terres-nobles qu'ils pouvaient détenir, et la *taille*, pour les terres roturières. Mais les ecclésiastiques prétendaient que les immunités de l'Église les dispensaient du paiement de ces deux impôts.

En ce qui concerne les *francs-fiefs*, si le principe de l'obligation était maintenu par le pouvoir royal, en fait, la perception du droit était excessivement longue et pénible. Elle était confiée au Procureur Général des Amortissements et Francs-fiefs, qui devait faire des recherches sur l'origine et la qualité des terres que détenaient les roturiers. (*Édits de mai 1708, septembre 1710, arrêt du Conseil d'État du roi du 23 janvier 1714.*)

Les bénéficiers obtinrent un succès partiel de leurs prétentions en ce qui concernait les tailles grevant leurs biens patrimoniaux. L'*Édit de mars 1667* avait, en effet, exempté de taille quatre charrues de terre situées sur le terroir d'une même paroisse et cultivées directement par le bénéficié. On admet-

tait que cette exemption s'appliquait, non seulement aux terres dépendant des bénéfices, mais encore aux biens patrimoniaux provenant de donations ou successions, mais en ligne directe seulement. Les ecclésiastiques roturiers étaient donc taillables pour le surplus de leurs biens et aussi pour ceux provenant de successions collatérales ou de donations. Ils furent même déclarés taillables en 1643, à raison de biens provenant de donations simulées, même lorsqu'elles étaient faites par leurs père et mère (1).

Ils devaient naturellement acquitter les différents droits de mutation.

Au point de vue successoral, dans le dernier état du droit, on ne trouve plus aucune particularité qui mérite d'être signalée. La dévolution des biens des ecclésiastiques se faisait suivant les règles du droit commun.

Il n'en était pas de même au moyen âge : le troisième Concile de Latran distinguait, en effet, des biens patrimoniaux qui pouvaient se transmettre, les biens acquis au moyen des économies faites par les bénéficiers. Il admettait que les acquisitions faites avec des revenus provenant de l'Église devaient

(1) *Code des Tailles*, VI. V^o *Ecclésiastique*.

rester à l'Église. Les bénéficiers qui n'avaient pas de fortune personnelle étaient cependant autorisés à disposer de leurs meubles, mais seulement dans une mesure raisonnable. Le roi Charles VI supprima ce droit, dit *de dépouille*, en 1385, pour les bénéficiers séculiers et les évêques (1).

Ce droit subsista sous le nom de *cotte-morte* jusqu'à la fin de l'ancien régime pour le pécule des curés réguliers et il donna lieu à une série de procès à raison de la difficulté que présentait la détermination de celui qui devait hériter du pécule. Il ne pouvait être question d'en faire hériter la famille, puisque le défunt, en sa qualité de religieux, était frappée de mort civile. Restaient en présence l'abbé, la fabrique et les pauvres de la paroisse, entre lesquels les arrêts hésitèrent. La question fut enfin tranchée par la Grand'Chambre du Parlement de Paris (arrêt du 4 février 1710), qui adjugea la *cotte-morte* à la fabrique et aux pauvres : à la fabrique pour les réparations et améliorations de l'église et aux pauvres le surplus (2).

Enfin, il était de jurisprudence constante que cette *cotte-morte* ne s'appliquait pas aux biens

(1) De Héricourt, 1717, *Discipline Ecclésiastique*, V^o Testament.

(2) Ferrière, 1740, *Dictionnaire de Droit*, V^o Cotte-Morte.

laissés par les religieux décédés évêques, parce que l'épiscopat relevait de toutes les incapacités (1).

Les héritiers pouvaient donc recevoir à la fois les biens patrimoniaux et les acquêts du bénéficiaire, mais toujours sous la réserve d'une hypothèque qui les grevait pour sûreté des réparations et à charge d'attendre la fin des opérations de l'« économe » ou administrateur légal du bénéfice vacant.

Cependant, on rencontre encore au xvii^e siècle quelques vestiges atténués de l'ancien droit de *dépouille* supprimé en 1385.

C'est ainsi que, par arrêt du 6 juillet 1621, le Parlement de Toulouse déclarait que les revenus échus, mais non encore perçus au moment de la mort du bénéficiaire, appartenaient à l'Église, à raison de la destination des biens. Cet arrêt surprenant fut suivi d'un autre du même Parlement (28 décembre 1621), précisément en sens contraire ; cette contradiction doit probablement s'expliquer par cette particularité qu'il s'agissait, dans la première espèce, d'une paroisse très pauvre qui manquait d'ornements (2).

(1) Abbé Richard, *Pensions Royales*, p. 111.

(2) Combolas, *Arrêts de Toulouse*, p. 535.

Nous allons, maintenant, pouvoir aborder l'objet même de ce travail, après avoir tenté de dégager les généralités qu'il nous a paru nécessaire d'exposer brièvement avant d'arriver à l'étude proprement dite de *l'administration des bénéfices séculiers sous l'ancien régime*.

PREMIÈRE PARTIE

Les Revenus des Bénéfices

Nous avons déjà indiqué que les revenus d'un bénéfice provenaient de trois sources distinctes, les revenus des biens-fonds, les dîmes et les avantages pécuniaires dont pouvaient être investis les bénéficiers à raison de certaines dignités.

Chacune de ces trois sources doit faire l'objet d'un chapitre spécial.

CHAPITRE PREMIER

Les Biens-Fonds

Les biens-fonds sont les terres et maisons, dont la propriété, les baux ou le faire valoir dont ils font l'objet de la part des bénéficiers méritent une étude spéciale.

SECTION PREMIÈRE

La Propriété

Il est constant que les titulaires des bénéfices n'avaient que la jouissance des biens dépendant de leur bénéfice, mais non la propriété dont il nous faut rechercher le véritable titulaire, qui pouvait être l'Église, un dignitaire de l'Église, les pauvres ou le roi de France. Autant de questions à examiner que de titulaires possibles.

En ce qui concernait la propriété de la Nation sur les biens d'Église, certains cahiers des États généraux de 1789 prétendaient que l'Église n'avait qu'un usufruit perpétuel qui lui aurait été concédé à l'origine par l'État, resté nu-propriétaire.

A notre sens, la véritable solution du problème ne doit pas être cherchée dans de vagues spéculations sur la capacité naturelle des personnes morales ou sur l'intention probable des donateurs, dont on ignore souvent l'existence. Il faut, au contraire, se placer sur le terrain historique et y trouver les indices nécessaires. Il est donc indispensable, pour cela, de remonter à une époque assez reculée.

§ 1^{er}. — *Qui est le véritable propriétaire
des biens ecclésiastiques ?*

Il ne suffit pas d'établir que les biens ecclésiastiques sont la propriété de l'Église. Il faut encore déterminer quel est, en droit, le véritable propriétaire.

On pouvait d'abord prétendre que les biens ecclésiastiques étaient la propriété du Pape, envisagé comme représentant de l'Église universelle. C'était déjà la conception du Capitulaire 407, d'après lequel les biens donnés à l'Église appartiennent à Jésus-

Christ. Il était également possible de conclure à la propriété du Pape de ce qu'il autorisait les aliénations de biens ecclésiastiques. Il faut rejeter ce système pour deux raisons : d'abord parce que, s'il autorise les aliénations, le Pape n'en profite jamais ; ensuite, parce que la reconnaissance au profit du Pape d'un semblable droit de propriété sur les biens de l'Église en Gaule était incompatible avec les libertés de l'Église Gallicane. C'est donc en France qu'il faut chercher le propriétaire de ces biens.

On pourrait songer au clergé de France, considéré comme corps constitué, véritable personne morale de droit public, représentant officiel de ses intérêts matériels, possédant des fonds lui appartenant en propre et une administration permanente (*l'Agence*). On ne peut cependant s'arrêter à cette fiction ; le propriétaire est, en effet, celui qui aliène, profite du prix de vente ; le clergé de France n'a pas le pouvoir de consentir ni même d'autoriser une aliénation.

De même, les évêques ne peuvent pas être considérés comme propriétaires des biens ecclésiastiques situés dans leurs diocèses, toutes leurs attributions se bornant, en effet, à autoriser les aliénations qui leur sont proposées par les bénéficiers qui, seuls, en profitent.

Il faut également écarter les titulaires des bénéfices, car ils ne sont que des usufruitiers des biens de l'Église ou, pour parler plus exactement, des grevés de restitution.

Mais, depuis le partage des biens ecclésiastiques et leur attribution à différents offices, il semble qu'il faille considérer les titres ainsi constitués comme des personnes morales ayant pour but de remplir l'office dont ils portent le nom et possédant tous les objets de nature à en faciliter l'exercice et à donner des moyens d'existence suffisants à l'ecclésiastique qui en a la charge (1).

On pourrait alors étendre aux bénéfices ecclésiastiques la vieille maxime : « *En fait de dîmes, clocher vaut titre* », et dire que le clocher, c'est-à-dire l'office, est le véritable propriétaire des biens affectés à son entretien et à celui du prêtre qui en est chargé.

Il ne faut cependant pas confondre le titre qui est ecclésiastique et le bénéfice qui n'est que le revenu temporel attaché au titre. C'est ainsi qu'après le conflit qui a suivi l'assemblée de 1682, tandis que le Pape refusait les bulles de consécration aux évêques, ceux-ci, bien que non consacrés, ont joui du tempo-

(1) Affre, *Propriété Ecclésiastique*, p. 24.

rel de leurs bénéfices en vertu des règles du Conseil du roi, statuant en matière civile (1).

§ 2. — *Du protectorat royal sur le temporel des églises de France*

Nous rencontrons alors la théorie du protectorat royal sur le temporel de l'Église Gallicane. La propriété ecclésiastique paraissait définitivement assise et personne ne songeait à en rechercher l'origine, lorsque le chancelier de Birague, s'adressant à une députation des membres de la Chambre ecclésiastique, réunie à Blois, en 1576, leur déclara que « les « biens du clergé appartenaient autant au roi qu'au « clergé (2). »

Le clergé obtint rétractation de ces paroles.

Le chancelier s'était mépris sur la portée d'une jurisprudence du Parlement de Paris qui avait statué sur les pouvoirs du roi à l'égard des biens ecclésiastiques et il avait commis une erreur qu'excusait son origine italienne.

Ce mot de M. de Birague nous fournit l'occasion

(1) Abbé Richard, *Traité des pensions royales*, p. 84.

(2) *Procès-verbaux des Assemblées du Clergé*, t. I, p. 100.

d'étudier les motifs, les formules, les effets et la portée de cette jurisprudence dont l'importance est considérable.

Les motifs de cette jurisprudence sont assez complexes. Elle a été guidée par la double préoccupation de protéger les biens de l'Église Gallicane contre les actes de la Cour de Rome et de substituer le pouvoir du roi à celui du Pape pour tout ce qui concernait le temporel du clergé.

Pour arriver à ce résultat, les arrêts se sont fondés sur trois ordres de considérations :

1^o Historiques et canoniques, pour établir que le roi a sur les biens situés en France les mêmes pouvoirs que le Pape ;

2^o Canoniques, sur le droit de patronage des rois de France sur les bénéfices ;

3^o Historiques, sur la théorie de la prétendue concession à l'Église par les premiers rois de France d'une personnalité morale.

Le premier ordre d'arguments résulte d'un mélange de citations extraites des Pères de l'Église et des recueils de droit canonique, alternant avec des considérations historiques.

Ces considérations restent assez confuses, même dans les conclusions prises par le Procureur Général Servin, à qui l'on doit cependant les formules défi-

nitives qui ont consacré le système jurisprudentiel (1).

Les motifs d'ordre canonique invoqués partaient de ce principe que les rois de France devaient être considérés comme les bienfaiteurs de l'Église gallicane, ce qui devait avoir pour conséquence une situation privilégiée dérivant de la reconnaissance du clergé et se traduisant par la concession de certains avantages pécuniaires et honorifiques. Cette situation pouvait s'analyser en deux éléments distincts :

1^o Le roi est le patron des biens que lui ou ses prédécesseurs (ancêtres ou souverains vaincus) ont donné aux églises ;

2^o En sa qualité de protecteur du temporel, on peut le considérer comme le patron général de tous les biens de l'Église de France.

Cependant, s'il est certain que le roi de France succède non seulement à tous ses prédécesseurs sur le trône de France, mais encore aux souverains qui ont possédé des provinces actuellement réunies au royaume et que, par conséquent, il est le titulaire même des droits de patronage que leur avaient procuré les donations par eux faites, il n'en résulte pas nécessairement qu'il ait aussi conservé des droits

(1) Servin, *Plaidoyers*, 1607. « Sur une affaire de régale. »

pécuniaires sur les biens donnés. Il semble qu'une pareille prétention aurait dû, tout au moins, être établie dans chaque hypothèse au moyen d'une clause expresse de l'acte de donation. Rien de semblable n'a été fait par les anciens auteurs, qui se bornent à une simple affirmation, base bien fragile pour une pareille théorie.

D'un autre côté, cependant, les établissements gratifiés avaient l'obligation de secourir leurs patrons tombés dans la misère ; et alors se posait, en fait, la question de savoir si le roi devait être considéré comme étant dans la misère lorsque le Trésor manquait de ressources. Cela pouvait se soutenir jusqu'à un certain point, puisque, dans l'ancien droit, on ne distinguait par le Trésor public des revenus personnels du souverain. Enfin, l'idée du roi, patron général de l'Église gallicane, nous amène directement à l'examen du troisième ordre de considérations envisagé par la jurisprudence et qui était appelé, celui-là, à une fortune considérable.

On peut le ramener à ceci : les personnes morales ne peuvent être créées que par une concession royale. En l'espèce, la personnalité morale de l'Église de France lui a été concédée par Clovis et sous la réserve, au profit des rois de France, de cer-

tains droits sur les biens qu'il leur était permis d'acquérir (1).

Interviennent alors deux idées différentes et d'importance très inégale, dont l'une est une hypothèse historique et l'autre une théorie de la personnalité morale.

L'hypothèse historique qui serait celle de la concession royale faite à l'Église de la personnalité morale ne nous retiendra pas longtemps. Il ne suffit pas, en effet, d'alléguer un fait qui justifie un raisonnement préexistant, il faut d'abord établir l'existence de ce fait, et, à cet égard, il faut observer que celui qui nous occupe est loin d'avoir été établi. Les capitulaires de Clovis ne nous sont pas parvenus, à l'exception d'un seul, qui, il est vrai, contredit formellement la doctrine que nous examinons et que le Parlement a pourtant adoptée dans ses décisions.

C'est une proclamation adressée à tous les évêques des Gaules et un compte rendu de la conduite de l'armée vis-à-vis des biens et des personnes ecclésiastiques pendant la campagne de 507 contre les Goths (2).

(1) Abbé Richard, *Traité des Pensions royales*, p. 85.

(2) *Monumenta Germaniæ Historica Legum*, section II, Capitularia I, 1.

« Le roi Clovis aux saints Évêques dignes suc-
« cesseurs des Apôtres. »

« Vous avez appris par la renommée quels étaient
« les ordres que Nous avons donnés à notre armée
« avant de pénétrer dans le pays des Goths, et avec
« quelle exactitude nous les avons fait exécuter.
« Vous ne sauriez donc ignorer que nous avons dé-
« fendu à nos troupes de prendre ce qui appartenait
« à votre Église et aux communautés de Vierges
« Épouses du Seigneur et de toucher aux biens des
« veuves et des clercs qui se sont dévoués au ser-
« vice des autels, ni même aux biens de leurs en-
« fants qui se sont retirés avec eux ; nous avons
« aussi ordonné de ne faire aucune violence sur les
« serfs des églises et de les remettre en liberté s'ils
« avaient été pris, lorsque l'évêque du diocèse
« affirmerait qu'ils ont été tirés par force de l'en-
« ceinte de l'église... »

La suite de ce document contient une promesse de déférer aux lettres épiscopales délivrées aux laïcs pour leur sûreté.

Il s'agit donc ici d'une véritable ratification d'un état de choses antérieur, d'une adhésion en bloc à toutes les règles du temporel du clergé, et cette adhésion est pure et simple, sans restrictions ni réserves. On est donc bien loin de l'idée émise par

les légistes des siècles postérieurs qui supposent une nouvelle concession de personnalité civile restreinte, faite à l'église à cette époque.

D'autre part, les légistes ne pouvaient admettre que les personnes morales ou, comme ils disaient, les *corps* pussent exister sans avoir reçu l'autorisation royale. En cela ils commettaient une erreur puisqu'ils étaient environnés de *corps* formés lentement par les usages et que le pouvoir tolérait plutôt qu'il ne créait : les communautés, les corporations, etc... Nous avons d'ailleurs vu, avec les faits historiques que telle n'était pas la situation de l'Église de France.

Mais les légistes concluaient de ce principe que, les *corps* étant créés par la loi, n'étaient soutenus que par elle et que seule elle pouvait mettre fin à leur existence ; et c'était là le raisonnement des orateurs de la Constituante au moment de la discussion du décret des 12-24 juillet 1790 (1).

On trouve la formule définitive de cette jurisprudence dans les remontrances adressées au roi par le parlement de Paris le 31 décembre 1614 au sujet de la convocation des États Généraux (2) et qui sont

(1) Merlin, *Répertoire*, V^o Clergé, section II.

(2) *Procès-verbaux du Clergé*, t. II, Assemblée de 1614, pièces, n^o 21.

une réponse directe à certaines revendications ultramontaines des députés de l'Ordre du Clergé. Après la dissolution des États Généraux de 1614, la théorie du protectorat royal sur les biens du Clergé n'étant plus contestée, le Parlement n'eut plus l'occasion de l'affirmer.

Les effets pratiques de cette théorie jurisprudentielle du protectorat royal furent les empiètements successifs et continus sur tous les privilèges temporels appartenant au Clergé de France. Les ecclésiastiques prenaient à chaque mesure nouvelle une attitude résignée, protestaient aussi vivement qu'il était possible de le faire sans danger, et cédaient pour éviter un plus grand mal (1).

Les entreprises du Parlement ne rencontraient donc qu'une faible résistance, et cette théorie du protectorat royal servit à justifier toutes les prérogatives que s'adjugeait le roi de France, et elles en ont constitué une véritable doctrine.

C'étaient : 1^o) La régale temporelle au profit, soit du roi, soit de la Sainte-Chapelle, et l'organisation de l'économat des bénéfices vacants par mort.

2^o) Le droit d'amortissement exigé à partir du XIII^e siècle ;

(1) *Bref du Saint-Siège à Louis XIII en 1632 ; Procès-verbaux des Assemblées du Clergé*, t. III, *Assemblée de 1641*, pièces, p. 4.

3^o) L'intervention du roi pour provoquer ou autoriser les aliénations de biens ecclésiastiques qui, au dernier état du droit, peuvent se faire sans le concours du Pape ;

4^o) Les pensions établies au xvi^e siècle par le roi en faveur de qui il lui plaisait gratifier, laïcs ou clercs, et dont il était seul à fixer le montant ;

5^o) L'extension de la compétence des parlements en matière de réparations des bénéfices au possesseur et au pétitoire lorsqu'ils avaient été pourvus en « régale ».

Enfin, les auteurs en arrivent à examiner les relations financières du Clergé avec le roi et finissent par établir que les décimes, les dons gratuits et les rentes ne sont gratuits que de nom, et ont été imposés au clergé par la volonté du roi (1).

Cette allégation est d'ailleurs confirmée par le langage habituel des procès-verbaux des Assemblées du Clergé qui ne désignent jamais les rentes que par la formule : « les rentes prétendues sur le clergé ».

En réalité, il ne s'agissait pas ici d'un véritable droit, mais d'une série de contrats dont le consentement n'avait pas toujours été très libre.

Ainsi, le roi autorise les aliénations des biens ecclé-

(1) Abbé Richard, *Traité des Pensions royales*, p. 100.

siastiques ; il nomme ou présente les titulaires des bénéfices consistoriaux, réduit leurs revenus en les obligeant à payer des pensions dont, seul, il détermine le montant. En dépit des immunités de l'Église Gallicane, il impose le Clergé. Faut-il aller jusqu'à dire que le roi est devenu propriétaire de ces biens ? On trouve de cette idée divers indices : d'abord, dans le mot du chancelier de Birague en 1576 : « Les biens de l'Église appartiennent autant « au roi qu'au clergé de France. » Puis dans le préambule de la déclaration du 19 avril 1639, sur les Amortissements, et aussi, mais sous une forme plus générale et plus absolue, dans les Instructions à l'usage du Dauphin rédigées par Louis XIV en 1666 :

« Tous les biens de nos sujets nous appartiennent ;
« les biens de l'Église nous appartiennent par un
« titre encore plus évident (1). »

On voit ici le point d'arrivée du raisonnement : Toute propriété est créée et entretenue par la loi qui peut la faire disparaître. En effet, le roi seul dispose de la force...

Mais ce raisonnement ne paraît pas être sorti du domaine de la théorie : les suppressions d'ouvrages

(1) De Carne, *La monarchie au XVIII^e siècle*, p. 94.

contraires à la propriété ecclésiastique prononcées, tant par le Parlemnet de Paris que par le Conseil du roi, suffisent à le démontrer.

Il faut donc reconnaître que la jurisprudence relative au protectorat exercé par le roi sur les biens du Clergé ne vise qu'à substituer celui-ci dans les affaires de gestion du temporel, au Pape, et qu'il n'a jamais été considéré comme propriétaire des biens de l'Église.

Le souci de ne porter aucune atteinte à la propriété ecclésiastique des biens de l'Église de France apparaît nettement dans les pourparlers qui précédèrent les aliénations faites sous le règne de Charles IX dans le contrat de Poissy en 1563, et dans les renouvellements passés tous les dix ans par les Assemblées extraordinaires du Clergé pour subvenir aux charges des rentes constituées. Cette organisation compliquée n'aurait, en effet, pas eu de raison d'être si le roi avait été reconnu comme propriétaire des biens ecclésiastiques.

En résumé, il faut donc reconnaître que, malgré la part de plus en plus grande que prenait le roi dans l'administration et la direction générale des biens de l'Église Gallicane, il n'en était pas le propriétaire, et, qui plus est, n'a jamais prétendu à un pareil droit de propriété, alors même que, par ses

déclarations de décembre 1666, et surtout d'août 1749, il contrôlait et interdisait toutes nouvelles acquisitions d'immeubles que pourrait réaliser l'Église.

Évidemment, celle-ci se trouvait placée dans une situation un peu spéciale, puisqu'il lui était interdit d'acquérir sans autorisation. Mais nous ne croyons pas que cette situation soit la négation de sa propriété : celle des simples citoyens n'est-elle pas soumise à des lois et des règlements spéciaux qui prévoient et punissent le délit d'accaparement. Et, en ce qui concerne l'Église, le pouvoir royal n'avait d'autre but que celui d'éviter qu'elle n'accapare les immeubles en en faisant des biens de mainmorte.

Rien ne s'oppose donc à ce que l'Église ait été propriétaire des biens dont elle avait la jouissance.

§ 3. — *Les Pauvres sont-ils propriétaires des biens de l'Église ?*

Il nous reste encore à examiner une théorie suivant laquelle les biens affectés à l'Église seraient la propriété des pauvres.

En réalité, l'historique de cette théorie comprend deux phases bien distinctes.

Dans la première, les canonistes se sont évertués à établir le droit de propriété des pauvres dans le but d'exhorter les bénéficiers à vivre simplement et sans luxe en distribuant leur superflu aux pauvres (1).

Dans la seconde phase, cette théorie morale devient un argument puissant contre le principe de la propriété ecclésiastique.

Les premières manifestations contre la propriété ecclésiastique sont relativement anciennes. Déjà, en 1651, le Conseil du roi condamnait un ouvrage intitulé : « *Remontrances au roi sur le pouvoir et l'autorité qu'il a sur le temporel de l'État ecclésiastique pour le soulagement de ses autres sujets* (2). »

Les attaques se continuaient sur le même ton, faisant toujours appel à l'envie et aux convoitises des deux autres ordres. Pour l'établissement de leur théorie, les auteurs tiraient argument de l'organisation par le Clergé, dans chaque paroisse d'une école et d'une caisse destinée à secourir les pauvres, toutes deux placées sous le contrôle du curé. Cependant la caisse des pauvres avait une personnalité

(1) Héricourt, *Ancienne et nouvelle discipline ecclésiastique*, p. 255. — L'auteur se fonde sur des opinions de saint Augustin, saint Jérôme, saint Pierre-Damien, les canons du concile d'Antioche, et ceux de Paris en 1212.

(2) *Mémoires du Clergé*, I, p. 650.

distincte, une gestion séparée, des ressources propres et pouvait posséder des biens qui étaient spécialement affectés aux pauvres. Le Clergé prétendait qu'il ouvrait des écoles et secourait les pauvres uniquement par charité chrétienne. Les philosophes soutenaient que le Clergé y était obligé purement et simplement par des clauses insérées dans des actes de donation. Une malencontreuse affaire qui passionna l'opinion publique en 1788 vint apporter un grand renfort à la prétention des philosophes (1).

Un édit du mois de septembre 1787 avait ordonné une imposition de deux vingtièmes « que tous les contribuables devaient être astreints à payer ». Il se trouva un tribunal imbu des idées philosophiques qui, prenant prétexte de la généralité de cette imposition, condamna un bénéficiaire à payer les deux vingtièmes. Appel fut interjeté devant le Conseil du roi : toute la question de la propriété et des immunités de l'Église de France se trouva ainsi mise à l'ordre du jour, et, le 15 juin 1788, l'Assemblée du Clergé présenta au roi des remontrances qu'une brochure parue immédiatement entreprit de réfuter (2).

(1) Jousse, *Temporel et spirituel des paroisses*, p. 229.

(2) *Observations sur les Remontrances du 15 juin 1788*. (LD, 4, 3.049.)

Le 5 juillet 1788, le Conseil du roi déclara que le clergé et les hôpitaux ne pouvaient être compris dans l'imposition aux deux vingtièmes, et étaient maintenus dans leurs immunités.

Après cet arrêt, la polémique continua avec un acharnement (1) et un retentissement considérables.

On trouve la forme définitive de cette théorie des philosophes dans le discours de Thouret devant l'Assemblée Constituante ; rien n'y manque : théorie du Parlement de Paris sur la personnalité morale de l'Église, arguments canoniques et historiques en faveur du droit de propriété des pauvres, et enfin l'affirmation que le service du culte, celui de l'instruction et celui de l'assistance publique sont des services organisés par la Nation, dotés par elle, et qu'elle peut, par conséquent remanier, et dont elle peut faire varier le mode de rétribution. Autant de points qu'il nous faut reprendre séparément.

Nous avons déjà eu l'occasion de rencontrer la théorie du Parlement de Paris sur la personnalité de l'Église, ainsi que les arguments canoniques en faveur du droit de propriété des pauvres ; il n'y a

(1) Ehas et Matignon, *Réflexions sur les immunités ecclésiastiques*, Paris, 1788.

Examen d'un ouvrage intitulé : *Réflexions sur les immunités ecclésiastiques*.

pas à y revenir ; il est bon toutefois de remarquer qu'en prétendant que les pauvres étaient propriétaires des biens ecclésiastiques, les écrivains du XVIII^e siècle commettaient sciemment une erreur. Les pauvres étaient, en effet, propriétaires des biens qui leur étaient affectés par des fondations faites en leur faveur ; mais ces biens n'étaient pas, à proprement parler, des biens ecclésiastiques ; en tous cas, ils étaient parfaitement distincts des bénéfices et des biens appartenant aux fabriques. Ils provenaient de fondations, soit générales, soit spéciales (telles que celles destinées au placement des enfants en apprentissage) ; les fondateurs conservaient un droit de surveillance sur leurs fondations et sur l'emploi qui en était fait (1).

Les fondations destinées aux pauvres étaient des institutions toutes différentes, parfaitement distinctes de l'organisation des biens ecclésiastiques, et principalement des bénéfices. En effet, il est évident que si tous les biens, spécialement affectés par les fondateurs au Bureau des Pauvres ou aux écoles, n'étaient mis entre les mains de ces établissements, la fondation était violée, et il y avait lieu pour le Procureur Général d'intenter l'appel comme d'abus (2).

(1) Jousse, *Temporel et Spirituel des paroisses*, p. 230.

(2) Ferret, *Traité de l'abus*, I, pp. 242 et 314.

A côté de l'appel comme d'abus, il y avait une procédure plus sûre et plus rapide pour maintenir la distinction entre les biens des pauvres et les biens de l'Église. D'après un arrêt rendu par Henri II en 1556, qui consacrait cette procédure, on pouvait annexer au domaine de la Couronne tous les biens grevés de charges que les détenteurs de ces biens se refusaient à remplir, et dont le domaine assurait ainsi lui-même l'exécution. Le Procureur Général du roi, ses Avocats généraux, les Procureurs fiscaux étaient, chacun en ce qui les concernait, chargés de l'exécution des fondations, et les procureurs fiscaux devaient dresser la liste des fondations de leur ressort, en surveiller et en poursuivre l'accomplissement (1). Et, jusqu'à preuve contraire, il faut admettre que le Procureur Général faisait son devoir.

D'ailleurs, les philosophes, auteurs de la théorie que nous venons d'examiner, avaient éprouvé le besoin, pour renforcer leur système du droit de propriété des pauvres sur les biens ecclésiastiques, un argument simpliste qui peut se formuler ainsi : « Le peuple est pauvre, l'église est riche, on ne prend qu'aux riches ».

(1) La Poix de Fréminville, *Dictionnaire de police. V^o Fondations*, p. 344.

SECTION II

Les Baux

Les donner à bail, était le mode le plus usité de faire valoir les biens dépendant des bénéfices. Les baux ecclésiastiques étaient régis par des règles spéciales, souvent en contradiction avec les coutumes, ce qui suffit à expliquer les attaques dont ils ont été l'objet.

A la veille de la Révolution, le droit commun, en matière de contrat de bail, était encore réglé par les principes romains, d'après lesquels le louage ne créait qu'une obligation personnelle à la charge du bailleur au profit du preneur. La loi *Emptorem* (Code de Justinien, 4, 65, 9) donnait à un acquéreur à titre particulier le droit d'expulser le locataire, en l'absence d'une clause du contrat de vente l'obligeant à subir le bail, et le locataire expulsé avait droit de réclamer des dommages et intérêts au vendeur (1).

A partir du xvi^e siècle, la jurisprudence s'ingénia à écarter l'application de cette loi *Emptorem* et elle arriva à ce double résultat :

(1) Pothier, *Louage*, 2^e édition, 1766, pp. 260 et suivantes.

1^o) La loi *Emptorem* ne peut s'appliquer toutes les fois qu'interviennent les pouvoirs publics (ventes par le fisc, baux judiciaires, séquestres, saisies féodales, saisies immobilières, gestion intérimaire des bénéfices par les économats).

2^o) Elle ne peut encore s'appliquer toutes les fois que le nouvel acquéreur, obligé ou décemment lié par la reconnaissance vis-à-vis de son auteur, ne saurait sans ingratitude exposer ce dernier à une réclamation de dommages et intérêts de la part du locataire expulsé : donataires entre vifs ou à cause de mort, douairière ayant renoncé à la communauté et aussi peut-être vendeurs à réméré.

La loi *Emptorem* ne s'appliquait donc plus qu'à l'acquéreur à titre particulier et onéreux et aux baux conclus par les bénéficiaires de servitudes personnelles connues du locataire : usufruitiers, douairières, grevés de substitutions et titulaires de bénéfices ecclésiastiques. Le champ d'application de la loi *Emptoren* était donc devenu fort restreint.

Les baux ecclésiastiques présentent trois particularités qu'il convient d'étudier séparément :

- 1^o) Leur durée ;
- 2^o) Leurs formes ;
- 3^o) Leur résiliation.

§ 1^{er}. — *Durée des baux ecclésiastiques.*

Le droit de bénéfice est un droit viager, ou plutôt, un droit attaché à la personne du titulaire, tant qu'il remplit son office, et s'éteignant en principe dès que ce titulaire cesse de le remplir.

La question de la durée des baux devient fort importante, à raison des rapports entre le successeur au bénéfice et le fermier. Nous aurons occasion de revenir sur ces rapports, lorsque nous parlerons de la résiliation.

Le premier en date des textes réglementant la durée des baux est une charte du 8 mars 1174 (1), qui, à propos de la gestion des biens de l'abbaye de Saint-Denis, limite la durée des baux à trois ans, dans le but d'empêcher les abbés de concéder arbitrairement, sous le couvert d'un bail, les biens de l'abbaye.

Cette limitation à trois ans se retrouve, inspirée par les mêmes préoccupations, dans une bulle du pape Jean II, datée du 1^{er} mars 1468 (*Corpus extravagantes*, III-IV), déclarant que les louages de plus de trois ans doivent être soumis aux formalités de l'aliénation des biens d'église.

(1) Jacques Doublet, *Histoire de l'Abbaye de Saint-Denis*, Paris, 1625, liv. III, p. 884.

Un arrêt du Parlement de Paris du 4 décembre 1539 donne de cette limitation les motifs suivants :
« 1^o) Le Chapitre ne peut savoir la valeur du
« revenu futur qui varie souvent, et, tant ainsi que
« le prix des choses va comme le vent le mène ; 2^o)
« peut-être il ne serait plus chanoine au temps de
« la fin du bail, et même que c'est une voie par
« laquelle on pourrait aisément porter dommage à
« ses successeurs aux bénéfices. (1) » Cette dernière
raison avait une grande force en 1539 : la résiliation
de plein droit des baux ecclésiastiques n'ayant été
introduite que postérieurement, c'est-à-dire en
1368 ; quoiqu'il en soit, les baux de trois ans, suffi-
sants pour les logements, gênants pour les bou-
tiques, étaient absolument intolérables pour l'agri-
culture qui exigeait une plus longue durée. On se
basa sur un texte des Clémentines (livre III, titre IV,
fragment 1) déclarant actes d'aliénation les baux
ultra modicum tempus, sans aucune autre précision.
Il faut remarquer que les Clémentines sont du
xiii^e siècle, que la bulle de Jean II est de 1468, et
que, par conséquent, ces dispositions eussent dû
être considérées comme dépourvues d'autorité.
Mais les considérations pratiques et cet argument de

(1) Papon, *Arrests notables*, p. 93.

texte étaient combattus par un raisonnement fondé sur une simple analogie et qui exerça jusqu'au dernier moment une influence prédominante sur les baux des biens d'Église. Les praticiens avaient été frappés de la similitude de situation qui existait entre le titulaire d'un bénéfice, usager ou usufruitier d'un bien appartenant à l'Église d'une part, et le tuteur, gérant les biens de son pupille ou le mari, administrant les biens de sa femme, d'autre part. Et, se fondant sur cette similitude, ils en arrivaient à donner au bénéficiaire les mêmes pouvoirs que ceux qui étaient donnés au tuteur et au mari (1). Ils étaient mûs par cette considération qu'il ne fallait pas que les prélats, « par les baux qu'ils feraient, « puissent pervertir et diminuer l'agriculture et l'entretènement des héritages d'Église. (2) »

Le bénéficiaire pouvait, comme le mari, pour les biens propres de sa femme, passer des baux de 9 ans (Paris, art. 227 ; Orléans, art. 195 ; Calais, art. 29) ; et, d'autre part, la Clémentine, qui déclarait que les baux de plus de 10 ans étaient des aliénations, ne s'opposait pas à cette augmentation de durée jusqu'à 9 ans.

Ajoutons, pour terminer, que la dernière trace de

(1) Lanet, *Arrêts*, t. I. V^o Bail.

(2) Charondas Le Caron, *Responses de droit*, p. 43.

ce raisonnement par analogie vient à peine de disparaître avec l'article 12, § 5 du décret du 30 décembre 1809 sur les Fabriques, aux termes duquel
« les baux emphithéotiques ou à longues années, les
« aliénations, et généralement tous les objets
« excédant les formes de l'administration ordi-
« naires des biens des mineurs étaient interdits
« aux Fabriques. »

Une certaine résistance se manifesta contre les baux de 9 ans. En 1607, Papon ne parla que des baux de trois ans mais il y avait déjà longtemps que la controverse sur la durée de 9 ans n'existait plus. L'Ordonnance de Saint-Maur (septembre 1568) (1) avait, en effet, formellement décidé que les baux de terres à labour ne pourraient dépasser 9 ans.

Les Parlements du Midi (Toulouse et Provence) continuèrent à prononcer l'annulation des baux de plus de trois ans, comme contraires à la bulle de 1468 (Arrêts de Provence, 13 mars 1610, 3 décembre 1620, 6 mars 1634) (2). En 1770, après plus d'un siècle, nous voyons encore le Parlement de Toulouse annuler des baux de plus de 3 ans, en vertu de la bulle de 1468. Une déclaration du roi rapporta

(1) Code *Henri III*, par Bernabe Brisson, 1609.

(2) Boniface, *Arrêts du Parlement de Provence*.

ces arrêts, et interdit d'en rendre de semblables à l'avenir (1).

Les baux de 9 ans étaient incontestés, et dans plusieurs provinces, les usages locaux, maintenus par les traités, permettaient même des baux de plus longue durée (Picardie, 18 ans) (2).

§ 2. — *Forme des baux.*

Les formes des baux à ferme de biens composant les bénéfices sont réglées en ces termes par l'ordonnance de Saint-Maur (septembre 1568) : « Ordon-
« nons... que les fermes soient dûment faites au
« plus offrant et dernier enchérisseur, à l'extinction
« de chandelle, et avec autres solennités qui se
« gardent pour les baux de notre domaine ».

Ces formalités furent étendues aux baux des collèges par l'ordonnance de Blois, art. 79 (mai 1579), et à ceux des Fabriques par une série d'arrêts de réglemens.

En vertu de l'édit d'Amboise (avril 1571, art. 16) repris par d'autres ordonnances, dont la dernière est celle de 1629 (art. 33), il est interdit à tous gentils-hommes, officiers du Roy, à leurs domestiques ou

(1) *Procès-verbaux du Clergé*, t. VIII ; 2^o *Pièces*, p. 633, art. 15.

(2) Papon, *Arrêts*, p. 93

personnes interposées de prendre à bail des *dixmes* ou biens ecclésiastiques à peine d'être déclarés roturiers et inaptes à toute fonction et d'être condamnés à une amende de trois mille livres. Cette défense était faite, paraît-il, « à cause de la difficulté que « l'on éprouve à les faire payer (1) ».

Un prétexte plus plausible était l'avantage du roi qui préférerait que des roturiers, qu'il lui serait loisible d'imposer à la taille, se rendissent fermiers des biens ecclésiastiques. D'autre part, il y avait un motif plus sérieux encore : « Les gentilshommes « intimidaient et menaçaient ceux de nos sujets, « qui n'osent plus enchérir par dessus eux, et par « ce moyen le revenu de certains ecclésiastiques est « tombé au-dessous de la moitié de leur juste « valeur (2). (Cahiers du Clergé aux États généraux « de Blois, 1577 ; — Ordonnance de Blois, art. 48.)

Il semble que la sanction des formalités imposées aux baux ecclésiastiques devait être la nullité absolue. La forme notariée a donné lieu à une difficulté : on prétendait que l'hypothèque générale et occulte résultant de tout acte notarié, avait pour effet dans les baux ecclésiastiques de garantir au moyen d'une

(1) Fleury, *Droit ecclésiastique*, I, p. 349.

(2) *Procès-verbaux des Assemblées du Clergé*, I, pièces, p. 49.
Comp. Papon, *Arrêts*, 1607, p. 90.

hypothèque spéciale la jouissance du fermier pendant la durée du bail. Cette opinion fut définitivement écartée par deux arrêts du Parlement de Paris (1545 et 1555) (1). D'ailleurs, les formalités rigoureuses imposées par l'Ordonnance de Saint-Maur tombèrent vite en désuétude. On rencontre leurs derniers vestiges dans les plaintes du Clergé en 1577 contre les gentilshommes qui troublaient les enchères. Un édit de 1667 sur « les tailles et les privilèges » eut pour objet, ainsi que l'énonce formellement son préambule, d'empêcher les fraudes commises par les privilégiés au moyen de baux verbaux et secrets passés avec leurs soi-disant domestiques. Pour éviter le retour de pareils artifices, les ecclésiastiques furent obligés de déclarer, de dix ans en dix ans, les terres exploitées par eux directement. Un édit de janvier 1692 créa en outre 300 greffiers des biens de mainmorte pour recevoir ces déclarations et enregistrer tous les baux généraux des bénéfices (2).

Ces dispositions eurent pour effet de faire disparaître les locations verbales en matière de bénéfices mais les baux sous-seings privés restèrent très fré-

(1) Bouteillier, édit. Charondas le Caron, *Somme rurale*, p. 621.

(2) Neron, *Ordonnances*, II, p. 237.

quents, malgré qu'ils aient été prohibés par une série de déclarations royales. (19 mars 1696, 14 juillet 1699 et 20 mars 1708.) D'après ces déclarations, tous les baux de revenus ecclésiastiques devaient être passés devant notaire, à peine d'amende de 100 livres pour le bâilleur, pour le preneur et pour les juges, huissiers et procureurs qui consentiraient à en faire état dans un procès (1). Il n'est donc plus question de l'adjudication du bail, et si les publications par affiches ou au prône subsistaient en fait, elles n'étaient plus requises que pour les baux passés par les économes. (Édit de 1691, art. 9). Ce système, qui est celui de la déclaration de 1708 dont nous venons de parler, fut complété par un arrêt du Conseil d'État du Roi du 2 septembre 1760, par lequel les baux sous signatures privées, par conventions verbales ou par tacite reconduction sont interdits sous peine d'amende. Les nouveaux titulaires pourvus à la suite du décès ou de la démission pure et simple de leur prédécesseur, n'étant pas tenus de respecter les baux existants doivent déclarer au prône, dans les dix mois, qu'ils désirent entretenir ces baux et, dans le cas contraire, sont obligés d'en passer de nouveaux. Les titulaires pourvus par

(1) Lacombe, *Jurisprudence canonique*, pièces justificatives, p. 197.

permutation ou résignation *in favorem* ne sont tenus à aucune déclaration (1).

Le but de toutes ces réglementations est d'ailleurs purement fiscal et sert de contrôle des revenus ecclésiastiques pour l'imposition des fermiers à la taille. Les fermiers sont imposés pour le profit qu'ils tirent des baux, et le montant du fermage est la base de leur cotisation ; ils ont donc le plus grand intérêt à en réduire le chiffre apparent, grâce à la complicité des bâilleurs : ce fut là l'origine des pots-de-vin proportionnels à la durée du bail, ce qui était un moyen de tromper le fisc, en payant le fermage d'une manière indirecte, et non apparente. Ce système, tout à l'avantage des bénéficiers, leur permettait d'obtenir des fermages plus élevés. La situation était moins bonne pour les fermiers, car, versant un fort pot de vin, ils étaient exposés à en perdre le bénéfice, par suite de la mort ou de la démission de leur bâilleur (2).

Au point de vue fiscal, le Trésor eût subi une perte considérable, si cette moins-value de la taille sur les fermiers des bénéficiers n'était venue augmenter d'autant les charges des autres contribuables (3).

(1) Durand de Maillanne, Dictionnaire, V^o Bail.

(2) *Résumé général des Cahiers*, III, p. 459.

(3) *Résumé général des Cahiers*, II, p. 244.

Il se produisit, en 1785, un retour partiel aux formes prescrites par l'Ordonnance de Saint-Maur : Les premiers baux des bâtiments ayant fait l'objet de constructions ou reconstructions doivent, d'après un arrêt du Conseil d'État du roi du 7 septembre 1785, être passés aux enchères après publications. L'ordonnance de 1568 était tellement oubliée que le Clergé protestait encore en 1789 contre cet arrêt qu'il prétendait abusif. Cependant, en 1770, le Chancelier, répondant aux Cahiers de doléances sur le temporel présentés par l'Assemblée du Clergé, et sans invoquer la seule disposition de l'Ordonnance de 1568 pourtant encore observée dans la pratique, ne justifie les baux d'une durée de 9 ans qu'en s'appuyant sur les « lois du royaume ».

Enfin, en 1789, les Cahiers des trois Ordres réclament (1) l'adjudication « des baux aux enchères « publiques par devant notaires, et après publications ». Personne ne s'avise de remarquer qu'il ne s'agit pas d'établir une mesure nouvelle, mais seulement de remettre en vigueur une ordonnance du xvi^e siècle qui n'a jamais été abrogée.

(1) Résumé général des Cahiers de 1789 : I, p. 274 ; II, pp. 243 et 294 ; III, p. 459.

§ 3. — *Résiliation des baux.*

a) *Historique.* — Sur la question de savoir si le titulaire d'un bénéfice séculier doit entretenir les baux passés par son prédécesseur, « il y eut de longues disputes », écrit Papon.

En effet, on rencontre sur cette matière, dans les décisions d'un même Parlement, les solutions les plus variées. Il faut cependant mettre à part la jurisprudence très constante des Parlements du Midi (Aix et Toulouse) qui admettaient en principe la résiliation des baux, même non anticipés, mais qui entouraient cette résiliation de garanties ayant pour but de la rendre moins fréquente. Ils décidèrent que le successeur n'est pas tenu d'entretenir le bail fait par son prédécesseur quand il « rend les deniers et les dépens » (1). Arrêts de Toulouse, 19 mars 1559 et 17 juillet 1563. Cette jurisprudence disparut au milieu du XVIII^e siècle.

La jurisprudence du Parlement de Paris se débattait confusément entre les exigences du droit et les nécessités pratiques. Ces dernières étaient indiscutables et on les avait bien envisagées dès le début (2).

(1) Louet, *Arrêts*, p. 96.

(2) Charondas Le Caron, *Responses*, 1598, p. 43.

La brusque rupture des baux existants provoquait l'abaissement des fermages et elle avait pour résultat le mauvais état des cultures et des fumures, car le fermier n'était pas certain de recueillir le fruit de ses labeurs. « Mais, si le bail est fait d'un revenu
« temporel de l'Église, qui se consiste en un grand
« labeur et frais de plusieurs années, comme sont
« terres labourables, le bail obligera son successeur
« comme nous voyons du bail fait par le tuteur. »
(*Digeste*, 26, 7, 8.)

Mais l'édit de Saint-Maur (septembre 1568) bouleversa cette jurisprudence en déclarant que les baux des bénéfices expireraient par la démission, mort ou résignation du bénéficiaire, sauf le recours du fermier pour ses dépens, dommages et intérêts contre le résignant ou les héritiers du défunt, au cas où il aurait fait quelque avance sur le prix de sa ferme (1).

Le Parlement de Paris s'attacha à préciser le terme un peu vague : « les fermes expireront » ; on pouvait concevoir deux interprétations différentes : celle d'une nullité relative destinée à protéger le bénéficiaire contre les fraudes commises par son prédécesseur et aussi celle d'une nullité absolue et d'ordre public.

(1) Barnabé Brisson, *Code Henri III*.

La jurisprudence oscilla longtemps entre ces deux systèmes. Elle paraissait même préférer la nullité relative basée sur la loi *Emptorem* (Code de Justilien, 4, 65, 9), qui était alors le droit commun en matière de louage. Mais, le 19 juillet 1669, le Parlement de Paris (1), rompant avec sa jurisprudence antérieure et s'appuyant sur la loi *Vectigali* (Digeste 210, 1, 31), *resoluto jure dantis, resolvitur jus accipientis*, décida que le bénéficiaire n'est pas tenu d'entretenir le bail de son prédécesseur et que le fermier n'est pas tenu de continuer l'exploitation. Le système de cet arrêt fit jurisprudence jusqu'à la Révolution. Il avait bien pour effet d'empêcher le titulaire de profiter des baux avantageux de son prédécesseur, tout en lui permettant de répudier les mauvaises affaires, mais il avait un défaut. Cette nullité absolue et automatique des baux était la source de la plus grande incertitude. Beaucoup de bénéficiaires nouvellement promus se souciaient peu de changer de fermiers, l'ancien fermage étant raisonnable, ils laissaient les choses en l'état et le fermier, après avoir attendu en vain la sommation de « déguerpir » un an après l'enlèvement de la récolte, restait et continuait de payer son fermage

(1) Saeſve, *Arrêts notaires*, II, IV, 38.

(2) Pothier, *Louage*, 1766, p. 288.

comme par le passé. Deux ou trois ans après, le titulaire pouvait encore expulser le fermier en prétendant qu'il n'était pas lié par les baux de son prédécesseur (1). (Arrêt du Grand Conseil, 27 février 1703.)

Cette solution injuste apportait une telle indécision dans les rapports des bénéficiaires avec leurs fermiers qu'un arrêt du Parlement de Paris (5 mai 1714) n'hésita pas à déclarer que ces baux, quoique frappés de nullité absolue, pouvaient valablement servir de base à une tacite reconduction (2).

La jurisprudence tentait ainsi d'écarter les inconvénients considérables de son système de la résiliation des baux encourue *ipso facto*, mais cet essai fut d'assez courte durée, car un arrêt de règlement du Conseil du roi du 2 septembre 1760 interdit la tacite reconduction à peine de 200 livres d'amende et obligea les nouveaux pourvus par mort ou par démission pure et simple, à déclarer au prône, dans les dix mois de leur prise de possession, s'ils entendaient respecter les baux de leur prédécesseur. Passé ce délai, ils étaient tenus de passer un nouveau bail par devant notaire (3). Cette situation était éga-

(1) Brillon, *Dictionnaire*, I, p. 452.

(2) *Journal des Audiences*, VI, Partie I, p. 469.

(3) Durand de Maillanne, *Dictionnaire de droit canonique*, V^o Bail.

lement préjudiciable et au fermier qui n'osait faire les améliorations et au bénéficiaire, exposé à perdre le bénéfice des baux avantageux passés par son prédécesseur, alors que le droit commun permettait, par l'application de la loi *Emptorem*, de protéger suffisamment les nouveaux titulaires sans trop inquiéter les fermiers. Les Parlements eurent, d'ailleurs, d'autant plus nettement conscience qu'ils s'étaient laissés entraîner trop loin par la rigueur logique d'un raisonnement abstrait, que leur système de la nullité absolue des baux ecclésiastiques choquait davantage les idées de leur temps, très favorables à la conception d'un même fermier attaché à toujours à l'exploitation des mêmes terres.

La jurisprudence s'efforça donc de faire retour à une conception plus pratique et elle opéra des rapprochements avec le droit commun ; par exemple, avec la situation de la douairière, même renonçant à la communauté, ou celle du donataire, qui, ni l'une ni l'autre, ne peuvent méconnaître les baux passés par les mari ou donateur, sans faire preuve d'ingratitude en exposant leur bienfaiteur, ou les héritiers de celui-ci, à une demande en dommages et intérêts de la part du fermier évincé. Cette solution fut admise sans trop de difficultés au ^{xvii}e siècle ; elle

n'est même plus discutée au temps de Pothier (1), dans le cas de résignation *in favorem*.

On a voulu aussi étendre l'obligation de conserver les baux existants, au cas de changement de titulaire par permutation (2). (Arrêt du Parlement de Paris, 20 décembre 1584) (3). La question était cependant fort controversée : on ne savait si les permutants étaient tenus l'un vis-à-vis de l'autre à une reconnaissance réciproque. Le très important arrêt du Conseil du roi du 2 septembre 1760, précité, confirme d'ailleurs cette solution en disposant que « les nouveaux titulaires par suite de permutation
« ou de résignation *in favorem*, étant tenus du fait
« de leurs prédécesseurs », sont dispensés de déclarer au prône le maintien des baux existants.

b) *Recours du fermier*. — L'édit de Saint-Maur, parlant de la résiliation des baux, s'exprimait ainsi : « Sauf le recours du fermier pour ses dépens,
« dommages et intérêts contre le résignant ou les
« héritiers du défunt au cas où il aurait fait quelque
« avance sur le prix de sa ferme. »

Comme on le voit, le recours du fermier était

(1) Pothier, *Louage*, p. 278.

(2) Héricourt, *Lois ecclésiastiques*, partie IV, ch. iv, n° 2

(3) *Dictionnaire*, I, p. 452

possible contre deux catégories de personnes et avait, à l'égard de chacune d'elles, un objet distinct.

Exercé contre le résignant, il s'appliquait à tous dépens, dommages et intérêts et, contre les héritiers d'un bénéficiaire défunt, il était limité aux avances que le fermier pouvait avoir faites sur le prix de sa ferme. Ainsi réglementé, le recours du fermier n'avait rien d'excessif (1).

C'était le droit commun (2).

En dehors des cas de dissimulation par le bénéficiaire de sa qualité ou des cas de démission ou de résignation *in favorem* du bénéficiaire, le fermier n'avait droit qu'au remboursement de ses avances.

c) *Baux par anticipation*. — Nous avons vu qu'il était admis par la jurisprudence que le bénéficiaire d'une résignation *in favorem*, à défaut de convention, demeurerait tenu d'exécuter les baux passés par le résignant. Il fallait protéger le résignataire contre les fraudes qu'aurait pu commettre son prédécesseur, notamment au moyen de baux anticipés. On appelait « bail par anticipation » celui consenti, pour les maisons, six mois et, pour les terres, un an

(1) Soefve, *Arrêts Notoires*, II, cent. IV, ch. xxxviii.

(2) Pothier, *Louage*, pp. 285 et 289.

avant l'expiration du bail en cours. De pareils baux étaient annulables (1). Cette nullité purement relative était susceptible de se couvrir par une simple exécution et ne pouvait être invoquée que par le résignataire. (Arrêt du Parlement de Paris du 21 mars 1628.) (2).

Lorsqu'un bail anticipé était annulé et que le fermier n'en passait pas un nouveau, le résignataire lui faisait donner congé avec sommation de quitter les lieux dans les délais habituels, c'est-à-dire six mois pour les baux à loyer, un an à compter de l'enlèvement de la récolte pour les biens ruraux.

D'une manière générale, on voit que la règle, par laquelle les baux consentis par les bénéficiers se trouvaient résiliés par le fait de leur décès ou de la transmission de leur bénéfice, était désastreuse à la fois pour les fermiers et pour le clergé. Il ne faut donc pas s'étonner de la voir faire l'objet des plaintes des uns et des autres dans les cahiers des États généraux de 1789.

(1) Ferrière, *Dictionnaire de droit* (1740), t. I, p. 218, v^o Bail.

(2) La Combe, *Recueil de jurisprudence*, 1767, p. 49, section v, n^o 3.

SECTION III

Du Faire-Valoir

Les bénéficiers pouvaient, au lieu de les donner à bail, exploiter personnellement leurs fermes et leurs forêts : c'est ce qu'on exprime en disant qu'ils « font valoir ».

Le « faire valoir » des terres ne présente aucune particularité intéressante, si ce n'est au point de vue de l'imposition de la taille, qui fera plus tard l'objet de notre examen.

Pour les forêts, les coupes de bois, appartenant à des ecclésiastiques, étaient soumises à des règles au point de vue de la distinction des actes d'administration avec ceux de disposition, et du contrôle nécessaire à la conservation de l'aménagement des bois. En cette matière les fraudes étaient fréquentes : Ventes anticipées, et surtout coupes claires de hautes futaies, désastreuses pour les successeurs. Il ne faut donc pas s'étonner de rencontrer des prohibitions aussi absolues que continuelles, dont le nombre seul suffit à montrer l'inefficacité. Ce sont : l'Ordonnance d'Orléans (janvier 1560), art. 29, celle de Blois, art. 338 (mai 1579), l'édit de Melun,

art. 33, Code Michaux, art. 35 (1629), (ordonnance d'août 1669, titre III, art. 2) et enfin l'ordonnance sur les « eaux et forests » de mai 1597, enregistrée seulement le 27 janvier 1690. L'article 30 de cette ordonnance établit une réserve du tiers, puis du quart (Ord. 1669, titre XXIV, art. 2) de la superficie des bois de haute futaie appartenant « à tous ecclésiastiques, commandeurs et communautés ayant « bois et forêts communes en usage ». Cette disposition se bornait d'ailleurs à étendre à toutes les forêts dépendant des ecclésiastiques les solutions qui résultaient de divers arrêts et jugements relativement à l'aménagement des bois et forêts de certains bénéfices. (Ordonnance de 1669, titre XXIV).

Pour assurer l'exécution de ces prescriptions, il était interdit aux bénéficiers de faire couper « aucuns bois ou balivaux sans avoir lettres-
« patentes du roi duement vérifiées aux cours de Par-
« lement et par la Chambre des Comptes, à peine
« d'amende arbitraire et de confiscation du boistant
« contre les ecclésiastiques que contre les marchands
« acheteurs d'iceux. »

De plus, en vertu de l'article 32 de la même ordonnance, il était interdit, à peine d'amende arbitraire de faire aucun transport de bois sans avoir un certificat authentique délivré par les officiers des Eaux

et Forêts et visé en cours de route par les greffiers des différentes tables de marbre.

L'application de toutes ces mesures de conservation des forests des biens de mainmorte était confiée au grand maître des Eaux et Forets qui statuait en première instance sur toutes les difficultés qui pouvaient se présenter. Il avait le droit de visiter les bois et d'ordonner la remise en haute futaie d'un taillis lorsqu'il croyait que la nature du sol rendait cette opération possible. Normalement, la visite des bois des ecclésiastiques était effectuée tous les quinze jours par les gruyers (ordonnance de 1669, art. 4, titre IX), ils devaient en faire leur rapport au grand maître qui avait seul le droit de statuer (titre III, art. 2).

Les officiers des Eaux et Forêts étaient aussi requis de tenir la main à l'exécution des articles interdisant la chasse à tous les ecclésiastiques.

Cette prohibition qui n'était d'ailleurs que la reproduction du 15^e canon du 4^e concile de Latran et de nombreux canons de conciles provinciaux se rencontre dans l'ordonnance de 1517 sur la chasse et fut reprise sans plus de succès par l'ordonnance de 1669. On y réussissait tellement peu avec les moyens ordinaires que l'on dût (en 1515 et en 1669, titre XXX, art. 35) pour mettre fin au braconnage

que les curés, moines et autres bénéficiers pratiquaient ouvertement dans les forêts du roi recourir à des mesures d'exceptionnelle rigueur. Selon le droit commun on ne pouvait pas les punir de prison mais seulement d'amende. Ce dernier moyen étant absolument inefficace puisqu'ils étaient insolvables, le roi fut obligé de se débarrasser de ces braconniers habituels en les éloignant de ses forêts « par saisie « de leur temporel et toutes autres voies raisonnables. »

Ainsi les ecclésiastiques ne pouvaient plus opérer librement des coupes de bois ni chasser sur les terres dépendant de leur titre. Ils supportaient, en outre, tous les frais engagés par l'Administration des Eaux et Forêts pour autoriser les coupes, les surveiller ou pour faire respecter le quart de réserve (ordonnance de 1669, titre XXIV, art. 6), et que l'on prélevait sur le prix d'adjudication consigné entre les mains d'un bourgeois (art. 8).

Mais il ne faut pas oublier que si cette intervention administrative était parfois gênante et toujours coûteuse, elle assurait la parfaite mise en valeur et la conservation de tous les bois des gens de main-morte.

CHAPITRE DEUXIÈME

Les Dîmes et les Portions congrues

SECTION I

Les Dîmes

Traiter dans son intégralité la matière des dîmes, nous entraînerait à des développements trop considérables, hors de proportion avec le cadre de cette modeste étude. Nous nous bornerons à indiquer ici ce qui se rapporte directement à notre sujet, renvoyant pour le surplus aux volumineux traités de Duperray et d'Hervé. Les dîmes étaient jointes aux bénéfices dont elles faisaient partie intégrante, et lorsque le curé ne les touchait pas lui-même ou ne les percevait qu'en partie, le décimateur était obligé de lui fournir une portion congrue et de réparer le chœur et le cancel de l'Église. Elles étaient une

contribution levée sur les fruits de la terre pour assurer la subsistance des ministres du culte. Le produit exact en était d'une évaluation fort difficile en raison de son mode de perception en nature, et des différents tarifs locaux ; mais elle était l'une des principales ressources du Clergé. Talleyrand, dans ses discours à la Constituante, et Hervé, dans son *Traité des dîmes*, sont tous deux d'accord pour porter son évaluation à soixante ou quatre-vingt millions par an (1).

On divisait les dîmes en « dîmes inféodées » et en « dîmes ecclésiastiques ». L'origine des premières était fort discutée : les uns disaient d'elles qu'elles étaient d'anciens droits féodaux, et par conséquent d'origine laïque ; les autres les considéraient, au contraire, comme des dîmes ecclésiastiques ravies à l'Église et devenues des fiefs. On ne pourrait se prononcer uniformément sur cette controverse et il faudrait, pour chaque dîme locale, remonter à ses origines.

Pour les dîmes ecclésiastiques proprement dites, il n'y avait qu'un décimateur de droit, le curé, qui avait droit à toutes les dîmes de sa paroisse, car en cette matière, *clocher vaut titre* (2). En vertu de

(1) Hervé, *Traité des Dîmes*, II, p. 415 (1790).

(2) Denizart, *vo Dîmes*.

cette règle, lorsqu'un autre bénéficiaire que le curé veut lever les dîmes ecclésiastiques dans une paroisse il est tenu de produire le titre qui lui en donne le droit. Il pouvait y avoir plusieurs décimateurs dans la même paroisse pour percevoir, tantôt des dîmes différentes sur tout le territoire de la paroisse, tantôt les mêmes dîmes, chacun sur des portions différentes de ce territoire. Ces décimateurs étaient solidairement tenus de toutes les charges des dîmes.

Ils se déchargeaient souvent des soucis de la perception et aussi de ceux de la vente des fruits en affermant leurs droits. Tout le monde pouvait être fermier des dîmes ; on admettait même que, soit le vicaire, soit le curé à portion congrue pouvaient prendre à ferme les dîmes de leur paroisse sans être astreints à la taille. Les baux par lesquels les dîmes étaient ainsi affermées n'étaient soumis à aucune forme spéciale ; ils expiraient à la mort du bénéficiaire, et les personnes qui, à l'expiration du bail, avaient payé d'avance les dîmes de fruits non encore coupés et enlevés, pouvaient être condamnées à payer une deuxième fois. (Arrêt de Rouen du 26 avril 1657) (1).

(1) Basnage, *Coutume de Normandie*, I, p. 25.

SECTION II

La Portion congrue

Les décimateurs, autres que les curés des paroisses, supportaient deux lourdes charges : le paiement de la portion congrue aux curés et aux vicaires perpétuels, et les réparations.

La portion congrue était, pour ainsi dire, l'unique ressource de bien des curés de campagne ; souvent, il n'y avait pas de terres attachées à leur titre, ni de dîmes à percevoir, mais alors il pouvait leur rester des dîmes *novales*, c'est-à-dire des dîmes afférentes à des terres nouvellement défrichées sur le terrain de la paroisse. En outre, il y avait le *casuel* ; le clergé des villes y trouvait largement de quoi subvenir à ses besoins. Il n'en était pas de même dans les campagnes où les oblations et les offrandes toujours fort réduites, et les fondations à desservir, plus rares et moins élevées, ne rapportaient qu'un très modique revenu. Il était cependant nécessaire d'assurer le bon exercice du culte et la subsistance du curé de la paroisse. On s'adressa pour cela à ceux qui profitaient des dîmes dont le curé aurait dû normalement avoir la jouissance, d'après la règle « *en fait de dîmes, clocher vaut titre* », c'est-à-dire aux

décimateurs. Cette obligation, déjà établie à la charge de ces derniers par le droit canonique, fut réglementée à diverses reprises par le pouvoir royal, soucieux de donner aux curés des moyens d'existence convenables et d'éviter les nombreux procès intentés aux décimateurs. La contribution, ainsi fournie par les décimateurs, prenait le nom de *portion congrue*.

Le défaut des portions congrues dans l'ancien droit a toujours été leur extrême parcimonie. Pour éviter les plaintes des décimateurs, on s'attachait à n'accorder aux curés que le strict nécessaire et ce minimum devenait bien vite insuffisant en face du renchérissement continu des denrées.

Le premier texte que nous rencontrons en cette matière est celui de l'Ordonnance du 16 avril 1571, dans laquelle Charles IX fixait les portions congrues des curés à 120 livres par an, charges ordinaires déduites. Ce chiffre fut maintenu jusqu'à l'ordonnance du 16 janvier 1629 qui le porta de 120 à 300 livres pour tous les curés, sauf pour ceux de Bretagne et des pays situés au delà de la Loire, dont une déclaration du 17 août 1633 réduisit la portion congrue à 200 livres, avec, en plus, la jouissance des « menues dîmes ». L'assemblée du Clergé, dont les membres se trouvaient à supporter les por-

tions congrues, réclama contre l'augmentation qui en avait été ainsi faite, et une déclaration du 18 décembre 1634 lui donnait satisfaction au détriment des curés en les réduisant au chiffre de 200 livres par an, sauf pour les curés qui étaient tenus d'entretenir un vicaire. Il fallut des lettres de jussion pour obtenir l'enregistrement des déclarations de 1633 et de 1634.

Un nouveau régime des portions congrues fut inauguré par une déclaration de février 1657, que les Parlements refusèrent d'enregistrer, et aux termes de laquelle, le chiffre devait être fixé de gré à gré par le clergé, selon l'importance des bénéfices.

On en revint alors par la déclaration de 1686 au régime antérieur. Les curés, qui demandaient une portion congrue, perdaient leur droit aux offrandes, au casuel et aux noales des terres défrichées, sauf lorsque ces divers avantages leur étaient échus postérieurement à la demande qu'ils avaient fait de la portion congrue, laquelle était, à cette époque, fixée à 300 livres ; pour les vicaires, elle était de 150 livres.

La déclaration du 30 juin 1690 interprétant celle de 1686, permit aux décimateurs de faire abandon de leurs dîmes entre les mains du curé et de s'affranchir ainsi de la charge de la portion congrue lorsqu'elle leur était trop onéreuse.

Enfin, d'une manière générale, le revenu des fonds, domaines et portions de dîmes dont jouissait le curé, venaient en déduction de sa portion congrue. Le chiffre de 300 livres, fixé par la déclaration de 1686, se trouva vite insuffisant, par suite du renchérissement continu des denrées, et, dès 1736, certains curés publiaient un cahier de doléances qui fut d'ailleurs supprimé. En 1765, un mémoire en faveur des curés à portion congrue fut également supprimé en Dauphiné ; en outre, parurent aussi deux mémoires auxquels avaient adhéré 320 curés à portion congrue des diocèses de Chartres et de Normandie (1). L'assemblée du Clergé de 1760 tenta d'enrayer ces plaintes. Elle procéda à une vaste enquête dans tous les diocèses, et conclut au relèvement des portions congrues, et à l'abandon des *novales* aux décimateurs. Elle voyait deux avantages à contraindre les curés à opter entre la portion congrue et la conservation des dîmes *novales* : le premier était d'éviter un grand nombre de procès relatifs aux *novales* ; le second d'égaliser le traitement des divers curés congruistes, car les *novales* dont certains conservaient la jouissance étaient parfois considérables et plus élevées que les anciennes dîmes.

(1) Camus, *Traité des portions congrues*, I, p. 190.

Ce furent ces considérations qui conduisirent au système de l'édit de mai 1768 qui resta en vigueur jusqu'à l'époque de la suppression des bénéfices.

L'édit de mai 1768 séparait en deux classes les personnes chargées de la portion congrue, et cette charge d'ailleurs n'avait pas cessé d'être la contrepartie de la jouissance de biens ecclésiastiques attribuée à certaines personnes en violation de la règle : « *En fait de dîmes, clocher vaut titre* ».

La première classe, d'après l'édit de 1768, est exclusivement composée de décimateurs ecclésiastiques jouissant des dîmes de l'Église :

a) Ce sont les *gros* décimateurs qui perçoivent les dîmes de la paroisse, et lorsqu'il y a plusieurs décimateurs pour la même paroisse, ils sont tous obligés de fournir la portion congrue, et y contribuent proportionnellement aux dîmes qu'ils perçoivent, et leur obligation est solidaire.

b) A côté des *gros* décimateurs, il faut placer les curés primitifs obligés de fournir des portions congrues au vicaire chargé de desservir la paroisse dont ils recueillent les revenus. Mais il est bon d'ajouter que les vicaires perpétuels ont été assez tôt assimilés aux curés réduits à la portion congrue ;

c) En troisième lieu, les curés sont tenus de fournir une portion congrue à leurs vicaires. Il importe

peu qu'ils y soient eux-mêmes réduits. Une déclaration de 1724 a cependant donné aux vicaires d'un curé réduit à la portion congrue, le droit de réclamer directement au décimateur la part qui devait leur revenir.

La seconde classe des personnes obligées à fournir la portion congrue se composait des laïcs détenant des dîmes inféodées. Ils n'étaient tenus de la portion congrue que subsidiairement, et en cas d'insuffisance des dîmes ecclésiastiques. Lorsqu'il y avait plusieurs co-décimateurs inféodés sur le terroir de la même paroisse, ils étaient tenus solidairement de la part qui leur incombait à eux tous.

On avait essayé pour fixer les portions congrues de créer une échelle mobile des pensions alimentaires basée sur le cours des denrées ; l'Assemblée du Clergé espérait qu'en fixant à perpétuité la portion congrue des curés à la valeur représentative en argent de 27 setiers de blé-froment, et celle d'un vicaire à 10 setiers de blé, elle arriverait à lui donner une détermination suffisante. Cette détermination correspondait, en 1768, à une valeur en argent de 500 livres pour les curés, et 200 livres pour les vicaires.

Les congruistes protestèrent souvent contre la

modicité et l'instabilité de leur pension qui variait avec les cours des grains.

Effet de l'option d'un curé pour la portion congrue

Lorsque les bénéficiers optaient pour la portion congrue, ils perdaient par là même tous leurs droits sur les revenus et sur les dîmes de toute nature, même sur les *novales*, sur le revenus et les droits dont ils étaient en possession au jour de leur demande.

Parmi les droits dont le bénéficiaire devait faire l'abandon se trouvait le *gros*, c'est-à-dire les prestations en nature que lui servaient antérieurement les décimateurs et que ceux-ci pouvaient ne plus continuer.

Le curé ou vicaire qui avait opté pour les portions congrues ne conservait que la jouissance des droits énumérés par l'article 4 de l'Ordonnance de 1768 :
« Maisons et bâtiments composant le presbytère
« cours et jardins qui en dépendent, s'il y en a,
« ensemble des oblations, offrandes, honoraires ou
« casuel, en tout ou partie, selon l'usage des lieux ;
« comme aussi des rentes données aux curés pour
« acquitter des obits et fondations de messes, à

« charge pour les curés d'en faire la preuve par
« titres, et à condition d'avoir une possession con-
« forme depuis 1686. »

Il y avait des difficultés au sujet du casuel (1) ; il y avait souvent, en effet, dans les villes des casuels fort importants. C'est ainsi que les canonistes ont été amenés à distinguer entre le casuel proprement dit, c'est-à-dire, un revenu incertain perçu à l'occasion d'événements futurs et dont il était impossible de fixer le montant, d'une part, et les offrandes des fidèles d'autre part, dont le grand nombre assurait un revenu relativement stable.

Après controverse (2), la jurisprudence, appelée à statuer sur les réclamations des curés, penchait plutôt du côté des décimateurs. (Camus, *Traité de la portion congrue*, II, p. 97). L'option était personnelle au bénéficiaire : chaque nouveau titulaire avait le droit de l'exercer.

En outre, le bénéficiaire qui optait pour la portion congrue pouvait toujours y renoncer ensuite et reprendre tous ses droits au revenu des fonds, aux dîmes et aux *noyales*. (Article 2 de la déclaration

(1) Rebuffe, *Traité de la portion congrue*, nos 86 et 87.

(2) Héricourt, *Lois ecclésiastiques*, partie IV, ch. II, n° 5.

de 1768.) Mais par contre, il était absolument interdit aux décimateurs tenus des portions congrues de revenir sur les abandons qu'ils avaient consenti en faveur des curés ou vicaires. (Article 2 de la même déclaration). Ils ne pouvaient, en cas d'insuffisance, que délaisser les revenus entre les mains du créancier congruiste.

CHAPITRE III

Des Droits pécuniaires attachés à certains Bénéfices

A la dignité dont le bénéficiaire est revêtu sont attachés certains avantages pécuniaires qui sont, pour les chanoines les distributions, et pour les curés le casuel.

Ces deux catégories d'avantages feront l'objet, chacune, d'une section distincte.

SECTION I

Les Distributions

On appelle ainsi dans les Chapitres, soit une certaine partie des fruits qui se donne ordinairement à ceux des chanoines qui suivent l'office, soit les parts des revenus de l'Église attribuées aux chanoines absents.

On les a appelées improprement « bénéficiès manuels », alors qu'en réalité, elles représentent seulement une partie des revenus du bénéficiaire, et ne sont qu'un profit, qu'un émolument acquis à l'occasion d'un bénéfice. Elles ont pour avantage d'obliger les bénéficiaires à la résidence et à l'assistance régulière aux offices et dans certains chapitres, elles ont atteint la valeur de la moitié du revenu total (1).

On distingue quatre sortes de distributions :

1^o) Celles qui se font dans certaines églises pour lesquelles le nombre des chanoines est déterminé, alors que les prébendes n'ont pas été partagées, mais constituent un fonds commun d'où est tiré chaque jour la partie revenant à chacun. Cette distribution tient lieu de prébende : l'assistance aux offices, à laquelle était assimilée l'absence pour motifs graves approuvés par le chapitre, y donnait toujours droit. Elle avait pour objets, selon l'usage des lieux, du pain, du vin ou de l'argent ;

2^o) Celles qui se font dans les églises où existe, en dehors des prébendes séparées, un fonds commun suivant des règles identiques à celles de la prébende commune et que nous venons d'indiquer.

3^o) Les distributions quotidiennes auxquelles,

(1) *Mémoires du Clergé*, t. II, p. 1173, 1186, 1198, 1202, 1366.

seuls, prennent part ceux qui assistent aux offices : elles sont prises sur le fonds commun. Ce sont celles prescrites par le Concile de Trente.

4^o) Enfin, et ce sont les plus fréquentes, celles des oblations et émoluments perçus à l'occasion de certaines cérémonies qui n'ont lieu qu'entre les chanoines qui ont assisté à ces cérémonies.

Tous les clercs faisant partie du *corps* et présents aux offices ont droit aux distributions selon le rang de leurs bénéfices et les statuts du Chapitre. On a beaucoup discuté sur ce qu'il faut entendre par la présence aux offices. On admet que l'évêque peut trancher le point de savoir si la distribution exige l'assiduité à tous les offices ou à quelques-uns seulement. Il a fallu aussi distinguer l'absence d'avec le simple retard. Cette question fut solutionnée définitivement par le concile de Bâle et par la Pragmatique. Il fut décidé que serait déclaré absent tout chanoine qui, sans motif légitime ou permission du chef de chœur, serait arrivé à matines après le psaume *Venite exultemus*, et ne serait pas arrivé pour les autres heures avant la fin du premier psaume, et pour la messe conventuelle avant le dernier *Kyrie*, qui n'y serait pas demeuré jusqu'à la fin, ou qui n'aurait pas suivi toute la procession. La Pragmatique Sanction maintenait en

outre tous les usages plus rigoureux que pouvaient observer certaines églises. Les statuts des Chapitres donnant plus de facilité pour obtenir les distributions sans assistance aux offices et même sans résidence, étaient par elle déclarés abusifs et cassés.

Dans certains endroits, il y avait au profit des présents un droit d'accroissement sur les parts des absents (1).

SECTION II

Casuel des Curés

En principe, les curés n'avaient aucun droit sur les offrandes : elles appartenaient à la fabrique. Le curé ne pouvait retenir, ni les cierges offerts avec le pain à bénir, ni la location du banc d'œuvre, ni les cierges des enterrements, qui étaient généralement attribués aux hôpitaux ou à la fabrique. Cependant, l'usage leur accordait les cierges des enfants de la première Communion et ceux qui étaient offerts sur l'autel au baiser de paix à l'époque de la Chandelier (2).

Il arrivait quelquefois que des curés, réduits aux seules offrandes des fidèles, étaient obligés de célé-

(1) Durand de Maillanne. V° *Distribution*.

(2) Jousse, *Temporel et Spirituel des Paroisses*, p. 79.

brer deux messes par jour dans des paroisses différentes (1).

Le casuel des curés comprenait tout ce qu'ils recevaient dans le cours de l'année pour les baptêmes, publications de bans, mariages, droits de sépulture ou autres, d'après le tarif fixé par l'évêque.

On assimilait au casuel les honoraires que la Fabrique versait au curé après l'accomplissement des fondations.

L'action en réclamation des différents honoraires qui constituaient le casuel se prescrivait par un an : passé ce délai, ils étaient présumés avoir été payés(2).

Il était interdit de donner à bail à un tiers le recouvrement des distributions et du casuel (3).

(1) Jousse, *Temporel et spirituel des Paroisses*, p. 314.

(2) Jousse, *Temporel et spirituel des Paroisses*, p. 319.

(3) Papon, *Arrêts*, p. 90.

DEUXIÈME PARTIE

Les Charges des Bénéfices

Les charges des bénéfices comprenaient : les réparations, les pensions et enfin les impôts, trois éléments qui feront chacun l'objet d'un chapitre spécial.

CHAPITRE PREMIER

Les Réparations

SECTION I

Étendue de l'obligation des Bénéficiaires aux réparations

§ 1^{er} — Généralités

Le bénéficiaire étant réputé un usufruitier quant au « *for extérieur* », il est entièrement tenu des réparations qui sont une charge de sa jouissance.

Pour ce qui est des réparations rendues nécessaires par la vétusté, et qui constituent un rétablissement entier du bénéfice, le bénéficiaire n'en est tenu que jusqu'à concurrence du tiers du revenu de son bénéfice, de sorte qu'il lui reste les deux tiers de son revenu pour faire le service, et subsister pendant que durent les réparations.

Le bénéficiaire est également tenu d'affecter le tiers de son revenu aux réparations viagères qui

auraient dû être faites par son prédécesseur lorsque la succession de ce dernier est insolvable.

Pour établir la distinction entre les réparations viagères, qui sont imputables à son prédécesseur, et celles qui lui sont personnelles, le bénéficiaire doit avant d'entrer en jouissance faire visiter les lieux par des experts nommés par ordonnance du Juge royal, et conserver le procès-verbal de l'expertise (1).

Les désordres occasionnés par les guerres de Religion avaient eu une répercussion toute particulière sur les bénéfices. Les églises étaient pillées, les bâtiments détruits, et il était impossible aux bénéficiaires de réparer toutes ces ruines. Par déclaration donnée à Blois, le 18 décembre 1551, Charles IX leur accorda un sursis pour les grosses réparations, les obligeant à entretenir seulement les toitures et les clôtures. Cette déclaration fût confirmée par celle du 3 novembre 1572 qui ajourna les reconstructions des bâtiments ruinés par force majeure jusqu'à l'arrivée des temps meilleurs. Les reconstructions s'effectuèrent peu à peu au moyen de l'affectation, sous le contrôle des Parlements, du tiers du revenu des bénéficiaires successifs.

La règle normale (Edit d'avril 1695, art. 23) était

(1) La Combe, *V^o Réparations*, section VI ; et Denizart, *V^o Réparations*.

l'obligation pour le bénéficiaire d'effectuer à ses frais toutes les réparations viagères et d'affecter aux grosses réparations le tiers des revenus de son bénéfice.

Il était réputé avoir reçu son bénéfice en parfait état d'entretien, et il devait le laisser tel qu'il était censé l'avoir reçu (1). Il n'était pas recevable à alléguer l'état de ruine antérieure des bâtiments : il lui appartenait de poursuivre son prédécesseur ou les héritiers de celui-ci. Ne l'ayant pas fait, il était obligé personnellement pour le tout, sauf son recours contre ceux qu'il aurait dû poursuivre ; s'il avait poursuivi, et si l'insolvabilité de la succession du prédécesseur était constatée, il demeurerait tenu d'affecter le tiers de ses revenus à ces réparations. La destruction de la chose, survenue par cas fortuit ou de force majeure, ne le déchargeait même pas de cette obligation. Seules, les réparations utiles et reconnues telles par la justice, et non celles des édifices inutiles ou voluptuaires élevés par ses prédécesseurs, lui étaient imposées ; mais pour ces derniers édifices, il lui était simplement interdit de les démolir pour profiter de leurs matériaux.

Les principes que nous venons d'exposer s'appli-

(1) La Combe, *Jurisprudence canonique*, V^o Réparations, section VII.

quaient dans les cas relativement simples où un seul bénéficiaire était tenu de faire réparer les biens d'église dont il avait la jouissance exclusive (terres, maisons, fermes, digues, etc...). Dans les cas très fréquents où l'on trouvait plusieurs co-obligés tenus aux réparations, il fallait avoir recours à des règles spéciales pour déterminer leur part respective.

C'est ce que nous allons étudier en examinant les réparations des églises cathédrales, collégiales, paroissiales, et des presbytères.

§ 2. — *Cathédrales*

Les églises cathédrales devaient être entretenues et réparées par les évêques et les Chapitres. Il n'existait pas de règles pour déterminer la quotité de la contribution de chacun, mais l'opinion la plus répandue était que l'évêque devait en payer le quart, parce que, lors du partage des biens d'église, l'évêque en avait reçu le quart. (Arrêt de Paris, 3 mars 1711) (1). On avait cependant soutenu sans succès, en se fondant sur le Canon IV du pape Gélase et sur certains conciles provinciaux, que l'évêque était seul tenu des réparations de sa cathé-

(1) Denizart, V^o *Réparations*, p. 254.

drale. Il y avait en outre, dans certains diocèses, des règles spéciales à ce sujet (Reims, Autun). Quelquefois même, les revenus de certains fonds étaient spécialement affectés aux réparations, et la contribution de l'évêque et du Chapitre n'était alors que subsidiaire (1).

La réparation des églises collégiales se faisait aux dépens du Chapitre et des chanoines ; on en imputait d'abord le montant sur les revenus conservés en commun (2).

§ 3. — *Eglises paroissiales*

Pour les églises paroissiales, et au point de vue des réparations, il faut en distinguer les diverses parties, d'une part, le *chœur* et le *cancel*, et d'autre part, la *nef*, pour lesquels il existe des règles différentes.

On appelle *chœur*, l'endroit de l'église où se chante l'office, et *cancel*, la partie du chœur qui est la plus rapprochée de l'autel et est ordinairement fermée par une balustrade, où mieux par la table de communion.

(1) Ferrière, V^o *Réparations*.

(2) Denizart, V^o *Réparations*.

On appelle *nef*, l'espace qui s'étend depuis la porte principale jusqu'au *chœur*.

a) *Chœur et Cancel*. — Si les curés sont bénéficiers, ils sont obligés, en cette qualité jusqu'à concurrence du tiers des dîmes qu'ils perçoivent, et sous la réserve qu'il leur reste une portion congrue de 300 livres, déduction faite de toutes charges.

Si, sans être décimateurs, ils ont cependant des revenus considérables, le roi laisse à la prudence des évêques le soin de régler la proportion dans laquelle ils contribueront aux réparations. (Blois, 52, déclaration du 18 février 1661). Ils peuvent contraindre les curés par la saisie de leur temporel. Mais, pour que les curés non décimateurs soient astreints aux réparations, il faut :

1^o) Que les revenus considérables de la cure consistent en domaines : car le casuel et les oblations n'y sont pas comptés ;

2^o) Que les réparations aient déjà épuisé le tiers des dîmes ecclésiastiques ou inféodées, s'il y en a ;

3^o) Que la somme arbitrée par les évêques ne dépasse point le tiers de l'excédent de la portion congrue (1).

(1) La Combe, *Jurisprudence canonique*, V^o *Dîmes*, section 18, question 6.

Les *gros* décimateurs non curés sont tenus d'affecter le tiers des revenus qu'ils perçoivent aux réparations du *chœur* et du *cancel* (1). (Ordonnance de 1385, et arrêts.) On admet que les *gros* décimateurs sont des ecclésiastiques et que les dîmes qu'ils perçoivent, sont destinées à la subsistance des ministres du culte, et non uniquement aux réparations.

Par contre, les possesseurs de dîmes inféodées sont tenus des réparations jusqu'à concurrence de la totalité des dîmes qu'ils perçoivent : toutefois, ils n'y sont tenus que subsidiairement, et lorsque le tiers des dîmes ecclésiastiques est épuisé. (Édit. de 1695, art. 21.)

Les Fabriques ne supportent les réparations que dans les villes où les dîmes n'existent pas.

Lorsque les églises sont complètement détruites par cas de force majeure, il peut se faire que les décimateurs qui touchent des dîmes considérables soient obligés de contribuer aux réparations jusqu'à concurrence de la moitié de leurs dîmes. (Arrêt du 1^{er} avril 1670.)

Les décimateurs sont tenus d'entretenir et de reconstruire : les murs, voûtes, lambris, couver-

(1) La Combe, V^o *Dixmes*, section 18, n^o 1

tures et vitraux du *chœur* et du *cancel*, ainsi que l'autel.

Lorsque le clocher est sur le *chœur*, le *gros* décimateur est tenu de le rétablir. (Arrêts de Paris, 30 mai 1659 et 9 mai 1668) ; au contraire, lorsque le clocher est bâti sur la *nef*, sa reconstruction incombe aux habitants ; s'il est bâti, partie sur le *chœur* et partie sur la *nef*, les frais sont supportés par moitié par les habitants et par le *gros* décimateur.

Les chapelles qui sont sous les mêmes voûtes que le *chœur* et qui ont été bâties en même temps que l'église sont à la charge des décimateurs. Lorsqu'elles ont été bâties postérieurement, elles sont à la charge des chapelains, c'est-à-dire des anciens fondateurs, sinon, elles sont à la charge du peuple.

Les livres, calices, ornements, etc., doivent, en principe, être fournis par les fabriques. (Melun, art. 9 et déclaration du 18 février 1661.) En cas d'insuffisance du revenu des Fabriques, les curés en sont tenus dans la mesure fixée par les évêques. Enfin la jurisprudence oblige subsidiairement les *gros* décimateurs à renouveler les ornements du culte (édit de 1695, art. 21). Les ornements que les *gros* décimateurs doivent fournir sont : les cinq couleurs, blanc, noir, rouge, vert, violet, tous les

linges, un ostensor, un calice et un ciboire en argent, avec intérieur en vermeil, une croix et deux chandeliers en cuivre. Toutefois, s'il existait auparavant des chandeliers et une croix en argent, ils sont tenus de les remplacer. Quant aux livres, il doit en être fourni un de chaque sorte.

Ces ornements ne doivent servir qu'aux cérémonies ordinaires prévues par l'Ordo, à l'exclusion des cérémonies des fondations, de celles des confréries ou des fêtes populaires (1).

b) *Nef*. — Tout ce qui n'est pas le *chœur*, le *cancel* ou des chapelles dépendant de bénéfices particuliers constitue la *nef* et est à la charge des habitants, ainsi que l'entretien du cimetière.

Pour subvenir à ces réparations, on y emploie l'excédent disponible des Fabriques, ou à défaut les deniers communs et autres revenus des paroissiens, et si cela est insuffisant, chaque habitant contribue en raison des biens-fonds qu'il possède sur la paroisse. En outre, il y avait le produit des quêtes faites dans ce but.

Pour exiger la contribution des paroissiens, il faut :

(1) La Combe, V^o *Dîmes*, section 18.

1^o) Un devis estimatif des travaux, dressé par experts en présence d'un délégué de l'intendant, des marguilliers et échevins ;

2^o) Une délibération des habitants de la paroisse sur les moyens qui leur paraissent les meilleurs : emprunt ou imposition directe ;

3^o Une mise en adjudication des travaux (1).

Les curés qui ne sont pas réduits à la portion congrue contribuent en raison des rentes et fonds dont ils jouissent dans la paroisse.

Lorsque les habitants sont dans l'indigence, les sommes nécessaires à la réparation de la nef, à l'entretien du cimetière, pour les livres, vases et ornements, peuvent être prélevées, d'abord sur les dîmes ecclésiastiques, ensuite sur les dîmes inféodées (2).

c) *Les presbytères.* — Les habitants des paroisses sont tenus de fournir au curé et à ses vicaires un logement convenable. (Édit d'avril 1695, art. 52 ; édit de Melun, art. 3 ; Ordonnance de Blois, art. 52) A défaut, ils doivent prendre à leur charge le loyer de la maison occupée par le curé. Dans ce dernier cas, le montant de la location est réparti proportionnellement aux tailles payées par chaque paroissien.

(1) Jousse, *Temporel et Spirituel des Paroisses*, p. 105.

(2) *Ibid.*, p. 17.

Le logement que les habitants sont tenus de fournir doit être suffisant pour loger commodément le curé et ses vicaires ; mais les habitants ne sont pas obligés à entretenir tout logement et toute construction que le curé jugerait à propos d'adjoindre à son logement, par pur agrément ou commodité. Ils peuvent même le contraindre à donner caution pour l'entretien ultérieur du presbytère, s'il l'a ainsi considérablement augmenté ; et ils ne sont jamais tenus de mettre à sa disposition les étables, écuries ou granges nécessaires pour serrer le produit des dîmes. On admettait également que le presbytère ne devait pas être meublé aux frais de la paroisse. Cependant, la jurisprudence avait été fort hésitante sur ce point pendant tout le ^{xvii}^e siècle, et elle ne s'est fixée dans le sens de la non obligation des habitants, qu'au début du ^{xviii}^e siècle. Au point de vue des réparations à effectuer aux presbytères, il faut donc distinguer celles qui sont supportées par la paroisse, et celles qui sont usufruituaires et dont le curé est seul tenu.

En principe, la paroisse doit toutes les réparations des gros murs, de la toiture, et autres occasionnées par la vétusté. Le curé ne doit que les réparations locatives ou usufruituaires, tant parce qu'il est censé les avoir nécessitées, que pour éviter d'inces-

santes contestations avec ses paroissiens. En cas d'insolvabilité du curé ou de ses héritiers, la paroisse est subsidiairement tenue de ces réparations, sauf son recours contre les héritiers ; et il est formellement interdit aux marguilliers d'y employer l'argent de la Fabrique, même après une délibération conforme prise par les habitants.

Ces derniers doivent contribuer aux réparations du presbytère, dans la proportion des biens qu'ils possèdent sur la paroisse : le roi comme tout autre.

Les curés et les *gros* décimateurs qui, outre leurs dîmes, jouissent encore de rentes ou de revenus de fonds situés sur la paroisse, doivent y contribuer pour leur part, et le patron de la cure n'en est même pas dispensé.

En Flandre, les curés ayant de gros revenus, et à leur défaut, les *gros* décimateurs, supportaient tout l'entretien des presbytères ; en Provence, ils n'y contribuaient que pour un tiers en concurrence avec les habitants (1).

D'une manière générale, lorsqu'on a recours à l'imposition extraordinaire sur les paroissiens, il est nécessaire d'obtenir des lettres dites *lettres d'assiette*, soit en chancellerie, soit par arrêt du Conseil.

(1) Jousse, *Temporel et Spirituel des Paroisses*, p. 19 et suivantes.

La répartition se faisait, non par tête, mais par *feu*, et la taxe s'établissait de la manière suivante : deux tiers au propriétaire, un tiers au fermier, où un tiers au nu-propriétaire, et deux tiers à l'usufruitier.

SECTION II

Des garanties de l'obligation des Bénéficiers aux diverses réparations

L'obligation de faire les réparations aux bâtiments est une conséquence de la prise de possession et de la perception des fruits du bénéfice par le titulaire.

Elle est garantie par une hypothèque légale accordée à l'Église sur les immeubles, tant patrimoniaux qu'acquêts du bénéficiaire. Cette hypothèque prend rang au jour de la prise de possession. (Arrêt de Paris, 24 mars 1603.)

L'existence de cette hypothèque n'est pas controversée, mais il n'en est pas de même de la question de savoir si elle est complétée par un privilège général sur les meubles du bénéficiaire.

La jurisprudence l'admettait en appliquant à la garantie des réparations, les privilèges spéciaux sur les revenus encore dus, sur les récoltes engrangées

existant encore en nature, et sur les « fruits pendant par racines ».

Enfin, dans les cas où le bénéficiaire faisait valoir lui-même les terres de son bénéfice, la créance des réparations était garantie par un privilège sur les chevaux, harnais, troupeaux et ustensiles de labourage, privilège qui était primé par ceux spéciaux sur ces objets.

La question de savoir si on devait étendre aux autres meubles le privilège du bailleur était très discutée. Denizart incline vers l'affirmative, et il existe en effet dans ce sens quelques arrêts : Paris, 11 juillet 1629 ; Requêtes, 14 février 1733 ; Paris, 1^{er} septembre 1760.

A l'appui de l'existence de ce privilège, on invoquait la nécessité de la conservation des bénéfices. Toutefois, il semble (1) que ces arrêts n'aient été que des décisions isolées et on ne rencontre en cette manière ni loi, ni arrêt de règlement, ni même une suite d'arrêts identiques un peu importante, permettant d'admettre l'existence de ce nouveau privilège.

On décidait donc généralement dans la pratique que ce privilège n'existait pas.

(1) La Combe, *V^o Réparations*, section 6

SECTION III

Les Actions en réparation

Nous aurons à envisager sous ce titre les actions qui peuvent être intentées, soit contre le bénéficiaire lui-même, soit contre ses héritiers, et la durée pendant laquelle elles peuvent être utilement exercées.

§ 1^{er}. — *Actions exercées du vivant du Bénéficiaire*

Avant la cessation de sa jouissance, le bénéficiaire peut être invité, puis contraint par saisie de son temporel, à effectuer les réparations jugées nécessaires. (Édit d'avril 1695, art. 23.)

Les tournées de visite faites par les évêques coïncident généralement avec l'administration du sacrement de confirmation. Les évêques doivent prévenir de leur visite au moins quinze jours d'avance. (Édit de 1695, art. 15.) Ils peuvent statuer *de plano* sur tous les objets ecclésiastiques qui ne requièrent pas instruction : leur juridiction doit être disciplinaire et paternelle. Ils ne peuvent prononcer de peines graves mais, dans le cas où elles seraient encourues, ils doivent mentionner les faits et saisir leur officialité, sans même commencer l'instruction. Ils visitent

chaque paroisse en particulier, examinent les registres des naissances, mariages et décès, les comptes de la Fabrique, l'état des bâtiments, la conduite et le savoir du curé (1).

Il y a aussi la visite des archi-diacres qui a pour objet d'informer l'évêque de l'état des églises, des paroisses, des mœurs des ecclésiastiques, etc... Ils ne peuvent, en principe, juger que sur ce qui ne souffre pas de retard, et par provision seulement. Les curés qu'ils visitent doivent les loger, nourrir et défrayer, eux et leur suite. La visite était donc fort onéreuse pour les curés ; aussi on ne pouvait y procéder qu'une fois par an et pendant un jour seulement. Cette obligation du curé était appelée le *droit de procuration*. Il est très contestable que les archi-diacres aient été fondés à le réclamer ; l'Ordonnance d'Orléans, art. 6, et le règlement du Clergé pour les États de 1614 ne parlent que de l'évêque visitant en personne. Néanmoins ce droit est toujours exigé dans toutes les cures, même les plus pauvres, et même celles à portion congrue (2).

On a même soutenu que l'évêque avait droit à la *procuration* lorsque l'église qu'il visitait était située dans la ville où il avait sa résidence habi-

(1) La Combe, V^o *Visite*, section IV.

(2) *Ibid.*

tuelle. C'est l'opinion des canonistes, mais elle ne peut se soutenir partout où il n'y a pas possession conforme, car cet usage est contraire à l'essence même de ce droit qui est de ne pas laisser à la charge de l'évêque les frais occasionnés par la visite.

Les conciles provinciaux ont discuté à l'infini sur le logement et la nourriture due aux évêques. Le concile de Toulouse, en 1590, réduit le repas de l'évêque à deux plats. Il n'est pas question de celui de l'archidiacre. Lorsque ce dernier visite un diocèse, il doit dresser un procès-verbal qu'il remet à l'évêque dans le mois qui suit la fin de sa visite, afin de lui permettre de prendre les décisions qu'il jugera nécessaires.

Cette visite porte particulièrement sur tous les détails du temporel : état des livres, calices et ornements, exécution des fondations, recettes de la Fabrique, location des bancs, etc. . .

A la suite de la visite et sur le vu du rapport que lui en remet l'archidiacre, l'évêque rend une ordonnance enjoignant, s'il y a lieu, à l'ecclésiastique de réparer tels ou tels bâtiments, ou d'acheter des ornements.

Toutefois l'évêque ne peut rendre une ordonnance de visite que sur les faits patents et qui ne nécessitent pas d'enquête. Dans tous les autres cas, il ne

peut statuer ou faire statuer l'officialité sans encourir l'appel comme d'abus : le Pouvoir royal s'était, en effet, réservé la connaissance exclusive des réparations bénéficiales prétendant à un droit de protection et de tutelle sur le temporel ecclésiastique qui était l'un des principaux avantages dont se prévalait l'Église Gallicane. (Ordonnance d'Orléans en 1385, art. 31 ; Ordonnance de Blois, art. 52.)

Les procureurs du roi peuvent, après avoir pris ordonnance du juge royal du lieu et après avoir fait sommation au bénéficiaire, contraindre celui-ci à effectuer les réparations et au moyen de la saisie du tiers de son revenu net, c'est-à-dire déduction faite des charges (1). (Édit de 1695, article 23.)

Mais il faut remarquer que si le titulaire agit en bon père de famille et effectue régulièrement les réparations année par année, il en est quitte, bien qu'il n'y ait pas employé entièrement le tiers de ses revenus ; et s'il survient dans la suite des réparations qui, soit par suite de négligence, soit à raison d'un cas fortuit, excèdent le tiers de ses revenus, ou que le Procureur du roi s'avise soudain de prétendre qu'il y a un excédent de réparations à effectuer, le bénéficiaire ne peut être obligé de rapporter l'excé-

(1) La Combe, V^o *Réparations*, section III.

dent de ses revenus non employé les années précédentes. Le droit du Procureur du roi est strictement limité au tiers des revenus à échoir ; mais comme ce tiers peut être insuffisant, en cas d'urgence le Procureur est autorisé à contracter des emprunts garantis par une hypothèque sur le tiers des revenus à échoir. (Arrêt de Paris du 1^{er} avril 1670.)

Le Procureur du roi ne peut seulement saisir que les fruits du bénéfice. Il lui est interdit de s'en prendre au patrimoine personnel du bénéficiaire, parce que ce patrimoine personnel ne répond que de la gestion du bénéficiaire.

Indiquons, en terminant, que le Procureur du roi ne fait que diriger et contrôler la procédure, mais que les deniers saisis doivent tous être remis entre les mains du receveur du Domaine royal, ou, à son défaut, entre celles d'un notable désigné par justice.

La saisie ainsi opérée, étant faite pour la conservation du patrimoine de l'église, était opposable au successeur jusqu'à exécution intégrale des réparations imposées. De même, et contrairement à tous les principes posés par la jurisprudence en matière de résignation *in favorem*, le résignataire est recevable dans sa demande de réparations formulée contre le résignant : l'intérêt de l'Église exigeant,

en effet, la répression de la fraude qui aurait consisté à charger, au moyen d'une résignation, un bénéficiaire insolvable de toutes les réparations.

§ 2. — *Recours contre les héritiers du bénéficiaire*

L'édit de 1691 sur les économats s'exprimait ainsi : « Il serait à souhaiter que les officiers royaux
« fussent plus exacts à veiller sur la conduite des
« titulaires ; on ne verrait pas à la mort d'une infirmité de bénéficiaires de réparations importantes
« pour lesquelles l'église n'a souvent qu'un recours
« infructueux sur une succession abandonnée, tandis que les bénéficiaires se sont appliqués, pendant
« une longue suite d'années, des revenus destinés
« à l'entretien des bénéfices. »

A la mort d'un titulaire, plusieurs personnes ont en effet intérêt, et par conséquent action, pour réclamer les réparations : les économes, le Procureur du roi, le successeur au bénéfice, qui pour cela s'adressent aux héritiers du bénéficiaire (1).

1^o) Les économes.

Les économes étaient chargés de la gestion intérieure du temporel des bénéfices. Ce furent tout

(1) La Combe, *V^o Réparations*, section IV.

d'abord des domestiques du défunt continuant à gérer le temporel pour le compte des héritiers du titulaire. Henri III, par un édit de mai 1578, érigea, à titre d'office, des économats dans chaque diocèse. Ces offices furent supprimés en 1580. Après les lettres patentes de 1641, les économes sequestres furent des personnes solvables qui étaient responsables des dégradations survenues pendant leur administration. Enfin, un édit de décembre 1691, qui constitue le dernier état du droit sur ce point, fit des économes sequestres de véritables officiers royaux et détermina avec soin leurs attributions (1).

Ils font mettre les scellés et s'opposent à toute délivrance de legs ou envoi en possession des héritiers pour sûreté des réparations. Ils entretiennent les baux, les renouvellent selon les formes prescrites et font saisie-arrêt de tous les revenus échus ou à échoir. Ils visitent les bâtiments, en présence des héritiers ou ceux-ci dûment appelés, avec l'assistance d'un huissier et de deux experts jurés nommés par le Procureur Général.

Tous les revenus du bénéfice vacant passent entre leurs mains et ils en doivent compte. Les créanciers du défunt peuvent faire opposition entre leurs

(1) *Archives Nationales*, X 1 a, 8.686, p. 73.

maines, et ils sont payés après règlement des réparations.

Il pouvait y avoir lieu à une procédure d'ordre ou de contribution. C'était une véritable liquidation permettant de parer autant que possible au risque de l'insolvabilité des héritiers

Outre leurs émoluments pour scellés, saisie et vacations, les économes touchaient deux sous par livre de recettes ;

2^o) Le Procureur du roi.

Le rôle du procureur du roi était très effacé : investi de la surveillance des bâtiments par l'article 23 de l'édit de 1695, il la continue de la même façon pendant la vacance, et son rôle se borne au contrôle de la gestion et de la liquidation faites par l'économe ;

3^o) Le successeur au bénéfice.

Le successeur a le droit de demander les réparations parce qu'il en assume la charge à son tour, au moins jusqu'à concurrence du tiers de son revenu. (Arrêt de Paris du 15 février 1588.) Il n'est jamais reçu à prétendre que les réparations sont imputables à son prédécesseur.

Ces trois sortes de personnes se trouvent en présence des héritiers du défunt bénéficiaire, et trois cas peuvent alors se présenter :

1^o) Les héritiers ont accepté purement et simple-

ment : ils sont tenus *ultra vires* de toutes les réparations mais il n'y a d'hypothèque sur leurs biens qu'à dater de l'arrêt qui les condamne (1) ;

2^o L'héritier ayant accepté sous bénéfice d'inventaire n'est tenu que jusqu'à concurrence de l'actif ;

3^o) Le curateur nommé à la succession abandonnée par les héritiers ne paie également que dans la mesure des ressources de la succession.

Les héritiers, ainsi que le curateur, doivent en outre, dans tous les cas, remettre au successeur tous les titres et papiers relatifs au bénéfice, et ce, à peine de dommages et intérêts, s'ils sont décrits dans un inventaire régulier, et à défaut d'inventaire, ils doivent déclarer ne pas les retenir.

Les héritiers n'ont jamais de recours contre l'église pour les frais, soit de procès, soit de constructions nouvelles, soit de rachat de terres obérées qui sont regardés comme des donations faites au moyen des revenus des bénéfices. On prétendait que si l'église avait été tenue de rembourser ces impenses, elle aurait été dans la nécessité de vendre pour cela quelques-uns de ses biens, et on allait même plus loin en n'admettant aucune espèce de recours ni de compensation dans les cas assez rares où les tra-

(1) Lebrun, *Traité des Successions*, l. IV, ch. II, t. I^{er}, n^o 36.

vaux du bénéficiaire, au lieu de constituer, soit des grosses, soit des petites réparations, n'avaient eu pour effet que la conservation de l'intégrité du bénéfice menacé par la mer (1).

§ 3. — *Durée de l'action en réparation*

La question de la durée de l'action en réparation a été fort discutée. La jurisprudence paraît avoir admis que cette action appartient au bénéfice, que le titulaire n'en a que l'exercice, et que s'il néglige de l'exercer, son successeur a le droit et le devoir de le faire.

Le délai de prescription était de trois ans à compter du jour du décès du dernier titulaire. Toutefois on portait à 40 ans ce délai lorsque l'action était intentée dans l'intérêt du patrimoine ecclésiastique par le Procureur du roi et, dans ce cas, les différents titulaires conservaient recours les uns vis-à-vis des autres. (Arrêts de Paris des 3 août 1758 et 1^{er} septembre 1762.)

Le délai de 40 ans éternisait le règlement des successions et sa réduction à un an à partir du jour du décès avait été proposée (2). Mais il n'apparaît pas qu'elle ait jamais été adoptée.

(1) Desgodets, *Lois des Bâtiments*, p. 547.

(2) La Combe, *Jurisprudence canonique*, V^o *Réparations*, section V.

CHAPITRE II

Les Pensions sur les Bénéfices

Les auteurs, et notamment les procès-verbaux des assemblées du Clergé emploient assez souvent le mot *pension* pour désigner des institutions complètement différentes. Il faut, en effet, distinguer parmi les pensions :

- 1^o) Les pensions ecclésiastiques, dites *avec cause* ;
- 2^o) Les pensions royales, dites *sans cause* ;
- 3^o) Les pensions créées par la caisse particulière du Clergé.

Ces trois espèces de pensions étaient, à des titres différents, supportées par les bénéficiaires séculiers.

SECTION I

Les Pensions « avec cause »

Les pensions *avec cause* établies sur des bénéfices paraissent avoir constitué un usage normal et des plus fréquents.

§ 1^{er}. — *Causes de pensions*

« Il n'y a, en France, que trois *causes* qui puissent
« donner lieu à la réserve de pension par celui qui
« le résigne ou cède son droit (1) :

« La première lorsqu'on transige, *pro bono pacis*,
« sur un droit litigieux et que le bénéfice est disputé
« par deux contendants ; mais il faut que le litige
« soit sérieux et ne soit pas un simple prétexte. »

« La seconde, *nimium resignans patiatur dis-*
« *pendium* ; ce qui se rencontre en deux cas : l'un
« est le cas de permutation de deux bénéfices
« inégaux en revenus ; l'autre est le cas où l'un
« des co-permutants n'aurait d'ailleurs de quoi
« vivre. Dans cette seconde cause, on peut encore
« comprendre deux autres cas ; l'un est celui où
« le titulaire consent à la réunion de son bénéfice ;
« auquel cas il peut, non seulement se réserver une
« pension, mais encore tous les fruits et revenus de
« son bénéfice, sa vie durant, l'autre cas est celui
« du coadjuteur donné *infirmis et ægrotandi* auquel
« cas, le Pape peut sans abus créer sur la prélature
« une pension de faveur du coadjuteur. »

« La troisième, *propter expressam intentionem*
« *resignantis* ; ce qui arrive lorsque la résignation,

(1) Louet et Brodeau, II, p. 397.

« soit pure et simple, soit *in favorem*, est faite sous
« la condition de cette réserve de pension. »

Il faut remarquer que dans les trois cas, la réserve de pension est l'accessoire d'un véritable contrat ou compromis, de telle sorte que l'on peut dire qu'au regard de celui qui la stipule, la réserve de pension a été la véritable *cause juridique* du contrat principal.

L'existence de ces pensions était subordonnée à leur acceptation par le collateur qui était censé attribuer librement le bénéfice et qui pouvait réduire ou augmenter la quotité de cette pension. Théoriquement, la ratification de la pension était une faveur, de même que la pension elle-même était un acte simoniaque.

Le droit canonique fournissait les indications suivantes sur l'attribution possible des revenus des bénéfices : un tiers pour les réparations, un tiers pour les pensions, le dernier tiers représentant le minimum nécessaire à l'entretien du titulaire.

Cette fixation du maximum des pensions était elle-même fort défectueuse. Nombre de curés de campagne avaient peu ou point de bénéfices, peu ou point de dîmes, et un casuel insignifiant. Ils vivaient avec peine, grâce à une portion congrue fixée par des ordonnances royales et payée par les

gros décimateurs des paroisses. Dans ces conditions, une constitution de pension pouvait avoir pour effet de contraindre le titulaire à réclamer une portion congrue ; c'est pour cette raison de fait qu'un arrêt de règlement du Parlement de Paris (16 juin 1664) décida que pour être admises les pensions devaient toujours laisser au titulaire un revenu minimum de 300 livres (1).

Dans la pratique, sinon en droit, les pensions *avec cause* sont le résultat d'un accord libre entre les parties, mais il n'en a pas toujours été ainsi, et les chanoines prétendaient jouir de plein droit de pensions sur les cures. C'est ce qui a rendu nécessaire la disposition de l'article 12 de l'Ordonnance de 1629 : « Les canonicats des cathédrales et
« collégiales ne peuvent prétendre sur les cures qu'à
« des droits honorifiques, le titulaire jouissant de
« la totalité de ses revenus. »

§ 2. — *Paiement de la pension*

L'arrêt du règlement de 1664 ne supprime pas la règle *aut cede, aut solve*, d'après laquelle le bénéficiaire qui ne paie pas la pension doit céder son bénéfice,

(1) Jean Dufresne, *Journal des Audiences*, II, p. 290.

mais il se borne à fixer un minimum de 300 livres dont le bénéficiaire devait garder la jouissance, minimum précisément égal à la portion congrue qu'il pouvait réclamer. A part cette restriction, et aussi celle établie par la jurisprudence, et en vertu de laquelle les pensions ne peuvent excéder le tiers des revenus bénéficiaux, la règle *aut cede, aut solve* continue de recevoir son application (1).

§ 3. — *Extinction des pensions « avec cause »*

La pension *avec cause* est en somme un contrat par lequel le résignant, d'une part, abandonne au résignataire tous les droits qu'il a sur le bénéfice et le résignataire, d'autre part, s'engage à employer une partie des fruits du bénéfice cédé à indemniser le résignant. Or, le résignant et le résignataire n'ont respectivement droit aux fruits que chacun jusqu'à leur mort, et la pension s'éteint par le décès, soit de l'un, soit de l'autre ; mais le résignataire n'est pas déchargé de la pension lorsqu'il est dépossédé de son bénéfice par son fait, comme dans le cas de démission, permutation ou résignation *in favorem*, quoique, à diverses reprises, les résignataires aient

(1) Fleury, *Droit ecclésiastique*, I, p. 396.

prétendu, d'ailleurs sans succès, que ces changements fussent des causes d'extinction de la pension.

SECTION II

Les Pensions « sans cause »

On opposait aux pensions « avec cause » les pensions dites *sans cause*. Ces dernières résultaient, non d'un contrat, mais d'un acte d'autorité subi par le bénéficiaire, et le contraignant à verser annuellement au profit de telle personne désignée une somme prise sur les revenus de son bénéfice.

Seul le Pape avait le pouvoir de créer de semblables pensions, mais il ne pouvait en créer *proprio motu* sur les bénéfices de l'Église de France, sans donner lieu à l'appel comme d'abus (1). Il ne restait pas moins investi de ce droit qu'il ne pouvait exercer que pour homologuer la réserve d'une pension faite par le roi au moment de la nomination à un bénéfice consistorial. Ces pensions royales étaient d'un usage fort ancien à la Cour d'Espagne, où le roi retenait toujours une forte pension sur le titre de nomination (2). Il était même habituel d'insérer dans tous les

(1) Fevret, *Traité de l'abus*, Lyon, 1629, t. I, p. 153.

(2) *Ibid.*

brevets une clause de pension dont on laissait la quotité en blanc, ainsi que le nom du bénéficiaire. Le roi les remplissait avant de signer.

Si l'on en croit les procès-verbaux des Assemblées du Clergé de France, les pensions royales en faveur des laïcs n'auraient été introduites en France qu'à la fin du xvi^e siècle. Cette innovation suscita dans le Clergé une vive résistance. L'Assemblée de 1598 représenta au roi que ces pensions lui avaient été arrachées par dol, et le supplia de faire poursuivre les titulaires. Elle envoyait en même temps une circulaire en province pour organiser la résistance contre les nouvelles pensions (1)'

L'Assemblée de 1608 revenait sur le même sujet et insérait dans son cahier de doléances sur le temporel l'article suivant : « Ils réclament de nouveau
« qu'il ne soit concédé de pensions à des laïcs sur
« des bénéfices consistoriaux. » Et, le chancelier faisait cette réponse contresignée par le roi : « Sa
« Majesté n'accordera aucune pension si ce n'est par
« très grande occasion, notamment sur les évêchés
« et archevêchés (2). »

C'était une bonne assurance dont le seul tort était

(1) *Procès-verbaux des Assemblées du Clergé*, année 1598, I, p. 164, pièces.

(2) *Procès-verbaux des Assemblées du Clergé*, 1608, p. 190, pièces.

de manquer de netteté. En effet, deux ans après, l'Assemblée de 1610 reprenait dans son cahier le vœu de l'Assemblée précédente, et obtenait la réponse suivante : « Sa Majesté s'abstiendra de
« créer de telles pensions, et, si elle le fait pour le
« mérite d'aucuns de ses serviteurs, ou quelque
« grande considération, ne veut que le titulaire du
« bénéfice demeure chargé, sinon au cas qu'elle
« soit admise par Notre Saint-Père le Pape (1). »

Le Pape admettant toujours les pensions proposées par le roi, cette réponse était une fin de non recevoir que le Clergé comprit et devant laquelle il s'inclina.

C'était en même temps un usage et une règle de la chancellerie romaine que de ne jamais retenir une pension sur un bénéfice consistorial sans le consentement du titulaire, et il y avait consentement du titulaire lorsqu'il acceptait le brevet de nomination portant la mention de cette pension.

Les pensions royales se payaient à compter du jour où elles étaient définitives, c'est-à-dire, selon les juridictions, soit du jour de la signature du brevet par le roi, soit du jour de l'homologation par le Pape (2).

(1) *Id.*, année 1610, p. 2, pièces.

(2) La Combe, *Jurisprudence canonique*, p. 51.

Certains arrêts vont même jusqu'à retarder l'ouverture de la pension au jour de la prise de possession de son bénéfice par le titulaire. (Arrêt du Grand Conseil du 4 janvier 1717) (1).

Ces pensions doivent être payées régulièrement par années, semestres ou quartiers, le pensionnaire n'ayant pas à tenir compte des délais accordés aux fermiers.

Les pensions royales n'étaient jamais considérées comme des bénéfices ; elles cessaient à la mort du pensionnaire comme un usufruit ordinaire. Le successeur au bénéfice n'était pas tenu de les entretenir, à moins qu'elles n'aient été mentionnées dans son brevet. Le pensionnaire qui pouvait toujours y renoncer n'était du chef de sa pension obligé à aucune résidence ni soumis à aucune incompatibilité avec un autre bénéfice quelconque (2). Ces pensions n'étaient pas éteintes par le mariage du titulaire et le roi seul avait le pouvoir de les révoquer.

Il ne reste plus qu'à rechercher les raisons invoquées pour justifier l'établissement de ce genre de pensions, et il ne faut pas se dissimuler que les raisons données par l'abbé Richard, si elles ont le mérite d'une incontestable utilité pratique, ne

(1) *Journal des Audiences*, VI, 2^e partie, p. 351.

(2) Abbé Richard, *Traité des pensions royales*, p. 78 et suivantes

tendent à rien moins qu'à faire considérer le roi comme seul propriétaire des biens de l'Église de France, seul capable d'en nommer les titulaires, de leur donner et de leur retenir ce qui lui plait, pouvoir auquel il est inutile de résister, puisque le roi dispose de la force pour se faire obéir, et que rien ne saurait l'empêcher de saisir la totalité des biens de l'Église et d'emprisonner les ecclésiastiques. Il est bon d'ajouter que l'abbé Richard seul a traité la théorie du droit de retenir des pensions sur les bénéfices (1).

SECTION III

Les pensions sur le Clergé

Après les pensions *avec cause* et les pensions *royales*, il faut mentionner les pensions sur le Clergé.

Cette dernière catégorie était servie sur les fonds particuliers du Clergé de France. A la suite d'arrangements pris avec le roi, il avait été convenu que le Clergé fournirait volontairement une certaine somme annuelle dont il se réservait d'opérer lui-même la

(1) Abbé Richard, *Discours sur l'histoire des fondations royales* p. 140.

répartition et le recouvrement. Ce furent les décimes. Le soin de les répartir et de les recouvrer fut confié à un bureau permanent appelé *l'Agence* et qui était sous la direction de *l'Agent*. La somme que devaient fournir les décimes était fixée par les Assemblées du Clergé, or, on percevait habituellement une somme supérieure à celle qui devait être fournie au roi et l'excédent était destiné précisément à payer les pensions sur le Clergé, ainsi que les frais de l'Agence : On appelait cet excédent le « fonds des ministres » (1) et la raison de cette appellation était qu'à l'origine, il se composait de fonds qui avaient été votés par l'Assemblée de 1610 pour payer des pensions aux ministres protestants convertis ; s'étant trouvé sans application, ce fonds subsista avec son nom primitif, et les Assemblées du Clergé en disposaient sous deux formes, soit par allocations, soit par pensions. Les allocations étaient accidentelles : on accordait, suivant un usage constant, 500 livres aux étudiants en théologie qui dédiaient leur thèse à l'Assemblée du Clergé. C'est à titre d'allocation que le Clergé donna 10.000 livres aux victimes du feu d'artifice tiré à l'occasion du mariage du dauphin, petit-fils de Louis XV.

(1) Serbat, 1905, *Les Assemblées du Clergé*, fascicule premier.

Pour ces pensions, voici ce qu'en dit l'abbé Richard (1) : « La quatrième espèce de pensions est
« celle que le Clergé de France donne souvent à des
« ecclésiastiques de mérite, à des ministres ou
« autres protestants convertis ou enfin à des laïcs
« pour les récompenser des services qu'ils ont ren-
« dus ou qu'ils sont susceptibles de rendre à
« l'Église ou à l'État dont elle est une portion si
« considérable. »

« Il n'y a rien d'aussi juste et d'aussi louable que
« les pensions que distribuent MM. du Clergé de
« France : ce sont autant de marques d'estime et de
« récompenses du mérite qui se trouvent dans les
« sujets qui les reçoivent, et les effets de la sage
« politique qui les distribue : ils engagent par là
« quantité d'honnêtes gens dans leurs intérêts,
« sans charger aucun bénéfice en particulier, par
« une contribution générale, qui, par l'immensité
« de leurs revenus, devient imperceptible à chacun
« d'eux. »

.

« A l'égard des ministres et autres nouveaux
« convertis à qui l'on donne des pensions, peut-on
« faire un meilleur emploi des biens ecclésiastiques?

(1) Abbé Richard, *Traité des pensions royales*, 1719. Pages 70 et suivantes.

« Il s'en trouve parmi eux qui ont été contraints
« d'abandonner leurs biens pour se ranger à l'unité
« catholique, et dont l'exemple a été suivi par
« d'autres. »

« Le même clergé donne encore des pensions à
« des laïcs qui rendent service à l'Église et à l'État :
« elle leur en demande la continuation. »

. Il convient d'ajouter à cette énumération les pensions ou traitements que le Clergé faisait à ses avocats. Le Clergé trouvait que ce mot était plus noble que celui d'honoraires, mais de semb'ables pensions ne l'étaient que de nom (1).

(1) *Procès-verbaux des Assemblées du Clergé*, VII, p. 1202.

CHAPITRE III

Les charges publiques

Les biens ecclésiastiques se trouvaient frappés de diverses taxes établies au profit du Pouvoir Central, qui différaient suivant qu'il s'agissait, soit des ecclésiastiques français, soit du Clergé étranger. Ce dernier ne participait pas aux privilèges et immunités du Clergé de France, et il était soumis au régime fiscal du droit commun, et pouvait contracter des abonnements pour le paiement des différents impôts (*taille, capitation*).

Quant au Clergé français il payait, outre différents droits relatifs à la transmission et à l'acquisition de la propriété, un impôt spécial qu'on appelait *les décimes*.

Mais se posait aussi la question de savoir si, en dehors des décimes, il n'était pas soumis à certaines impositions de droit commun.

SECTION I

Les Décimes

Malgré les immunités traditionnelles de l'Église de France, le Clergé supportait en fait deux sortes d'impositions qui lui étaient particulières. Nous avons déjà rencontré les pensions établies d'office par le roi lorsqu'un brevet de nomination à un bénéfice consistorial lui était présenté. Cette pension était en réalité un véritable impôt destiné en principe au traitement d'un officier royal et à la reconnaissance des services que cet officier aurait rendus.

Les décimes, moyen indirect de subvenir aux charges de l'État, étaient levés pour couvrir : les frais occasionnés par les Assemblées du Clergé et par l'Agence, et pour assurer les fonds destinés aux pensions des ministres protestants convertis ; mais leur fonction était de subvenir à trois lourdes charges du Clergé : *le service des rentes, les dons gratuits et le remboursement des emprunts souscrits par le Clergé.*

Les subsides étaient répartis entre les diocèses par l'Assemblée qui, d'ailleurs, les notait (1). Dans

(1) Bourgain, *Biens ecclésiastiques*, p. 187.

chaque diocèse, le bureau des décimes était chargé de déterminer la part contributive de chaque bénéficié et les imposés étaient divisés en huit classes. Cette organisation qui comprenait un impôt progressif, c'est-à-dire dont la quotité variait suivant les classes, faisait l'admiration de Necker (1).

La perception avait lieu, sous la surveillance des agents généraux du Clergé, par des percepteurs dépendant des bureaux des décimes établis dans chaque diocèse. Les fonds ainsi recueillis étaient, ainsi que les comptes, envoyés aux agents. Les bureaux des décimes avaient juridiction en ce qui concernait les détaxes réclamées par les bénéficiés.

SECTION II

Les Droits de mutation

On peut se demander si l'Église devait payer, tant au roi qu'aux seigneurs, les mêmes droits que les autres propriétaires à propos des acquisitions, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, qu'elle pouvait faire.

Il n'y a aucun doute à ce sujet et les lettres patentes de 1575 (2) énumèrent tous les droits

(1) Necker, *Administration des Finances*, II, p. 313.

(2) Fontanon, IV, 560.

encourus par l'Église à cette occasion et avec une sorte de plaisir : *droits de rachat, relief, quint, requint, francs-fiefs et nouveaux acquêts*. L'usage était même de faire acquitter ces droits par le donateur. On peut remarquer aussi que cette énumération comprend, en dehors des droits de mutation ordinaires, les droits de *francs-fiefs* et de *nouveaux acquêts* qui sont, ainsi que *l'amortissement*, réservés aux biens de mainmorte.

On peut ainsi analyser toute acquisition faite par l'Église : d'une part, une mutation de propriété accomplie dans les termes du droit commun, et en même temps, d'autre part, la mise hors du commerce du bien qui en est l'objet, tout bien d'Église étant à la fois inaliénable et intransmissible. Le roi et les seigneurs perdaient donc à jamais tous droits de mutation sur les biens de mainmorte, et il en était de même pour les obligations féodales lorsque la terre acquise par l'Église était un fief ; d'où deux sortes de droits de mutation :

- 1^o) Les indemnités au roi et au seigneur ;
- 2^o) Le *centième dernier* de l'acquisition.

§ 1^{er}. — *Droit d'amortissement*

Le plus important de tous était le droit d'amortissement. En règle générale, tout bien d'Église

était amorti, et un bien ne pouvait être considéré comme ecclésiastique qu'après son amortissement.

Suivant les uns, le droit d'amortissement était destiné à indemniser le roi de la perte de ses droits futurs, et il ne visait en aucune façon à une restriction de la capacité de l'Église en matière de propriété. Suivant les autres, dont la doctrine passa dans quelques édits, le roi consentait en échange du droit d'amortissement, à ne pas faire usage de la faculté qu'il avait de contraindre les gens de main-morte à vider leurs mains sans délai. En d'autres termes, d'après ces derniers, l'Église était incapable de posséder mais pouvait y être autorisée moyennant finances, et seulement pour un bien déterminé (1).

L'amortissement était considéré comme personnel, c'est-à-dire qu'il n'était plus exigé tant que les biens restaient en la possession de l'établissement qui avait payé ce droit, et qu'il n'était dû à nouveau que par un autre établissement à qui les biens auraient été transmis.

Un nouveau droit d'amortissement était même dû dans le cas d'échange de biens amortis contre d'autres biens amortis de même valeur.

(1) Denizart, I, p. 108.

Dans le dernier état du droit, le montant de l'amortissement était fixé au cinquième pour les fiefs, et au sixième pour les rotures ; ce droit était supporté par les donateurs ou par les héritiers du testateur, et dans la mesure de la quotité disponible seulement (1).

La perception du droit d'amortissement exigeait un contrôle incessant sur les acquisitions opérées par les gens de mainmorte. Dans la pratique elle était irrégulièrement faite, et à des époques de grande rigueur ont succédé des périodes de complète négligence ; aussi tous les édits en matière d'amortissement avaient un effet rétroactif et comportaient la recherche de toutes les acquisitions non amorties, quelque fût leur date.. Généralement, cette rétroactivité était limitée à 30 ou 40 ans, du moins d'après les usages et l'édit de Melun. Cependant, la déclaration du 19 avril 1639, imposée par Richelieu, ordonna la recherche de tous les amortissements jusqu'à 120 ans en arrière. Les gens de mainmorte, propriétaires de biens précédemment amortis, et dont les quittances étaient détruites, devaient donc payer deux fois. Par cette déclaration, Richelieu avait de plus établi une solidarité entre tous les

(1) Denizart, I, p. 1087.

bénéficiaires pour le paiement des droits d'amortissement.

Le Pape envoya deux brefs de protestation, le Nonce les remit à Richelieu qui se garda bien de les donner au roi : de ce chef, Richelieu fut excommunié pour avoir *envahi les droits et prérogatives de l'Eglise* (1). La querelle se termina par un don gratuit rachetant l'amortissement, mais le cardinal mourut excommunié.

Le droit d'amortissement était généralement perçu directement par le Pouvoir royal. On essaya cependant de l'affirmer ainsi que le droit des francs-fiefs, (Déclaration du 9 mars et arrêt du 26 mars 1700) afin d'en rendre la perception plus régulière. La perception, si on en croit d'Argenson, exigeait des recherches considérables auxquelles un nombreux personnel était employé sous la direction du Procureur Général des Amortissements (2). Néanmoins, il arrivait fréquemment que des acquisitions non amorties étaient découvertes après de longues années et c'était en vue de ce cas spécial que l'on avait établi le droit de *nouveaux acquêts*. En principe, ce droit devait représenter la totalité des

(1) *Procès-verbaux des Assemblées du Clergé*, t. III, Ass. de 1644, pièces, p. 4

(2) D'Argenson, *Mémoires*, I, p. 12.

fruits perçus depuis l'acquisition jusqu'au jour de l'amortissement ; mais en pratique, il n'était exigé que pour partie (1).

§ 2. — *Droit de Francs-fiefs*

Les bénéficiers étaient-ils astreints à payer le droit de *francs-fiefs* à raison des fiefs qui composaient leurs bénéfices ? Telle est la dernière question qu'il faut examiner, et, à première vue, il paraît tout au moins singulier qu'elle ait pu se poser. En effet, le droit de *francs-fiefs* était un impôt levé périodiquement sur les roturiers possesseurs de fiefs « pour interrompre leur possession d'état de noblesse, et les empêcher de prescrire cet état par trois générations (2) et surtout, en réalité, afin de permettre aux roturiers de posséder des fiefs sans pouvoir être inquiétés par le roi. »

Faut-il donc admettre que l'Église ait été considérée comme un roturier possesseur de fiefs ? Conception assez plaisante en vérité, si l'on se souvient que le Clergé était le premier ordre du royaume et avait le pas sur la Noblesse. Une pareille idée ne pourrait se soutenir, et s'il pouvait y avoir quelque

(1) Hervé, *Matières féodales*, t. VI, p. 605.

(2) *Recueil des règlements concernant les droits d'amortissement et de francs-fiefs*, etc. Préface, p. 16.

doute à cet égard, il serait dissipé par les lettres patentes de 1619, 1624, et 1626, enregistrées au Parlement et à la Cour des Aides qui assimilaient le Clergé à la Noblesse.

Pourtant, il paraît certain que l'Église a payé le droit de francs-fiefs à certaines époques. En effet, dans les contrats décennaux passés entre le roi et le Clergé pour le paiement des rentes, et à partir de 1560, il est toujours stipulé par le Clergé qu'il sera exempté de ce droit de francs-fiefs.

En 1575, les lettres patentes l'y soumettaient formellement, et il est probable que les stipulations insérées par le Clergé dans ces contrats avec le roi sont restées lettre morte, si l'on en croit les réclamations incessantes du Clergé (1).

A partir de 1655, les fermiers des droits d'amortissement et de francs-fiefs distinguèrent les biens d'Église des biens patrimoniaux qui, seuls, demeurèrent soumis aux droits de francs-fiefs.

Le Clergé s'éleva violemment contre cette distinction (2) et réclama l'exemption totale des biens ecclésiastiques et patrimoniaux. L'article 16 de l'arrêt du Conseil du 13 avril 1751 lui donna gain

(1) Assemblées de 1560, 1579, 1598, 1600, 1608, 1610, 1614, 1635, 1641.

(2) Assemblées de 1655, 1660, 1665, 1765, 1735, 1770, 1775.

de cause ; les traitants persistèrent à percevoir sur les biens patrimoniaux, et leur prétention fut consacrée par un arrêt du Conseil du 27 septembre 1774.

§ 3. — *L'indemnité*

Le droit d'amortissement n'appartenait qu'au roi seul. On disait que c'était, avec la *régale* une des prérogatives essentielles de la Couronne. Mais les seigneurs pouvaient aussi se faire *indemniser* de la perte qu'ils éprouvaient du fait de l'acquisition par les gens de mainmorte des biens sur lesquels étaient levés des droits seigneuriaux. Cette indemnité était prélevée sur la succession du testateur ou payée par le donateur (1). Lorsqu'elle avait été payée, les propriétaires de mainmorte n'étaient pas déliés des obligations féodales envers le seigneur qui restait leur suzerain territorial. On leur imposait de se faire représenter par un tiers qui était considéré comme le propriétaire fictif du fief et qui en devait la *foi et hommage* et aussi le *dénombrement* (2). Le propriétaire fictif devait être représenté à toute réquisition du seigneur, et à sa mort, il était remplacé par un autre qui devait aussi la *foi et l'hommage* et le

(1) Denizart, t. II, p. 732.

(2) *Id.* t. II, p. 620.

dénombrement. On l'appelait *homme vivant, mourant et confisquant*.

L'usage ne permettait cependant pas de cumuler le droit d'indemnité seigneurial avec l'obligation de présenter un *homme vivant, mourant et confisquant*. Les obligations des ecclésiastiques à ce sujet étaient réglées par les usages locaux (1).

Mais tous ces droits n'empêchaient pas la perception des droits de mutation ordinaires comme ceux de *lods et vente, rachat et centième denier* (2). En effet, ces droits, dûs pour le présent, étaient distincts de *l'amortissement* et de *l'indemnité*, destinés à compenser la perte de droits futurs.

SECTION III

Les Impôts de Droit commun

§ 1^{er} — Généralités

En principe, les biens et fonds de l'Église étaient francs et quittes de toutes charges établies au profit de l'État (3). Ces exemptions qui dataient de la fin de l'Empire romain avaient été confirmées par une

(1) Hervé, *Matières féodales et censuelles*, VI, p. 605.

(2) Bourgain, *Biens ecclésiastiques*, p. 116.

(3) Isambert, IX, p. 238, note.

série de Conciles tenus dans le cours des viii^e et ix^e siècles. (Clémentines, VI, titre XIII, ch. III.) Les immunités étaient limitées aux seuls biens ecclésiastiques, et ne pouvaient être étendus aux biens patrimoniaux des bénéficiers ; c'est ainsi que les ecclésiastiques roturiers restaient soumis à la *taille*. De même, les bénéficiers investis de fonctions rétribuées à la Cour de France étaient exempts de *capitation* pour les revenus ecclésiastiques dont ils jouissaient, mais ils étaient imposés en raison de leur traitement à la Cour.

Ces privilèges furent l'objet d'une série de dérogations ou de suppressions qu'il convient d'examiner rapidement.

§ 2. — *Les tailles*

A l'origine, les bénéficiers et leurs fermiers étaient complètement exempts de *tailles*. Cette exemption n'existait pas encore dans les provinces du Midi, pays de taille réelle, au xiv^e siècle(1). En Dauphiné, elle disparut au xvi^e siècle.

Dans les pays de taille personnelle, l'exemption des bénéficiers et de leurs fermiers eut une plus longue durée. D'abord, on s'attaqua à celle des fer-

(1) Plaidoiries de Servin, avocat général, partie I.

miers qui furent astreints à la taille par les édits de 1459 et 1517. Mais l'exemption antérieure survécut en fait assez tard, jusqu'aux lettres patentes de 1624 et de 1626 qui la proclamaient encore. Mais les prescriptions des édits de 1459 et 1517 furent reproduites, en partie seulement, dans les déclarations de 1635, 1641, 1646 et 1657 que la Cour des Aides ne voulut pas enregistrer, déclarant au surplus et par un arrêt du 20 septembre 1636 que les fermiers des gens de mainmorte devaient être imposés comme « les autres contribuables (1). »

Enfin, les règlements de 1634 et de 1645 réservèrent l'exemption accordée jusque là à tous les privilégiés, uniquement à ceux qui faisaient valoir leurs fermes directement, obligeant les autres à louer leurs terres à des fermiers taillables.

Les fermiers du Clergé étaient donc en principe obligés de payer la taille.

Il est plus difficile de déterminer le taux de leur cotisation. D'après le droit commun, en pays de taille personnelle, un fermier payait : 1^o) une *taille* dite *réelle*, parce que elle était fixée séparément pour chaque terre et proportionnellement au fermage stipulé ; 2^o) Une *taille personnelle et globale*

(1) *Code des Tailles*, V, p. 476.

dite *taille d'exploitation*, calculée sur le profit total que le fermier était présumé obtenir dans sa culture (1). Les fermiers se trouvaient donc cotisés à la taille de deux façons.

Les tailles dites *réelles*, portant directement sur les biens affermés, avaient une répercussion directe sur le prix de ces baux, et par conséquent sur le revenu des bâilleurs. Les ecclésiastiques se plaignaient que cette imposition, dont ils faisaient en définitive tous les frais, violait les droits, franchises et immunités de l'Église de France. Ils ne prétendaient d'ailleurs pas soustraire leurs fermiers au paiement de toutes les tailles ; ils écartaient seulement la taille réelle à cause de son incidence trop directe sur les biens de l'Église ; et demandaient que les fermiers fussent seulement cotisés à la taille d'exploitation, en raison des bénéfices qu'ils pourraient faire dans leur culture (2). Cette prétention paraît d'ailleurs n'avoir pas eu grand succès auprès des juridictions compétentes en matière de finances.

Il y eut quelques résistances de la part du Clergé qui obtint satisfaction en 1667 ; à cette époque, les fermiers ecclésiastiques n'étaient plus imposés que

(1) *Code des Tailles*, VI, p. 363

(2) *Procès-verbaux des Assemblées du Clergé*, cahier de 1745 t. VIII, p. 2476 à 2483.

pour le profit de leur exploitation (1). Ce régime fut de courte durée, et dès le début du XVIII^e siècle, les fermiers des ecclésiastiques étaient astreints aux mêmes tailles que les autres fermiers, ainsi que le constate un arrêt de règlement de la Cour des Aides de Paris du 5 mai 1724 (2), qui astreint en outre à la taille toutes les nouvelles acquisitions des gens de mainmorte.

D'un autre côté, l'idée d'astreindre les ecclésiastiques à payer la taille faisait des progrès. Nous avons déjà vu qu'ils ne pouvaient donner à bail qu'à des fermiers taillables, et, d'autre part, il était admis que toutes les terres dépendant des bénéfices devaient être louées si elles n'étaient exploitées directement par le bénéficiaire. Il en résultait une perte nette pour le trésor toutes les fois que les bénéficiaires faisaient valoir eux-mêmes. De là une combinaison avantageuse qui consistait à traiter ostensiblement les fermiers comme des préposés ou gérants de culture, qui, comme tels, étaient soustraits à la taille. Pour remédier à cet état de choses, les règlements de 1634 et de 1645 limitèrent l'exemption de taille aux terres que les privilégiés faisaient

⌈ (1) Denizart, IV, p. 652.

(2) *Procès-verbaux des Assemblées du Clergé*, table, 1288.

valoir directement, et dont ils dirigeaient *effectivement* la culture.

Le privilège des ecclésiastiques fut à nouveau réduit en 1667 à la culture de quatre charrues de terre situées sur la même paroisse.

Les ecclésiastiques étaient cotisés à la taille pour le surplus, et payaient ce que le trésor était en droit de recevoir de leurs fermiers. L'arrêt de l'enregistrement de l'édit du cadastre fit encore mieux et trouva moyen de faire supporter directement par tous les bénéficiers du ressort de Paris la moitié de la taille précédemment à la charge des fermiers (1).

Ainsi, alors que dans la Généralité de Paris, une ferme appartenant à un non-privilégié payait en 1770 dix sous par livre de revenu, la même ferme dépendant d'un bénéfice, et en vertu de sa qualité de terre ecclésiastique, payait une taille réduite à cinq sous par livre de revenu se divisant également entre le bénéficié et son fermier (2).

Après l'imposition à la taille des fermiers et des ecclésiastiques, aux termes des déclarations de 1667 et de 1768, nous rencontrons les règles spéciales relatives à l'imposition des fermiers qui assumaient la perception des dimes.

(1) Denizart, IV, 669.

(2) *Procès-verbaux des Assemblées du Clergé*, V^o Impôts.

Tout d'abord, les bénéficiers qui percevaient directement les dîmes afférentes au titre de leur bénéfice, étaient complètement exempts de taille. On considérait même à ce point de vue comme dîmes afférentes au titre d'un bénéfice :

1^o) La prise à ferme des dîmes par le curé de la paroisse, lorsqu'il se trouve lui-même être co-décimateur par indivis de ces mêmes dîmes. C'est un véritable retrait ;

2^o) La prise à ferme par le curé à portion congrue des dîmes de sa paroisse. (Déclaration du roi du 16 novembre 1723.)

3^o) La prise à ferme par les vicaires desservant une cure des dîmes d'un curé non résidant, d'après le règlement des tailles de 1643, renouvelé par la déclaration du 19 mars 1747 (art. 7). Dans ces trois cas, les curés et vicaires n'étaient pas astreints à la taille, mais cette exemption ne s'appliquait pas aux vicaires desservant une cure, alors que le curé, bien que malade ou infirme, continuait à résider dans la paroisse (1).

Tous les autres fermiers des dîmes, laïcs ou ecclésiastiques étaient astreints à la taille. Le montant de leur cotisation était déterminé suivant le profit

(1) Hervé, *Traité des Dîmes*, II, p. 380.

qu'ils étaient présumés tirer de la perception de la dîme, et il était généralement d'un vingtième.

§ 3. — *Les impôts sur le revenu*

Le Clergé français évitait, à l'aide de dons gratuits, l'obligation de payer les vingtièmes établis ou supprimés à diverses reprises dans le courant du XVIII^e siècle. (Affaire de 1788.) Il en était de même pour l'impôt du cinquantième du revenu qui ne dura que deux ans et cinq mois. En ce qui concerne les dixièmes levés à titre extraordinaire pendant le cours du XVIII^e siècle, les biens du Clergé français en étaient exempts (1) dans les mêmes conditions que pour les vingtièmes.

Il y avait aussi la *capitation* : cet impôt établi par Louis XIV en 1695, avait pour but de subvenir aux dépenses de la guerre. Tous les contribuables privilégiés ou autres devaient le payer. (Code des tailles, t. VI, p. 71.) Le Clergé en évita la perception au moyen d'un don gratuit annuel de quatre millions pendant la durée de la guerre (2) voté sur l'invitation du roi, et le racheta définitivement en 1710 par un don gratuit de vingt-quatre millions. Mais

(1) Denizart, II, p. 152,

(2) *Procès-verbaux des Assemblées du Clergé*, VI, p. 154.

selon la jurisprudence, ce rachat n'avait pas pour effet d'exempter les acquisitions postérieures à 1710 de la charge de cet impôt, pas plus d'ailleurs que les revenus patrimoniaux des bénéficiaires, ni en particulier le traitement qu'ils pouvaient recevoir en raison d'une charge de la Cour de France (1). Sauf les réserves qui précèdent, le rachat de la capitation par le Clergé était définitif à la différence de ce qui avait lieu pour les autres sujets qui avaient également affranchi leur capitation (2). (Édit de septembre 1708.)

§ 4. — *Taxes diverses, dites « patrimoniales »*

Il ne reste qu'à envisager diverses taxes qui ne sont plus perçues dans l'intérêt de l'État, mais pour assurer l'exercice de divers services publics.

Les ecclésiastiques les dénommaient « charges patrimoniales » parce qu'ils pensaient qu'elles dérivent uniquement de la propriété quelqu'en fut le propriétaire. Ils admettaient ainsi que de pareilles taxes ne comportassent aucune espèce d'exemption. Il faut placer dans cette catégorie, tout d'abord, les droits de voirie et autre taxes municipales, les frais

(1) *Procès-verbaux des Assemblées du Clergé, Tables. V^o Capitation.*

(2) *Lardé-Capitation*, p. 96.

de certaines mesures de sûreté locale, telles que le « renfermement » des mendiants et gens sans aveu, les taxes établies par arrêts de règlement du Parlement de Paris (1) aux époques de famine pour subvenir à la nourriture des pauvres.

Le curé contribuait encore, [comme usager des biens situés dans sa paroisse aux réparations de la nef de l'église.

§ 5. — *Fermes générales*

En matière d'impôts indirects, les ecclésiastiques jouissaient de deux privilèges importants.

Tout d'abord, pour la gabelle, ils avaient droit de *franc-salé* dans les pays de greniers à sel. Mais, ce qui était plus important, la maison des ecclésiastiques était reconnue inviolable, et les employés des fermes ne pouvaient y pénétrer pour rechercher la contrebande. On ne pouvait même pas pénétrer dans la maison d'un ecclésiastique, sauf dans le cas de flagrant délit de recel de *faux-sauniers*. L'ecclésiastique convaincu de fraude était condamné à l'amende et on pouvait saisir une partie de son

(1) Vacations des 20 octobre 1693 et 19 avril 1709 ; Conf. : Edme La Poix de Freminville, Dictionnaire de police, V^o *Subsistance des pauvres*. »

temporel (1). Ces immunités étaient stipulées par le contrat passé en 1685, entre le roi et le Clergé, lequel ne devait d'ailleurs durer que dix ans. Ces stipulations ne furent pas renouvelées dans la suite (2).

Une seconde exemption importante avait lieu pour le vin provenant des vignes dépendant du titre ecclésiastique ou des dîmes de la paroisse et en vertu de l'Ordonnance sur les Aides de 1680 (titre IX art. premier) (3). Les ecclésiastiques avaient également prétendu, mais sans succès, qu'ils étaient exempts de l'impôt du papier timbré (4)

En somme, le Clergé français a payé beaucoup d'impôts différents ; il en a payé longtemps de forts lourds, les décimes et le service des intérêts de la rente. On ne saurait donc lui reprocher de n'avoir pas contribué aux dépenses de l'État.

D'ailleurs la véritable question n'est pas celle de savoir si le Clergé a payé quelque chose à l'État, mais bien celle de savoir s'il a payé autant que les autres contribuables. Il n'est pas douteux que le clergé ne continuait à réclamer le maintien de l'ancien état

(1) La Combe, *Jurisprudence canonique*, p. 102.

(2) Bellet-Verrier, *Mémorial alphabétique des Gabelles et des cinq grosses fermes*, Paris, 1714, p. 227.

(3) La Combe, *Jurisprudence canonique*, p. 103.

(4) *Procès-verbaux des Assemblées du Clergé*, tables, V^o Papier.

de choses que parce qu'il savait y avoir intérêt. S'il avait réellement trouvé que la situation fiscale devenait intenable pour lui, il se serait borné à réclamer un traitement identique à celui du contribuable le moins favorisé et, en 1789, cette demande eut été accueillie avec empressement par les pouvoirs publics.

CHAPITRE IV

Saisies du Temporel

Les saisies du temporel des bénéficiers étaient une mesure coercitive qui était employée de préférence à toute autre contre les titulaires récalcitrants. On peut en distinguer deux espèces : les saisies faites par l'autorité ecclésiastique avec le consentement du pouvoir royal, et celles qui étaient la sanction des ordonnances royales.

Parmi les saisies de temporel effectuées par l'évêque, il nous faut d'abord signaler les mesures prises contre les clercs qui vivaient en concubinage public et dont les règles rigoureuses posées par le Concile de Bâle, la Pragmatique Sanction et le Concordat de 1515 avaient été adoucies par les canons du Concile de Trente : « Après un premier avertissement, saisie du tiers ; après la troisième monition,

« ils sont déchus de leur droit au bénéfice. En cas
« de récidive, ils sont excommuniés (1). »

On trouve aussi la saisie de temporel pour refus de porter le costume clérical, et pour le port abusif de la soutanelle (Concile de Trente) (2).

Enfin, les ordonnances d'Orléans (art. 5), Blois, art. 14) et l'édit d'avril 1695 (art. 25) établissent contre les bénéficiers à *charge d'âme* ne résidant pas dans leur bénéfice une saisie du tiers des revenus opérée par les officiers du roi ; les fonds provenant de cette saisie devaient être affectés aux réparations des bâtiments, ou, à défaut, aux pauvres.

Les saisies de temporel effectuées par *l'autorité royale* servaient de sanctions aux obligations les plus diverses.

Il y avait lieu de saisir le temporel du curé qui refusait de communiquer les registres de l'État civil de sa paroisse. Cette saisie était provoquée par une requête adressée au lieutenant civil. Elle durait jusqu'à ce que le curé ait donné communication des pièces. (Ordonnance de 1667, titre XII, art. 18.)

L'article 14 de l'édit de janvier 1692 donnait également le droit de saisir le temporel des gens de mainmorte qui, tout en faisant valoir directement

(1) Fleury, *Droit ecclésiastique*, II, p. 117.

(2) Anonyme, *Des obligations des ecclésiastiques*, p. 295.

leurs terres, avaient négligé d'en faire la déclaration.

La saisie de temporel était également le moyen le plus pratique de débarrasser les abords des forêts royales de prêtres insolvables déjà condamnés pour braconnage. On leur imposait une résidence à plusieurs lieues des forêts, et la saisie possible de leurs revenus était la meilleure garantie qu'ils ne s'éloigneraient pas du séjour qui leur avait été assigné. (Ordonnance de 1669 sur les Eaux et Forêts, titre XXX, art. 35.)

Enfin, pouvait encore être saisi le temporel du prêtre qui refusait de déposer en justice, quoique cité comme témoin. (Ordonnance de 1670, titre VI, art. 3.) Mais les ecclésiastiques avaient le privilège de ne jamais être arrêtés pour être contraints à déposer, et ils pouvaient invoquer leur secret professionnel (1).

Le temporel du bénéficiaire *faux-saulnier* pouvait également être saisi (2).

Les saisies de temporel ou d'une partie seulement des fruits d'un bénéfice, n'avaient d'effet que pendant la possession du bénéficiaire poursuivi. Celui-ci

(1) Sainte-Beuve, *Cas de conscience*, I, p. 4 et II, p. 166.

(2) Bellet-Verrier, *Mémorial alphabétique des gabelles et des fermes*, p. 227.

conservait même le droit de disposer de son bénéfice par voie de permutation ou de résignation *in favorem*. Il faisait passer ainsi le bénéfice et ses revenus sur la tête d'un autre, et privait ses créanciers du bénéfice de la saisie (1).

(1) La Combe, *Jurisprudence canonique*, p. 200.

CONCLUSION

I

Examen critique de la Jurisprudence du Parlement de Paris

D'après la jurisprudence, toute collation de bénéfice après mort, démission simple, permutation ou même résignation *in favorem*, est un acte émanant d'une volonté toute puissante et absolue : du roi seul, le bénéficiaire précédent tient tous ses titres à la jouissance des biens ecclésiastiques ; du roi seul, le nouveau titulaire choisi tient tous ses droits à la jouissance actuelle ; le choix est libre et souverain, et le bénéficiaire ne connaît que son collateur.

Dans une semblable conception, il semble qu'il ne doive pas exister de rapports juridiques entre l'ancien titulaire ou ses représentants et le bénéfi-

cier nouvellement promu ; or, il n'en est rien, bien que de pareils rapports ne soient qu'exceptionnels.

Il est fort difficile de préciser quelle est, à ce sujet, la conception de la jurisprudence du Parlement de Paris.

Nous avons déjà eu l'occasion de voir que, canonicquement, le titre, c'est-à-dire le bénéfice, est propriétaire des biens qui lui sont attachés. Le bénéfice est donc alors une personne morale propriétaire de biens et pouvant en supporter les charges.

Le Parlement n'avait, au contraire, à trancher que des litiges relativement peu importants et mettant rarement en cause les prédécesseurs ou leurs représentants et les titulaires actuels. Il en résultait une jurisprudence fragmentaire et sans vue d'ensemble.

Dans la première moitié du xvi^e siècle, la jurisprudence du Parlement de Paris paraît admettre, d'une manière générale, la personnalité morale des bénéfices en matière de non résiliation des baux, de l'autorité de la chose jugée et des frais de justice. La déclaration de Saint-Maur (mars 1568) en établissant la résiliation des baux pesa lourdement sur cette jurisprudence.

On rencontre encore, au xviii^e siècle, la notion de la personnalité morale des bénéfices au sujet de

l'autorité de la chose jugée au regard d'un prédécesseur et au sujet des frais de justice engagés par le prédécesseur lorsque le titulaire actuel a repris ou continué l'instance (1).

Par contre, la notion de la personnalité morale des bénéfices était absente de la jurisprudence sur les baux, les réparations et les dettes.

Avant la déclaration de Saint-Maur (mars 1568), le Parlement décidait, en effet, que les baux des bénéfices n'expiraient point par le fait de la mort, démission ou résignation du titulaire, et cette idée se retrouve également dans la très confuse et incohérente jurisprudence des Parlements d'Aix et de Toulouse, depuis le ^{xvi}^e jusqu'au milieu du ^{xviii}^e siècle.

En ce qui concerne les rapports de droit pouvant exister entre l'ancien et le nouveau titulaire, la première précaution que devait prendre le bénéficiaire nouvellement promu était de visiter les bâtiments de son bénéfice, de faire constater l'état des lieux et de contraindre son prédécesseur, ou les représentants de celui-ci, à exécuter les réparations nécessaires ; sinon, il s'exposait à supporter les réparations qui incombaient à son prédécesseur. Le bénéficiaire sor-

(1) La Combe, *Jurisprudence canonique*, p. 198.

tant devait remettre à son successeur tous les biens dans le meilleur état. Il ne lui était dû aucune indemnité pour les améliorations ou dépenses extraordinaires. C'est ainsi qu'un abbé dont les prés se trouvaient menacés par la mer, à la suite d'ébranlements successifs de la falaise qui les protégeait, s'était vu forcé de construire une digue en maçonnerie ; à sa mort, non seulement ses héritiers ne purent réclamer aucune indemnité pour ce travail important, mais le successeur les fit contraindre par justice à réparer la digue construite par leur auteur.

Les dettes mêmes contractées pour l'entretien ou l'amélioration des bénéfices restaient personnelles au titulaire et se transmettaient à ses héritiers. Les créanciers pouvaient, de ce chef, courir un certain risque d'insolvabilité, risque qui, à la vérité était considérablement réduit par les dispositions de l'édit de décembre 1691 emportant création des économats. Les économes sequestres devaient, en effet, saisir et conserver entre leurs mains tous les fonds et revenus du bénéfice et les affecter par privilège aux réparations des bâtiments ; ils pouvaient en outre, et moyennant certaines formalités, recevoir entre leurs mains les oppositions des créanciers. Ces économes jouaient le rôle de véritables syndics de faillites (art. 6, 12, 15 et 16). Cependant, il faut

observer que, lorsqu'il restait un excédent quelconque de passif, les héritiers en étaient seuls tenus s'ils avaient accepté la succession ; mais le plus grave pour les créanciers était que le système de l'économat n'existait pas en cas de résignation *in favorem* : les fruits du bénéfice leur échappaient alors complètement (1).

Par exception, le nouveau titulaire était, de droit, tenu du montant des emprunts que son prédécesseur avait souscrits pour l'utilité ou pour la nécessité du bénéfice (2) : « Selon notre jurisprudence, il faut
« l'utilité et la nécessité de l'emprunt, il faut, de plus,
« que le bénéficiaire ait été autorisé par le magistrat
« politique. Le roi le permet très rarement, si ce
« n'est pour subvention ou l'intérêt de l'État. »

On rencontre en outre quelques décisions isolées des parlements du Midi ordonnant à des bénéficiaires de payer les dettes de leurs prédécesseurs. Les arrêts justifient cette règle en invoquant la nécessité de maintenir le crédit des ecclésiastiques vis-à-vis des marchands.

Ils présument, en outre, que les résignants ont stipulé que les résignataires payeraient leurs dettes, et principalement les frais de dernière maladie en

(1) La Combe, *Jurisprudence canonique*, p. 200.

(2) *Id.*, p. 196.

cas de résignation pour cause de maladie. On peut répondre à cet argument que « si un bénéficiaire
« devient infirme, et que les revenus de son bénéfice
« ne suffisent plus à sa subsistance, c'est à l'évêque
« qui est le père commun de tous les ecclésiastiques
« de son diocèse de subvenir à ses besoins et de le
« faire soulager (1) » et que, dès lors, il n'existe pas de bonne raison de faire supporter par le nouveau titulaire des dettes qui ne le concernent en aucune façon.

La conception étroite de la jurisprudence avait pour résultat de dresser contre les laïcs, cultivateurs, marchands, bourgeois, une perpétuelle menace, puisqu'en définitive, ils pouvaient toujours être victimes de l'insolvabilité du bénéficiaire.

Il était dangereux de lui faire crédit, de lui prêter même s'il était titulaire d'un bénéfice important et d'un gros revenu.

A la vérité, les fruits étaient le gage de ces créanciers, mais en revanche, que de procédés pour éluder les saisies ! jusqu'en 1691, les créanciers d'un bénéficiaire décédé n'avaient aucun recours sur les biens qu'il laissait et ne pouvaient agir que contre la famille, en supposant qu'elle ait accepté la succes-

(1) La Combe, *Jurisprudence canonique*, p. 196.

sion. Toutefois, l'édit de 1691 remédia à cet inconvénient en organisant une véritable liquidation de faillite entre les mains de l'économe-séquestre. En outre, un bénéficié saisi pouvait toujours, non seulement priver le créancier de son gage, mais encore se créer de nouvelles ressources en disposant de son bénéfice au moyen d'une résignation *in favorem*, et devant de pareils agissements, le créancier était désarmé.

Il était dangereux de prendre à bail des terres, des maisons ou des dîmes appartenant à des bénéficié parce que les baux se trouvent résolus par la mort du bénéficié qui les avait consentis : le locataire perdait alors ses avances, son pot-de-vin et ses améliorations.

Cette situation des fermiers ecclésiastiques paraissait d'autant plus dure que la jurisprudence cherchait généralement à éviter l'emploi de la loi *Emptorem*, notamment en matière de baux passés par la douairière, le mari, le donataire, le grevé de restitution et l'usufruitier, en faisant intervenir des motifs de reconnaissance ou même de simple convenance.

Il était également dangereux, dans les pays où la dîme était abandonnée de se libérer de sa contribution annuelle par un paiement global et anticipé. En cas de mort ou de résignation du bénéficié

décimateur, le contribuable était obligé de payer deux fois, sauf recours contre l'ancien titulaire.

Tous ces inconvénients, qu'il eut été facile d'éviter, n'étaient pas faits pour concilier au Clergé les sympathies du Tiers-État. Les particuliers qui se voyaient menacés dans leurs intérêts civils, sans espoir dans une réforme future, se tournèrent contre l'organisation même de l'Église de France, et dans les cahiers de 1789, les fermiers ecclésiastiques se firent remarquer par l'énergie de leurs protestations auxquelles d'ailleurs se joignit la noblesse.

II

La Fin des Bénéfices

Au ^{xviii}^e siècle, le Clergé de France jouissait de biens considérables. Une administration prudente, contrôlée avec soin par le pouvoir royal, avait permis de reconstruire les bâtiments ruinés et de réparer les désordres causés par les guerres de la fin du ^{xvi}^e siècle.

Cependant, il est d'autant plus difficile d'évaluer le revenu de ces biens, que le Clergé veillait avec soin à ce que le public n'eût aucun renseignement

à ce sujet. Il était d'ailleurs impossible, en fait, de se faire une idée de la fortune des privilégiés de la Noblesse et du Clergé, et de comparer les terres qui leur appartenaient avec celles dont les roturiers étaient propriétaires.

C'est ainsi que l'arrêt d'enregistrement de la déclaration de 1768 relative à la réorganisation des tailles interdit formellement aux receveurs de dresser un état distinct ne comprenant que les propriétaires privilégiés (1).

Le public se trouvait réduit à des évaluations fantaisistes et souvent malveillantes. C'est ainsi qu'en 1720, le Conseil du roi, sur les remontrances de l'Assemblée supprima un almanach qui avait osé évaluer le revenu annuel du clergé à 313 millions (2).

On ne rencontre pas davantage d'évaluation officielle des revenus des biens ecclésiastiques au moment de leur suppression. L'état officiel qui devait en être dressé ne fut jamais établi et l'on se trouve réduit à l'examen des conjectures faites par les auteurs de l'époque. Parmi ceux-ci, deux ont fourni des évaluations qui méritent d'être prises en considération, à raison de l'importance et de la compétence de leurs auteurs : Necker, ministre des

(1) Denizart, *Arrêts*, IV, p. 669.

(2) *Procès-verbaux des Assemblées du Clergé*, table, v^o *Propriété*.

Finances, Talleyrand, évêque d'Autun, ancien « agent » du Clergé, et à ce titre bien placé pour en connaître les revenus.

Necker conclut à un revenu total de 130 millions ; Talleyrand donne le chiffre de 150 millions (1). En présence des différences énormes que présentent entre eux les chiffres donnés par les autres auteurs, on peut considérer ceux-ci comme sensiblement exacts.

On s'accordait généralement pour déclarer que les dîmes entraient dans ce total pour une somme de 60 à 70 millions (2).

Les immeubles du Clergé, d'après les calculs de l'époque basés sur les mêmes données se trouvaient donc avoir une valeur d'environ trois milliards en y comprenant les bénéfices proprement dits, les fondations et les biens dépendant des hospices (3).

Les économistes du XVIII^e siècle dénoncèrent avec insistance les inconvénients des biens de mainmorte, et parmi ceux-ci les inconvénients des bénéfices dont les règles de gestion s'opposaient à une exploitation active et complète (4).

(1) *Moniteur*, séance du 10 octobre 1789, p. 291.

(2) Anglade, thèse, Paris, 1901.

(3) Hervé, *Traité des Dîmes*, Paris, 1790, Appendice.

(4) Boncerf, *La plus importante affaire*, Bibliothèque nationale, LB 39, 72.235.

Quelques-uns s'attaquaient directement à la propriété ecclésiastique en s'efforçant de démontrer que les pauvres devaient être regardés comme seuls propriétaires des biens affectés au Clergé, et que ces pauvres représentés par la Nation pouvaient disposer de ces biens de façon à en retirer un plus grand bien-être.

Le Conseil du roi ordonna en 1651 la suppression d'un ouvrage traitant des *droits du roi sur les biens de l'Église, et de son pouvoir d'en disposer pour le soulagement de ses autres sujets*.

Mais la question ne devait devenir brûlante que vers 1770, grâce à l'engouement de cette époque pour les idées philosophiques.

Des libelles nombreux et clandestins, des réfutations des ouvrages défendant la situation du Clergé passionnent à cette époque l'opinion publique. On en imprime un peu partout, à l'étranger, par crainte des suppressions (1).

En 1788, l'affaire des « deux vingtièmes » que le

(1) a) De Cerfol, *Les droits du souverain sur les biens fonds du Clergé*. (Bibliothèque nationale, L d 4, 3008 ; b) Observations sur la répartition des biens ecclésiastiques et particulièrement des dîmes, avec un plan d'administration et de répartition plus juste pour le bien de la religion et le soulagement du peuple. Bruxelles, 1781. (Bibliothèque nationale, L d, 4, 3026.)

c) Examen d'un ouvrage intitulé : *Réflexions sur les immunités de l'Eglise de France*, sans lieu ni date. (Bibliothèque nationale, L, d, 4, 3060.)

Clergé refusait de payer, les remontrances de l'Assemblée au roi, l'arrêt du Conseil du roi maintenant le Clergé dans ses immunités, accrurent encore l'intérêt de la controverse.

L'année suivante, la campagne des publicistes fut reprise à la tribune de l'Assemblée Constituante par Mirabeau, le Chapelier et surtout par Thouret.

En face de ces attaques, quelle était l'attitude de l'Église de France ?

L'ancienne et maladroite distinction entre les deux Ordres du Clergé, dont l'un était riche et l'autre pauvre avait créé une division de jour en jour plus profonde. En effet, le coût de la vie devenait de plus en plus élevé : tout augmentait, sauf les portions congrues des curés et des vicaires, dont le mécontentement se traduisait par des réclamations incessantes en vue d'un relèvement des portions. En 1768, on avait cru bon d'établir une échelle mobile pour proportionner les portions congrues au coût réel de la vie. En 1789, les curés demandèrent une somme fixe annuelle de 1.200 francs : leurs plaintes étaient loin d'être sans fondement, car leur portion congrue les empêchait juste de mourir de faim. Tout alla bien tant que les revenus du premier ordre suffirent à payer le montant des portions congrues, mais lorsque l'édit de 1768 les eut relevées

à 500 livres, la situation financière du Clergé devint grave. Les bénéficiers du premier ordre du Clergé, habitués à un certain train de vie se déclarèrent hors d'état de supporter de nouvelles charges. A la suite de l'Assemblée de 1770, ils adressèrent au roi la supplique suivante : « Les évêques et les Chapitres
« se plaignent d'être accablés de charges... ils
« voient venir avec tristesse le moment où l'insuffi-
« sance du revenu de leur bénéfice les obligera à
« délaisser le service divin... si le roi ne vient
« pas à leur aide soit par des unions de béné-
« fices, soit par la suppression d'offices inutiles,
« tels que les bas-chœurs et les collégiales (1). »

C'est la proclamation de la crise financière dont souffre le Clergé.

D'un autre côté, la situation des curés n'était guère satisfaisante. Sans doute, l'édit de 1768 avait porté leur portion congrue à 500 livres, mais il leur avait par contre imposé l'obligation d'opter entre les dîmes noales et la portion congrue. Ils perdaient ainsi d'un côté, une partie de ce qu'ils gagnaient de l'autre. Avec un casuel nul ou presque nul dans les campagnes, le curé devait se nourrir, s'habiller, n'ayant pour tout cela que 500 livres par an, sans

(1) *Procès-verbaux des Assemblées du Clergé*, VIII, 2^e partie, p. 2542.

compter les réparations usufruituaires du presbytère.

Le contraste de cette situation active et misérable avec la vie riche et oisive des nombreux chanoines qui peuplaient les cathédrales (1) et les collégiales créait dans le bas-clergé un mouvement puissant dans le sens d'un changement dans la répartition des bénéfices.

D'innombrables procès au sujet des dîmes, des noales, de la portion congrue, des réparations, des ornements, etc... favorisaient le développement de ce mouvement.

Les idées philosophiques envenimèrent les divisions et exaspérèrent les rancunes, et il devint de bon ton de plaindre l'existence misérable des curés de campagne dépouillés de leurs revenus naturels d'inutiles parasites (2).

Déjà, en 1776, les curés à portion congrue du Dauphiné se réunissaient pour examiner leur situation et publiaient une brochure intitulée : « Doléances « et réunion des curés congruistes du Dauphiné (3). »

Quelques curés se décidèrent enfin à faire appel à

(1) 142 chanoines à Saint-Quentin. (Durand de Maillanne, V^o *Chapitre*).

(2) Dictionnaire philosophique, V^o *Curé de campagne*, article de Voltaire.

(3) Bibliothèque Nationale, L e, 24 ; 63.

l'opinion. Dans une brochure imprimée à Bruxelles en 1781, par crainte de suppression, un curé écrivait : « Les curés à portion congrue n'ont pas
« 20 sous à dépenser par jour pour leur nourriture
« et entretien. Et, l'on s'étonne de manquer de
« prêtres dans les campagnes ! (1) »

En 1785, quelques curés à portion congrue du diocèse d'Auch présentèrent une pétition à l'Assemblée du Clergé de France. Cet écrit fut ensuite imprimé ; il fut supprimé par arrêt du Conseil d'État du roi du 4 novembre suivant (2).

En 1786, les curés à portion congrue allèrent plus loin encore. Dans une brochure intitulée *Le vœu de la raison pour les paroisses, les curés et les pauvres*, adressée au roi Louis XVI à l'occasion de la réunion de l'Assemblée des Notables, ils reprenaient leurs doléances habituelles en protestant vivement contre le tarif établi par l'édit de 1768. Ils ne se dissimulaient pas que le relèvement des portions congrues des curés et des vicaires feraient peser une lourde charge sur les revenus ecclésiastiques, mais à cela le remède était simple : ils proposaient la centralisation de tous les revenus au moyen d'un bureau

(1) Bibliothèque nationale, L d 4, 3026.

(2) *Ibid.*, L d 4, 3038.

central qui verserait à tous un traitement proportionné à ses fonctions (1).

Cette idée émise par les curés congruistes fut immédiatement reprise dans une brochure intitulée : *Pièces du procès de la Noblesse et du Clergé* (2). Elle était appelée à une longue et illustre carrière.

A la fin de l'Ancien Régime, la situation pouvait se résumer ainsi : les bénéfices sont l'objet de très vives attaques de la part des économistes qui en réclament la suppression radicale ; ils sont mal défendus par le second ordre du Clergé qui veut les maintenir après en avoir modifié la répartition à son profit. Le premier ordre du Clergé est seul à demander le maintien de l'ancienne organisation. Les cahiers de 1789 nous confirment d'ailleurs cette situation. Tout d'abord, sur la question de la quantité des portions congrues, le Clergé, soutenu par la Noblesse et le Tiers-État réclame « qu'elles soient
« élevées de 300 à 1.200 livres et qu'elles soient
« payées en grains, de façon à augmenter dans la
« même proportion que le prix des subsistances (3). »
« Que toutes les dîmes soient restituées aux

(1) Bibliothèque nationale, L b 39, 6309.

(2) *Ibid.*, L b 39, 769.

(3) Résumé des Cahiers des trois Ordres, 1, *Clergé*, p. 47 ; II, *Noblesse*, p. 284.

« curés, qu'elles soient réduites et servent à effec-
« tuer les réparations (1). .

En outre, quelques vœux du Clergé tendaient à la refonte complète de l'organisation de l'Église de France : « Il est désirable que toutes les collations se
« fassent par l'ordinaire et que les élections soient
« rétablies... » Pour arriver à ce résultat, les Cahiers du Clergé de Saumur et de Saintes et l'unanimité de la Noblesse réclamaient l'abolition du Concordat de 1515, et la suppression des indults accordés au roi et au Parlement.

A l'unanimité, le Clergé réclamait la suppression des pensions pour cause de résignation d'un bénéfice à *charge d'âme*. Il suppliait le roi de ne créer sur les bénéfices à sa collation ni pensions, ni prélèvement en faveur des maisons de retraites pour les curés et vicaires âgés et infirmes. (I, p. 47.) Il demandait encore (I, p. 31), « qu'il ne soit pas
« accordé de bénéfices ou de pensions de plus de
« 300 livres à des titulaires âgés de 12 ans à 18 ans,
« et de plus de 600 livres à ceux âgés de plus de
« 18 ans jusqu'à l'âge où ils entreront dans les
« Ordres. »

D'un autre côté, l'unanimité des Cahiers de la

(1) Résumé général des cahiers de 1789 : *a*) I, p. 52 (98 baillages), III, p. 457 (67 baillages) ; *b*) I, *Clergé*, p. 29 à 34,

Noblesse (1) et du Tiers-État demandait la suppression de la résiliation des baux des bénéfices : « Le
« Tiers-État, considérant les abus et l'injustice
« révoltante et trop commune des démissions que
« font certains bénéficiers qui, par ce moyen,
« enlèvent aux fermiers avec lesquels ils ont traité
« les pots-de-vin et avances considérables qu'ils en
« ont reçu, et les privent en outre de leurs déboursés et améliorations... (2) demande que l'on
« revienne par une loi au système des baux passés
« par adjudication devant notaire », c'est-à-dire au système de la déclaration de Saint-Maur de 1568.

Une partie des Cahiers du Clergé protestait également contre la résiliation des baux : « Cette loi est
« ruineuse pour les fermiers et onéreuse pour les
« bénéficiers eux-mêmes, qui ne peuvent affermer
« leurs biens à leur valeur, parce qu'ils ne peuvent
« garantir l'exécution de leurs baux (3). »

Toutes les règles de l'administration des bénéfices ecclésiastiques se trouvaient donc violemment combattues. Le Clergé protestait avec raison contre les pensions *avec ou sans cause* ; la Noblesse et le Tiers-État réclamait l'abaissement du taux de la dîme.

(1) Résumé général des Cahiers de 1789 : II, *Noblesse*, p. 344 ; III, *Tiers état*, p. 459.

(2) *Ibid.*

(3) *Clergé*, I, p. 274 (*Ibid.*).

Enfin les trois Ordres étaient unanimes pour demander l'augmentation des portions congrues et la suppression de la résiliation des baux.

Après la réunion des États-Généraux :

L'organisation des bénéfices ne satisfaisait plus ni le Clergé, ni le Tiers-État, ni la Noblesse. Cependant, il était difficile d'y apporter des réformes sans léser injustement les droits enchevêtrés des *gros* décimateurs des commendataires, des pensionnés, etc. Il parut plus simple d'abolir les bénéfices. . .

Un décret du 11 août 1789 abolit les dîmes, un autre du 2 novembre 1789 plaça le reste des biens ecclésiastiques à la disposition de la nation.

Le décret des 12 et 24 juillet 1790 qui imposa la constitution civile du Clergé règle ainsi la disparition des bénéfices : « Art. 20. — Tous les titres et offices
« autres que ceux mentionnés dans la présente
« constitution, les dignités, canonicats, prébendes,
« demi-prébendes, chapelles, chapellenies, tant des
« églises cathédrales que des églises collégiales, et
« tous chapitres réguliers de l'un ou de l'autre sexe,
« les abbayes en règles ou en commende ,et tous
« bénéfices ou prestimonies généralement quel-
« conques de quelque nature et sous quelque déno-
« mination que ce soit sont à compter du jour de la
« publication du présent décret éteints et supprimés

« sans qu'il puisse jamais en être établis de semblables. »

« Art. 21. — Tous bénéfices en patronage laïc
« sont soumis aux dispositions des décrets concernant les bénéfices de pleine collation ou de patronage ecclésiastique. »

« Art. 32. — Sont également compris auxdites
« dispositions, tous titres et fondations de pleine
« collation laicale, excepté les chapelles actuellement desservies dans l'intérieur des maisons par-
« ticulières par un chapelain ou desservant à la
« seule disposition du propriétaire. »

Les biens des ci-devant bénéfices étaient mis à la disposition de la nation qui devait en opérer la vente. Les ci-devant bénéficiers restaient intéressés aux opérations de cette liquidation dont les conditions furent réglées par décret des 11-24 août 1790. Les dispositions de ce décret intéressant la gestion du temporel sont les suivantes : « les fermiers et autres
« concessionnaires doivent présenter leurs actes au
« secrétariat du district. Ils sont tenus de déclarer
« toutes les circonstances particulières de nature à
« augmenter le prix de leur bail (pots de vins, billets
« signés et non échus) (art. 37).

« Ils doivent toujours payer en argent au receveur
« du district (art. 30). Enfin, les ci-devant bénéfi-

« ciers peuvent espérer recouvrer l'arriéré de leurs
« revenus. »

« Art. 39. — Les sommes dues pour pots de vin,
« qui resteront à payer, seront divisées en autant
« d'années que celles pour lesquelles le bail a été fait,
« et ce qui sera déterminé pour les années antérieures
« à l'an 1790 ou pour les fruits de 1789, sera payé
« au bénéficiar. »

Vraisemblablement, les anciens titulaires doivent
attendre encore ce dernier paiement qui leur était
ainsi promis par le décret des 11-24 août 1790.

VU :

Le Président de thèse,

VU :

CHÉNON.

Le Doyen,

LYON CAEN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD

TABLE DES MATIÈRES

	Page
BIBLIOGRAPHIE.....	5
AVANT-PROPOS	9
INTRODUCTION. — Du Bénéfice.....	13
PREMIÈRE PARTIE. — Les revenus des bénéfices..	43
Chapitre Premier. — Les biens fonds.....	45
Section I. — La propriété.....	45
§ 1 ^{er} . — Qui est le véritable propriétaire des biens ecclésiastiques?	46
§ 2. — Du Protectorat royal sur le temporel des Églises de France.....	49
§ 3. — Les pauvres sont-ils propriétaires des biens de l'Église?	60
Section II. — Les Baux.....	66
§ 1 ^{er} . — Durée des baux ecclésiastiques	68
§ 2. — Formes des baux	72
§ 3. — Résiliation des baux	78
Section III. — Du Faire-Valoir.....	86
Chapitre II. — Les Dîmes et les Portions congrues.....	91
Section I. — Les Dîmes.....	91
Section II. — La portion congrue.....	94

Chapitre III. — Les droits pécuniaires attachés à certains bénéfices	103
Section I. — Les Distributions.....	103
Section II. — Casuel des Curés.....	106
DEUXIÈME PARTIE. — Les charges des bénéfices..	109
Chapitre Premier. — Les Réparations.....	111
Section I. — Étendue de l'obligation des bénéficiaires aux réparations	111
§ 1 ^{er} . — Généralités	111
§ 2. — Cathédrales.....	114
§ 3. — Églises paroissiales.....	115
Section II. — Des garanties de l'obligation des bénéficiaires aux diverses réparations.....	123
Section III. — Les Actions en réparation.....	125
§ 1 ^{er} . — Actions exercées du vivant du bénéficiaire..	125
§ 2. — Recours contre les héritiers du bénéficiaire..	130
§ 3. — Durée de l'action en réparation.....	134
Chapitre II. — Les pensions sur les bénéfices.....	135
Section I. — Les pensions « avec cause ».....	135
§ 1 ^{er} . — Causes de pensions.....	136
§ 2. — Paiement de la pension.....	138
§ 3. — Extinction de la pension « avec cause »....	139
Section II. — Les pensions « sans cause ».....	140
Section III. — Les pensions sur le clergé.....	141
Chapitre III. — Les Charges publiques.....	148
Section I. — Les décimes.....	149
Section II. — Les droits de mutation.....	150
§ 1 ^{er} . — Droit d'Amortissement.....	151
§ 2. — Droit de « francs-fiefs ».....	155
§ 3. — L'indemnité.....	157

Section III. — Les impôts de droit commun.....	158
§ 1 ^{er} . — Généralités.....	158
§ 2. — Les tailles.....	159
§ 3. — Les impôts sur le revenu.....	165
§ 4. — Les taxes diverses dites « patrimoniales »..	166
§ 5. — Fermes générales.....	167
Chapitre IV. — Saisies du Temporel.....	170
CONCLUSION :	
I. — Examen critique de la Jurisprudence du Parlement de Paris.....	175
II. — La fin des bénéfices.....	182

ANGERS, IMPRIMERIE G. GRASSIN
